

La Chine de la révolution culturelle
sous le regard des Français

DIPLOMATES ET VOYAGEURS FRANÇAIS EN CHINE
1966-1971

Camille Boullenois

Programme doctoral

Majeure : Relations internationales
Spécialité : Histoire

Mémoire de recherche

Directeur du mémoire : M. Maurice VAÏSSE

Année 2010-2011

Jury :

M. Maurice VAÏSSE

M. Jean-Luc DOMENACH

Table des matières

INTRODUCTION.....	23
Choix et définition du sujet.....	26
Etat de la question.....	29
Sources primaires.....	32
Méthodologie, problèmes et hypothèses.....	34
Plan du mémoire.....	36
Préambule : La Révolution Culturelle.....	37
Aux origines de la révolution culturelle (1959 - 1965).....	38
Prodromes culturels (automne 1965 - mai 1966).....	39
La révolution dans l'Université.....	41
Guerre civile.....	43
Retour à l'ordre et répression.....	45
Fin et décadence du maoïsme.....	46
Les interprétations de la révolution culturelle : un peu d'historiographie.....	48
CHAPITRE 1 : Un pays fermé.....	52
I - La présence française en Chine.....	53
A - L'ambassade de France à Pékin.....	54
1) L'ouverture de l'ambassade.....	54
2) Conditions de vie et de travail à l'ambassade.....	54
3) Parcours et formation des diplomates.....	55
4) Le général Guillermaz et les militaires.....	57
B - Experts, étudiants, journalistes.....	59
1) Les experts français.....	59
2) Les journalistes.....	60
3) Etudiants et professeurs.....	60
C - Le voyage en Chine.....	62
1) L'obtention du visa.....	62
2) La mode du voyage en Chine.....	62
3) Les missions scientifiques, techniques et commerciales.....	63
II - L'accessibilité du territoire chinois.....	64
A - Quelques îlots accessibles dans une Chine fermée.....	65
1) Trois statuts.....	65

2) Des voyageurs plus ou moins favorisés.....	66
3) L'arbitraire des visas.....	67
B - A l'échelle de la ville : les espaces interdits.....	68
1) Les contraintes à la circulation.....	68
2) Un vision faussée du pays.....	69
3) Des visites stéréotypées.....	70
C - La révolution culturelle : une fermeture de la Chine ?.....	70
1) L'année 1966.....	70
2) La fermeture des années 1967-1968.....	71
3) La période troublée de 1969-1970.....	72
III - Des sources d'information limitées.....	76
A - L'observation.....	76
1) Le spectacle des rues.....	76
2) Les discussions avec des Chinois.....	77
B - La presse chinoise.....	79
1) Une presse peu variée et pauvre en informations.....	79
2) Les dazibao et les affiches.....	80
3) Un travail d'interprétation.....	81
C - Taiwan et Hong-Kong, des mines de renseignement.....	82
1) Les sources Hong-Kongaises.....	82
2) Les sources taiwanaises.....	84
CHAPITRE 2 : Les présupposés de la connaissance de la Chine	86
IV - En 1966, connaissons-nous la Chine ?.....	87
A - La Chine, vue du grand public.....	87
1) L'apprentissage de la langue chinoise.....	87
2) Les référents culturels sur la Chine.....	88
B - La Chine des spécialistes.....	89
1) Des faiblesses institutionnelles.....	89
2) Trois traditions françaises.....	90
3) L'influence étrangère.....	91
C - Les poncifs de la culture et de l'histoire chinoise.....	92
1) La Chine, mystérieuse et inconnaisable.....	92
2) Les préjugés sur l'histoire chinoise.....	92
3) Les préjugés sur le peuple chinois.....	94

V - Totalitarisme et révolution : deux concepts de guerre froide.....	96
A - Le totalitarisme.....	96
1) Un concept essentiellement américain.....	96
2) Perceptions d'un régime caractérisé par l'endoctrinement politique et la répression	97
3) Effets de la révolution culturelle sur ces perceptions.....	99
4) La volonté de nuancer le caractère totalitaire du régime chinois.....	100
5) Dénonciation du totalitarisme et appartenance politique.....	101
B - Le sensibilité révolutionnaire.....	102
1) Les maoïstes, mai 68 et la révolution culturelle.....	103
2) Poésie et politique.....	104
3) Le portrait de Mao.....	106
VI - La théorie du développement.....	107
A - Un a priori : l'ambition de la Chine est le développement.....	107
1) Le socialisme, un modèle de développement économique ?.....	107
2) La politique étrangère gaulliste et la Chine.....	108
3) Un impact du paradigme américain ?.....	109
B - Discussions sur les moyens employés.....	110
1) Des moyens efficaces et nécessaires.....	110
2) Des résultats mitigés.....	112
3) Des méthodes contestées.....	112
4) Le problème de la révolution culturelle.....	113
CHAPITRE 3 L'évolution des interprétations de la révolution culturelle par les Français.....	115
VII - La première phase de la révolution culturelle.....	118
A - Jusqu'en juin 1966 : la révolution culturelle n'intéresse pas les observateurs.....	118
1) Insensibles aux premiers signaux de la crise.....	118
2) Polémiques sur le rapport Xiao Hua.....	120
3) Une affaire plus politique qu'il n'y paraît.....	121
B - La révolution sur les campus : un mouvement libertaire ou une nouvelle campagne de rectification ?.....	122
1) La critique des professeurs par les étudiants, les premiers dazibao.....	122
2) Un tour plus violent : l'été des gardes rouges.....	124
3) Le Groupe Central de la révolution culturelle.....	125
C - Qu'est-ce que la révolution culturelle ?.....	125
1) Une lutte de succession.....	126

2) Reprendre le pouvoir.....	127
3) La politique étrangère.....	128
VIII - Deuxième période : janvier 1967 – décembre 1968.....	129
A - Guerre civile.....	129
1) Relance de la révolution ?.....	129
2) L'épisodes de Canton et Wuhan.....	131
3) Interprétations.....	133
B - L'année 1968 : retour à la normale ?.....	135
1) La fin de l'année 1967 : retour à la raison.....	135
2) Contradictions	136
3) Troubles violents de l'été 1968.....	137
C - Jugements et interprétations sur l'évolution du régime	139
1) Un retour à l'ordre salubre.....	139
2) La dictature	140
3) Renforcement de l'endoctrinement.....	140
IX - La fin de la révolution culturelle : 1969-1971.....	142
A - La reconstruction institutionnelle : le 12e plenum et ses suites.....	142
1) Le 12e plenum.....	142
2) Une difficile normalisation : les Français pessimistes.....	143
3) Menaces de guerre.....	145
B - Retour en force de la puissance chinoise.....	146
1) Une répression constante.....	146
2) Le retour de la puissance chinoise.....	147
3) Militarisation de la Chine : des perceptions contradictoires.....	148
C - 1971 : l'affaire Lin Biao.....	148
1) Des indices troublants.....	148
2) La crise du 13 septembre 1971.....	149
3) Confirmation et interprétations.....	150
Conclusion.....	153
Un constat optimiste.....	155
Interprétations et historiographie.....	155
Quel facteurs d'explication des différentes perceptions ?.....	156
SOURCES PRIMAIRES.....	141
BIBLIOGRAPHIE.....	144

Index des cartes

Carte de Chine.....6

Evolution de l'accessibilité des villes chinoises pendant la révolution culturelle.....51

Carte de Chine



Source : National Bureau of Statistics of China, China Statistical Yearbook 2006.

● Capitale de province
○ Ville dont la population est inférieure à 1 400 000 habitants

▨ Région autonome

JILIN Nom de province

30 14 8 5 1,4 millions d'habitants en 2005

© La Documentation française

Provinces, régions autonomes et principales villes chinoises en 2006

Source : Questions internationales n° 32, juillet-août 2008

INTRODUCTION

«Tous les chemins mènent à Pékin...»

Jean-Luc Godard, 1967

Choix et définition du sujet

Le choix de travailler sur les diplomates et voyageurs français en Chine a pour origine mon intérêt prononcé pour ce pays dont j'apprends la langue et étudie l'histoire. Il vient également d'un étonnement face à ce qui m'a semblé être une contradiction de l'histoire française contemporaine, à savoir l'existence simultanée, dans les années 1960 et 1970, d'un grand engouement pour la Chine et le régime maoïste, et d'une grande ignorance pour sa réalité historique, politique et sociale.

La Chine, au moins depuis le siècle des Lumières, a été perçue comme insaisissable et mystérieuse, bien que missionnaires, géographes, diplomates, soldats, entrepreneurs, sinologues, intellectuels, journalistes et touristes aient voyagé et habité en Chine, rapportant en France de nombreux récits. On peut ainsi distinguer trois moments historiques de cette fascination pour la Chine¹. Le premier est l'arrivée en 1687 à la Cour Impériale Chinoise de cinq missionnaires jésuites, chargés par Louis XIV d'une mission à la fois religieuse, scientifique et culturelle, et dont les récits ont véritablement façonné la vision de la Chine en France. Ils ont alimenté une « vogue chinoise » visible dans la plupart des domaines artistiques. Le deuxième moment fondateur de la fascination pour la Chine est l'époque qui va du milieu du 19^e siècle au début du 20^e siècle, quand la France, comme d'autres pays européens mais avec moins de succès, inclut la Chine dans son projet colonial et poursuit sur son territoire une expansion tant territoriale que commerciale et culturelle, implantant des concessions et participant à la répression de la révolte anti-occidentale des Boxers. La Chine a commencé alors à être abordée de façon scientifique et sa langue, sa culture, sa géographie, son régime politique, à être mieux connus. Cependant, la fascination toujours présente dans les récits de voyages en Chine n'empêche pas que se développe un mépris croissant du « Chinois », décrit comme « *malhonnête, fourbe et hypocrite, avili par l'opium et raffiné seulement dans la cruauté ou la débauche* »². Ces représentations sinophobes étaient alors alimentées par une perspective eurocentrée et colonialiste, et par les théories pseudo-scientifiques des races. C'est à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle que se crée néanmoins une affinité particulière entre la France et la Chine. Les Français manifestent en outre un intérêt prononcé pour la tentative de révolution chinoise de 1911. Cette période reste très marquée par les écrits de Paul Claudel dans *Connaissance de l'Est*, écrit entre 1895 et 1905, de Pierre Loti qui raconte dans *Les derniers jours de Pékin* l'occupation étrangère de la Chine après la révolte des Boxers, de Victor Segalen, grâce auquel, selon Muriel Detrie, « *la Chine fait une entrée triomphale dans l'imaginaire esthétique d'Occident* »³, d'André Michaux dans les « Impressions de voyage en Chine », qui font partie de *Un Barbare en Asie* et d'André Malraux qui situe en Chine sa remarquable *Condition humaine*⁴. Enfin, le troisième moment, qui nous concerne plus particulièrement ici, est celui du milieu du XX^e siècle,

¹ Ces trois moments historiques sont distingués par Muriel Detrie, *France-Chine : quand deux mondes se rencontrent*, Paris, Gallimard, 2004, 127p, citée par Alex Hughes dans *France/China, Intercultural Imaginings*, Legenda, 2007, 105p

² Alex Hughes, *France/China, Intercultural Imaginings*, Legenda, 2007, p. 3

³ Muriel Detrie, *France-Chine : quand deux mondes se rencontrent*, Paris, Gallimard, 2004, 127p

⁴ André Malraux, *La condition humaine*, Paris : Gallimard, 1959, 407 p.

durant lequel, après la création de la République Populaire de Chine en 1949, les intellectuels français ont encensé la Chine communiste dont les représentations entraient en résonance avec les revendications de mai 68. La Chine est alors devenue la destination fétiche d'un certain type de tourisme « idéologique » pratiqué par Michel Leiris, Julia Kristeva, et Roland Barthes, entre autres. La guerre froide, la radicalisation du combat idéologique et l'échec patent de l'expérience soviétique ont alimenté cette tradition. La Révolution Culturelle, qui débute deux ans seulement avant mai 68, semble être alors le symbole de la spontanéité, de l'autonomie des masses par rapport au pouvoir, de l'ardeur juvénile dont rêvent les manifestants français. Contredisant toute réalité historique, le maoïsme est décrit par Maria-Antonietta Macciocchi comme essentiellement antidogmatique et antiautoritaire¹. Mais cette vision très positive ne se limite pas à la gauche : la droite libérale et nationale voit en Mao le modernisateur de la Chine, à l'instar de l'ancien académicien gaulliste Alain Peyrefitte ou du président Valéry Giscard d'Estaing, qui à la mort de Mao, salua en lui le « *phare de la pensée universelle* ». Les plus sceptiques, manquant de connaissances réelles sur la situation, laissaient au régime le bénéfice du doute : ce n'est que dans les années 70 que le mythe chinois se fissura, puis s'effondra aussi rapidement qu'il était né.

L'aspect le plus patent de ce phénomène réside dans le mouvement des intellectuels maoïstes, qui se développe véritablement au début des années 1970 et dont Philippe Sollers, Roland Barthes², Michelle Loi³, M.A. Macciocchi⁴ sont parmi les plus illustres représentants. C'est par ce biais que j'ai commencé à aborder la question de la perception française de la Chine. Cependant, je n'ai pas souhaité m'arrêter à l'attitude de ces intellectuels maoïstes, et ce pour trois raisons principales. La première est tout simplement la profusion et la qualité des ouvrages sur le sujet, qui font que le champ a été, me semble-t-il, largement exploré. En outre, il faut rappeler que la bienveillance vis-à-vis de la Chine fut largement répandue en France après la reconnaissance du pays par le Général de Gaulle ; elle ne fut donc pas l'apanage des intellectuels communistes et fut portée, par exemple, par un journal comme *Le Monde*. Enfin, la « maophilie » française m'a paru être la manifestation superficielle d'un phénomène plus profond, que j'ai cherché à appréhender ici. La thèse de l'aveuglement idéologique, pour justifiée qu'elle soit, pose en effet plusieurs questions subsidiaires que j'ai voulu élucider. Que pouvait-on voir, lorsqu'on était désireux de comprendre réellement la situation chinoise ? Quels étaient les prismes culturels, politiques et sociaux à travers lesquels les observateurs voyaient et comprenaient la Chine - je ne parle pas spécifiquement de l'idéologie mais aussi des habitudes de pensée, des expériences passées, des valeurs qui faisaient nécessairement partie intégrante de l'analyse et du jugement ?

J'ai donc voulu remonter plus loin dans le processus de perception et mettre en évidence, sous la « couche superficielle » qu'est l'idéologie, les divers éléments à l'origine de la formation d'une opinion, de l'élaboration d'une analyse, de la perception des faits. Il m'a semblé que ce phénomène serait plus patent, plus facile à appréhender, si je l'étudiais à sa

¹ Maria Antonietta Macciocchi, *De la Chine*. Paris, Ed. du Seuil, 1971. 542 p. (Combats)

² Roland Barthes, *Alors la Chine*, C. Bourgeois, 1975, 14 p.

³ Michelle Loi, *L'intelligence au pouvoir*, Maspéro, 1973, 176 p.

⁴ Maria Antonietta Macciocchi, *De la Chine*. Paris, Ed. du Seuil, 1971. 542 p. (Combats)

source, c'est à dire chez les observateurs qui ont été directement confrontés à l'information et ont dû la déchiffrer, l'assimiler, l'analyser. C'est la raison pour laquelle j'ai concentré ma recherche sur la façon dont les Français ayant voyagé ou vécu en République Populaire de Chine ont perçu les événements de la Révolution Culturelle.

Pourquoi le choix de la Révolution Culturelle ? Si la Chine présente à l'Occident l'image mystérieux d'une altérité absolue, aucun de ses épisodes n'a été aussi incompréhensible, aussi mal connu, aussi visiblement irrationnel que celui de la Révolution Culturelle. J'ai estimé que le choix de cette période paroxystique, accusant les traits des périodes précédentes, me permettrait de mettre à nu les rouages de la perception de la Chine en France. Néanmoins, et j'y reviendrai dans le prologue, les bornes chronologiques de la Révolution Culturelle sont controversées. Les historiens chinois la font durer dix ans, de 1966 à 1976, tandis que les historiens occidentaux, à commencer par Marie-Claire Bergère¹, refusent cette périodisation, estimant qu'elle tient à des considérations politiques. Il faut donc considérer la Révolution Culturelle *stricto sensu* comme achevée en 1969, lors du 9e congrès du PCC - la période qui suit étant essentiellement une période de remise en ordre et de répression. Néanmoins, j'ai voulu donner à mon travail des bornes chronologiques plus larges, plus adaptées à une étude des perceptions. Je le ferai donc commencer en 1965, au moment du lancement, dans le plus grand secret, des premières attaques de la révolution culturelle, et terminer en 1971, avec la chute de Lin Biao, afin de bien comprendre quand et comment s'effectue, chez les observateurs, la perception de l'évolution du contexte politique.

Les Français en Chine pendant la Révolution Culturelle étaient relativement peu nombreux. A l'exception des membres de l'ambassade française (qui est présente en Chine depuis le rétablissement des relations diplomatiques en 1964), on compte quelques missions scientifiques et culturelles auxquelles la Chine met un terme dès 1966, plusieurs étudiants qui partiront également avant la fin de 1966, quelques journalistes et quelques voyageurs à qui l'on a accordé, pour une raison ou une autre, le visa chinois. Parmi ces voyageurs, beaucoup étaient des communistes ou sympathisants de la cause maoïste qui faisaient en Chine un voyage « idéologique » ; mais je ne mentionnerai cette dernière catégorie que très rapidement et sans m'y attarder, parce qu'elle a déjà été étudiée avec précision² et qu'elle pose un problème sensiblement différent de celui que je veux aborder.

Par ailleurs, étudiant les Français en Chine, je n'entends pas faire une histoire diplomatique des relations franco-chinoises et je me bornerai, à ce propos, à montrer comment les relations diplomatiques ont pu influencer les perceptions de la Chine par les observateurs français. Sur ce sujet, on pourra se reporter par exemple à la thèse de Bernard Krouck pour la période de 1964 à 1969³. La perception de la politique étrangère chinoise par les Français est également en marge de mon mémoire ; je la prendrai cependant en compte dans la mesure où elle est liée à la perception de la situation intérieure. Le contexte de la

¹ Marie-Claire Bergère, *La République Populaire de Chine de 1949 à aujourd'hui*, Université histoire, Armand Colin, 2e édition, Paris, 1989, 331p.

² Voir ci-dessous, pages 12-13, où je mentionne les principaux travaux qui ont été effectués à ce sujet.

³ Bernard Krouck, *De Gaulle et la Chine : la politique française à l'égard de la République populaire de Chine, 1958- 1969*, thèse de doctorat sous la direction de Maurice Vaisse, histoire, Paris, Institut d'Etudes politiques, [s.n.], 2005

guerre du Vietnam et de la rupture sino-soviétique, sans parler de la guerre froide qui constitue l'arrière-plan sur lequel se joue toute la diplomatie franco-chinoise, sont interprétés par les contemporains comme des facteurs importants de la politique intérieure chinoise.

Etat de la question

Mon travail se situe dans la continuité de l'histoire culturelle et politique de Jean-Pierre Rioux et de Jean-François Sirinelli, qui se donne pour objectif de « *reconstituer le processus de circulation des phénomènes de représentation dans une société donnée, depuis les systèmes de pensée les plus construits jusqu'aux sensibilités les plus frustrées* », afin de répondre à une question fondamentale : « *comment les hommes représentent et se représentent-ils le monde qui les entoure ?* ».¹ Cette histoire, qui a progressé de façon notable depuis les deux dernières décennies du vingtième siècle, permet de situer le contexte culturel et intellectuel qui est celui de la France des années 60. La France est encore plongée dans un contexte de guerre froide et marquée par l'opposition de deux grands courants idéologiques ennemis : la pensée marxiste et le libéralisme à l'américaine. La France, qui bénéficie d'une croissance économique rapide, doit faire face à un important bouleversement social et culturel. Pour citer encore Jean-François Sirinelli : « *si ces sixties sont une période où le socle anthropologique de la France change à un rythme accéléré, elles ouvrent aussi une phase plus large, d'une vingtaine d'années, où ce changement se poursuit et produit ses effets en profondeur, à tel point que l'on peut parler d'une véritable métamorphose du pays, dans sa morphologie sociale comme dans les règles et les normes qui régissent et bornent en son sein les comportements individuels et collectifs* ».² Parallèlement à cette histoire culturelle, une histoire plus intellectuelle, menée notamment par Pascal Ory³, nous a également permis de dégager les idées maîtresses susceptibles d'avoir servi de référence à l'élite française (dont sont généralement issus les quelques privilégiés qui ont pu voyager en Chine au cours de la Révolution Culturelle).

Enfin, le choix de mon sujet et son traitement s'inscrivent dans la perspective des « *emerging transnational cultural studies* »⁴ qui, depuis la fin des années 1990, cherchent à étudier les situations de contacts interculturels produites par la mondialisation. Ce courant historique, s'inspirant de la sociologie et des sciences politiques, s'intéresse tout particulièrement aux migrations, au voyage, à l'exil, aux diasporas, à la circulation des idées. M'inspirant de cette tradition historiographique, je m'attacherai à montrer les mobilités, les contacts, les évolutions qui définissent la relation entre la France et la Chine. J'essaierai également de montrer les processus à l'oeuvre dans la formation du savoir et du jugement

¹ Jean-François Sirinelli, « La France des sixties revisitée », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, 2001, volume 69 p. 112

² Jean-François Sirinelli, « Réflexion sur l'histoire et l'historiographie du XXe siècle français », *Revue historique*, CCCVII/3, p.621

³ Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France, de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Armand Colin, 1986, 263 p.

⁴ James Clifford, *Routes. Travel and Translation in the Late Twentieth Century*, Cambridge, Mass.-London, Harvard University Press, 1997, 405p.

porté sur la Chine, en les considérant comme des construits historiques et des produits d'une interaction culturelle.

De façon plus précise – et plus en rapport avec l'objet de mes recherches –, plusieurs travaux existent sur l'image de la Chine en Occident dans le temps long. Ils ont en commun de mettre en avant les idées maîtresses, les « mythes » qui président à l'évolution de l'image de la Chine, en insistant sur la conception très prégnante d'un pays mystérieux, constituant « l'autre pôle de l'expérience humaine ». Parmi ces ouvrages, celui de Jonathan D. Spence, *The Chan's great continent : China in western minds*¹, m'a semblé particulièrement intéressant. L'auteur essaie en effet de rester résolument neutre dans son approche : « *en tant qu'historien, ce qui m'intéresse est la façon dont les niveaux de réalité se croisent et se chevauchent* »², affirme-t-il, ajoutant qu'il entend traiter « *tout autant des stimulations que reçoit la culture et de ses façons d'y répondre que de la Chine elle-même. C'est pourquoi il ne s'agit ni de condamner ni de louer ceux qui ont compris la Chine à leur façon.* »³ Une autre ouvrage, celui de Muriel Detrie : *France – Chine : quand deux mondes se rencontrent*⁴, établit une chronologie de la vision de la Chine par la France, à travers les trois moments historiques que j'ai évoqués plus haut. Dans *France-China, Intercultural Imaginings*⁵, Alex Hughes, influencé par la pensée psychanalytique et foucauldienne, analyse les liens interculturels entre la France et la Chine.

La maophilie occidentale et principalement française a été également beaucoup étudiée. Elle a tout d'abord fait l'objet de réactions immédiates, dont les plus brillantes sont celles de Simon Leys dans *Les habits neufs du président Mao*⁶ en 1971 et dans *Ombres chinoises*⁷ en 1976. Les deux ouvrages, tentant d'expliquer de manière froide et non idéologique la Révolution Culturelle, ont suscité un tollé lors de leur publication, mais constituent sans doute le témoignage le plus lucide de l'époque. Dans une perspective également très critique vis-à-vis de l'engagement des intellectuels en faveur du maoïsme, l'ouvrage de François Hourmant, *Au pays de l'avenir radieux*⁸, analyse les pratiques de voyages idéologiques en Chine, à Cuba et un URSS. Dans *Les maoïstes, la folle histoire des gardes rouges français*⁹, au style journalistique mais très bien informé, Christophe Bourseiller a raconté l'évolution mouvementée de ces groupuscules d'extrême gauche et de leur rapprochement avec des intellectuels parmi les plus influents, tels que Jean-Paul Sartre ou Simone de Beauvoir.

¹ Jonathan D. Spence, *The Chan's great continent : China in western minds* [La Chine imaginaire : la Chine vue par les occidentaux, de Marco Polo à nos jours], Montréal : Presses de l'université de Montréal, 2000, 259p.

² Ibid, p.15

³ Ibid, p. 14

⁴ Muriel Detrie, *France – Chine*, Paris, Gallimard, 2004, 127 p.

⁵ Alex Hughes, *France/China, Intercultural Imaginings*, Legenda, 2003, 105p

⁶ Simon Leys, *Les habits neufs du Président Mao*, Champ libre, 1971, 314 p.

⁷ Simon Leys, *Ombres Chinoises*, Union Générale d'Éditions, 1976, 312 p.

⁸ François Hourmant, *Au pays de l'avenir radieux. Voyage des intellectuels français en URSS, à Cuba et en Chine populaire*, Aubier, 2000, 281 p.

⁹ Christophe Bourseiller, *Les maoïstes, la folle histoire des gardes rouges français*, Points, 2008, 505p

Ressortent de leurs travaux plusieurs niveaux d'interprétation de ce mouvement, dont notamment la déception vis-à-vis de l'URSS, la sympathie pour le Tiers-Monde, le rejet de la société consumériste et moderne qui commence à faire son apparition, une position avant-gardiste en ce qui concerne les droits des femmes et des homosexuels, ainsi que la recherche d'une véritable démocratie participative, dont la Chine de la révolution culturelle paraît être un bon exemple avec ses innombrables mouvements rectificateurs et les autocritiques. On retiendra encore l'ouvrage de Richard Wolin, *The wind from the east : French intellectuals, the cultural revolution, and the legacy of the 1960s*¹, qui s'intéresse aux intellectuels dans la mouvance de mai 68. Enfin, plusieurs travaux universitaires ont été écrits sur la question, par exemple la thèse de Bogdan Calinescu sur l'attitude de la revue *Tel Quel* par rapport au régime maoïste².

Une historiographie des études sinologiques françaises a été faite à plusieurs reprises, souvent par les sinologues eux-mêmes : Léon Vandermeersch³, Paul Demieville⁴ et Jean-François Billeter⁵ ont par exemple réfléchi de façon approfondie sur l'histoire de leur discipline. Leurs analyses sont extrêmement utiles pour mesurer l'état des connaissances sur la Chine ainsi que pour identifier les concepts qui ont influencé la connaissance de la Chine dans les années 1960 et 1970.

Sur la perception de la Chine parmi la population française non maoïste et non spécialiste, les études sont beaucoup plus rares. Notons tout de même la thèse d'Emilie Roche sur la vision de la Chine dans le journal *Le Monde*⁶. Par contre, les sources premières ne manquent pas et permettent de se faire une idée de la vision de la Chine et de Mao dans la société française. Le livre de Jean Lacouture, Gérard Chaliand et André Versaille : *Voyage dans le demi-siècle*⁷, est à cet égard très éclairant, ainsi que celui de Robert Guillain, *Dans trente ans la Chine*⁸, ou encore de Peyrefitte, *Quand la Chine s'éveillera... Le monde tremblera*⁹.

¹ Richard Wolin, *The wind from the east : French intellectuals, the cultural revolution, and the legacy of the 1960s*, Princeton University Press, 2010, 391 p.

² Bogdan Calinescu, *Les représentations de la Chine chez les intellectuels français : le cas de la revue « Tel Quel », 1971-1976*, mémoire de DEA, Paris, Institut d'études Politiques, 1995, 184 p.

³ Léon Vandermeersch, "Les études chinoises en France", *Perspectives Chinoises*, n° 59 (mai-juin 2000), p. 52-57.

⁴ Paul Demieville, "Aperçu historique des études sinologiques en France", *Acta Asiatica* 11, Tokyo, 1966, p. 56-110.

⁵ Jean-François Billeter, *Mémoire sur les études chinoises à Genève et ailleurs*. Genève : J.-F. Billeter, 1998, 95p.

⁶ Emilie Roche, *La Révolution culturelle chinoise à travers le journal Le Monde, 1965-1969*, Mémoire de master sous la direction d'Isabelle Garcin-Marrou, Institut d'Etudes Politiques de Lyon, 2000.

⁷ Gérard Chaliand, Jean Lacouture, André Versaille, *Voyage dans le demi-siècle : entretiens croisés avec André Versaille, Gérard Chaliand, Jean Lacouture*, Bruxelles, Complexe, 2001, 629p

⁸ Robert Guillain, *Dans trente ans la Chine*, Paris : Ed. Du Seuil, 1965, 301p

⁹ Alain Peyrefitte, *Quand la Chine s'éveillera... Le monde tremblera : regards sur la voie chinoise*, Paris : Fayard, 1973, 475p

Enfin, sur les diplomates français en Chine entre 1964 et 1969, il faut mentionner à nouveau la thèse de Bernard Krouck¹ à laquelle j'ai eu recours pour comprendre le contexte diplomatique et les conditions de vie des Français en Chine. Sans y consacrer l'essentiel de son travail et sans chercher véritablement à l'analyser, il évoque également la perception du régime par les Français.

Sources primaires

Ma recherche s'appuie principalement sur trois types de sources primaires. La plus importante en quantité est l'ensemble des archives diplomatiques de l'ambassade de France en Chine. Elle se compose de télégrammes adressés généralement à la Direction d'Asie Océanie au Quai d'Orsay par l'ambassadeur de France à Pékin, parfois par le Consul à Hong-Kong, plus rarement par des ambassades dans d'autres pays (essentiellement les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la Russie). Cependant, ces documents sont rédigés, dans leur immense majorité, par des membres de l'ambassade et non par l'ambassadeur lui-même. Ils sont, en outre, souvent anonymes, sauf quelques exceptions (récits de voyages ou des rapports de fin de mission). J'ai donc dû me contenter d'une vision impersonnelle de la façon dont « l'ambassade », dans son ensemble, a vu la situation chinoise, et les archives ne m'ont pas permis une analyse fine des différences de perception entre les différents membres de l'ambassade. Il est néanmoins permis d'affirmer que cette carence n'est pas trop importante dans la mesure où l'ambassade formait vraisemblablement un groupe dont les perceptions étaient relativement homogènes et qui, d'autre part, communiquaient beaucoup entre eux, échangeant leurs informations et leurs analyses².

Le deuxième type de sources est constitué des ouvrages sur la Chine écrits à l'époque de la Révolution Culturelle, que j'étudie comme de véritables sources historiques. Ces ouvrages sont assez souvent des récits de voyage, écrits par des observateurs qui ne restaient souvent qu'un mois dans le pays. Ces récits sont des témoignages fondamentaux, car ils sont à la fois plus libres dans leur expression et plus personnels dans leurs affirmations que ne le sont les dépêches d'ambassade. Ils ne livrent cependant qu'un aperçu très subjectif et ne permettent pas de se faire réellement une idée de l'étendue des connaissances disponibles pour un observateur informé. D'autres ouvrages, écrits par des sinologues, traitent de la Révolution Culturelle, de la nature et de l'évolution du régime maoïste. On peut citer, dans les pro-maoïstes français, Jean Daubier³, Alberto Moravia⁴ ; dans les plus modérés, Lucien Bianco⁵ et Jacques

¹ Bernard Krouck, *De Gaulle et la Chine : la politique française à l'égard de la République populaire de Chine, 1958-1969*, thèse de doctorat sous la direction de Maurice Vaisse, histoire, Paris, Institut d'Etudes politiques, [s.n.], 2005, 758 p.

² Cette idée m'a été confirmée par un entretien avec Michel Jan qui fut adjoint à l'attaché des forces militaires à Pékin. Il reste cependant vrai que les jugements sur le régime chinois différaient et que des différences dans l'interprétation des événements étaient visibles.

³ Jean Daubier, *Histoire de la révolution culturelle prolétarienne en Chine : 1965-1969*. Paris, F. Maspero, 1970. 312 p. (Cahiers libres, 170-171)

⁴ Alberto Moravia, *La révolution culturelle de Mao*, Paris, Flammarion, 1968. 215 p.

⁵ Lucien Bianco, *Les origines de la révolution chinoise : 1915-1949*, Paris, Gallimard, 1967, 375 p. (Collection Folio. Histoire, 15)

Guillermaz¹. Simon Leys² et Lucien Bodard sont parmi les seuls sinologues français de l'époque à être violemment anti-maoïstes. Ces ouvrages sont également très intéressants car ils permettent de mesurer l'ampleur des connaissances disponibles et de confronter les différentes théories en vigueur sur le régime maoïste.

Les ouvrages de spécialistes ne sont pas l'apanage des Français. J'ai donc également orienté mes recherches vers les livres et articles américains, qui constituent sans doute, à l'époque, les meilleures études existantes sur la Chine maoïste, et dont j'ai essayé de comprendre l'influence sur les perceptions que les diplomates et voyageurs français avaient de la Chine. Citons par exemple les noms de Stuart Schram³, John Fairbank⁴, et celui du journaliste Edgar Snow⁵. Ils avaient en outre l'avantage d'être aisément lisibles par le public français, même si, comme je l'expliquerai dans ma deuxième partie, l'ouverture de la sinologie française à la recherche américaine est encore balbutiante en 1966. Ils n'en constituent pas moins l'une des sources accessibles à un public désireux de connaître véritablement la Chine communiste. Cependant, distinguer l'influence réelle qu'ils ont eu en France a été l'une des grandes difficultés de ma recherche. Il m'a été en outre difficile d'évaluer, à l'aide de sources très restreintes, les divergences entre les analyses françaises et américaines – si divergence il y avait. Sur ce point, je me suis appuyée essentiellement sur l'ouvrage de John Fairbank, *China perceived : Images and policies in Chinese-American Relations*⁶, où le sinologue américain décrit la façon dont les Américains percevaient la Chine et le régime maoïste ; ainsi que sur l'excellent ouvrage d'Yves Viltard, *La Chine américaine*⁷, qui montre l'évolution des paradigmes structurant la connaissance de la Chine aux Etats-Unis, du concept de "totalitarisme" dans les années 1950 à celui de "développement" dans les années 1960 puis de "révolution légitime" dans les années 1970.

Outre les ouvrages, les articles de journaux que j'ai pu obtenir m'ont également été précieux pour comprendre la réception dans les media des analyses produites par les observateurs en Chine. Il s'agit soit d'articles de journalistes à Pékin, qui étaient très peu nombreux pendant la Révolution Culturelle (il s'agit notamment d'Alain Bouc et de Robert Guillain), soit de récits de voyages de personnes qui ont eu la chance de passer une, deux ou trois semaines dans le pays.

¹ Jacques Guillermaz, *La révolution culturelle chinoise*, Problèmes chinois, documentation française n°2, 20 septembre 1967 p. 23

² Simon Leys, *Les habits neufs du président Mao*, Champ libre, 1971, 314 p. et *Ombres Chinoises*, Union Générale d'Éditions, 1976, 312 p.

³ Stuart Schram, *Mao Tse-Tung*, New York: Simon and Schuster, 1963, 415 p.

⁴ John K. Fairbank, Brandt Conrad, Benjamin I. Schwartz, *A Documentary History of Chinese Communism*, Cambridge: Harvard University Press, 1952, 552p

⁵ Edgar Snow, *The other side of the river : Red China today* [La Chine en marche], Paris, Stock, 1963, 543p

⁶ John Fairbank, *China perceived : Images and Politics in Chinese-American Relations*, New-York : Alfred A. Knof, 1974, 245p

⁷ Yves Viltard, *La Chine américaine*, Belin, 2003, 352p.

Enfin, troisième type de données, moins important quantitativement, mais extrêmement riche, les entretiens que j'ai réalisés avec des personnes qui, en tant que personnels d'ambassade, professeurs ou encore étudiants, ont vécu en Chine durant la Révolution Culturelle. Il ont permis à ma réflexion de s'affiner et de mieux comprendre le rôle des trajectoires individuelles dans la perception des événements chinois. C'est ici l'occasion de remercier de tout coeur Monsieur Claude Martin, Madame Martine Monod-Broca, Madame Marianne Bastid et Monsieur Michel Jan, car leurs témoignages m'ont été très précieux.

Méthodologie, problèmes et hypothèses

L'objet de cette recherche se situe à l'interface entre le réel et sa perception. Il s'agissait de déterminer les différentes formes de perception du réel et de les expliquer. Il me fallait donc posséder une bonne connaissance de la Révolution Culturelle, afin de la comparer aux analyses et aux jugements dont elle a fait l'objet de la part de ses contemporains. Néanmoins, une difficulté majeure se présentait à moi : l'impossibilité de définir avec certitude, même après cinquante ans, la Révolution Culturelle. La charge émotive et politique dont elle est encore chargée en Chine ainsi que la faiblesse des sources disponibles contribuent à obscurcir les événements. Pourtant les faits sont relativement bien connus : en témoigne par exemple l'excellent ouvrage de Roderick Macfarquhar et Michael Schoenhals, *La Dernière Révolution de Mao*¹. Les interprétations de la Révolution Culturelle, par contre, ne font pas consensus. Pour Roderick Macfarquhar et Michael Schoenhals, trois facteurs principaux sont à l'origine de la Révolution Culturelle : la déstalinisation en URSS, qui fait craindre à Mao de subir le même sort que Staline ; une baisse de l'influence de Mao auprès des plus grands dirigeants du Parti ; enfin, une réelle volonté, utopique et romantique, de créer un homme nouveau et de supprimer la bureaucratie qui s'installe en Chine. Les auteurs se situent dans la mouvance que l'on pourrait dire « modérée ». Certains sinologues donnent une importance beaucoup plus grande à l'idéologie, tandis qu'à l'opposé, d'autres privilégient l'explication « psychologique » d'un Mao cynique et paranoïaque², ou l'interprétation plus « pragmatique » d'un Mao reprenant le pouvoir qui lui avait échappé. Cette multiplicité d'interprétations sur la Révolution Culturelle rend difficile tout jugement, positif ou négatif, sur les perceptions qu'en ont eu les contemporains. Les interprétations « à chaud » de la révolution culturelle, dont je tenterai de mettre en lumière les différentes tendances, sont de ce fait difficiles à départager, à juger. Je me concentrerai donc, d'une part, sur les faits (les plus objectifs et les plus facilement vérifiables) en répondant à la question la plus évidente : que pouvait-on savoir de ces faits ? D'autre part, j'essaierai d'avancer quelques explications permettant de comprendre pourquoi telle ou telle interprétation a été privilégiée, sans la soumettre à un jugement normatif.

Je me suis appuyée, pour cela, sur l'ouvrage de Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics*³. Bien que l'auteur étudie, au contraire de moi, les

¹ Michael Schoenhals, Roderick Macfarquhar, *Mao's last revolution* [La dernière révolution de Mao, histoire de la Révolution Culturelle 1966-1976], Paris, Gallimard, 2009, 808p

² Notamment Jung Chang et Jon Halliday, *Mao : l'histoire inconnue* [traduction], Paris : Gallimard, 2006, 843 p.

³ Robert Jervis, *Perception and misperception in international politics*, Princeton, Princeton University

perceptions au sein d'une même culture, sa visée est semblable : *“How are beliefs about politics and images of other actors formed and altered ? How do decision-makers draw inferences from information, especially information that could be seen as contradicting their own views ?”*¹ et sa méthode qui consiste à s'inspirer de la psychologie m'a semblé très féconde. Parmi les éléments d'explication et d'analyse des perceptions dont traite cet ouvrage, plusieurs sont particulièrement intéressants dans le cas de mon sujet. Robert Jervis montre ainsi la propension importante et générale à interpréter ce que l'on voit de façon cohérente avec les données que l'on possède déjà. Selon ses mots : *« Consistency can largely be understood in terms of the strong tendency for people to see what they expect to see and to assimilate incoming information to pre-existing images »*². Cela implique par exemple que l'on ait tendance à percevoir comme bonnes les actions provenant de personnes que l'on juge positivement, et inversement : cet équilibre recherché explique, selon Robert Jervis, beaucoup de nos perceptions. Il y ajoute l'importance des informations et problèmes auxquels on a été confronté récemment : *« A person will perceive and interpret stimuli in terms of what is at the front of his mind. »*³ L'auteur montre ensuite que l'histoire vécue ou racontée influence l'interprétation du présent. Enfin, il explique que les hommes ont tendance à vouloir donner une cohérence, une rationalité aux faits qu'ils perçoivent : *« A common misperception is to see the behavior of others as more centralized, planned, and coordinated than it is. This is a manifestation of the drive to squeeze complex and unrelated events into a coherent pattern »*.⁴

J'examinerai donc ces différents éléments au cours de mon travail, en essayant de déterminer le poids de chacun d'entre eux dans la perception de la Révolution Culturelle. Un élément essentiel n'a cependant pas été évoqué dans l'ouvrage de Robert Jervis : les différences culturelles. Ayant choisi un exemple particulièrement extrême de ce point de vue, puisque la Chine est souvent évoquée comme « l'autre pôle » de la pensée humaine⁵, il me faudra examiner ce facteur et savoir quel rôle il a réellement joué dans les perceptions et les interprétations de la Révolution Culturelle. Le concept d'« imaginaires sociaux » ou collectifs me paraît à cet égard éclairant. Selon Bronislaw Baczko, philosophe et spécialiste de l'histoire

Press, cop. 1976, XII-445p

¹ Op. cit., p. 3

² Op. cit., p. 117

³ Op. cit., p. 201

⁴ Op. cit., p. 320

⁵ *“Du point de vue occidental, la Chine est tout simplement l'autre pôle de l'expérience humaine. Toutes les grandes civilisations sont soit mortes (Égypte, Mésopotamie, Amérique précolombienne), ou trop exclusivement absorbées par des problèmes de survie dans des conditions extrêmes (cultures primitives), ou trop proches de nous (cultures islamiques, Inde) pour pouvoir offrir un contraste aussi total, une altérité aussi complète, une originalité aussi radicale et éclairante que la Chine. C'est seulement quand nous considérons la Chine que nous pouvons enfin prendre une plus exacte mesure de notre propre identité et que nous commençons à percevoir quelle part de notre héritage relève de l'humanité universelle, et quelle part ne fait que refléter de simples idiosyncrasies indo-européennes. La Chine est cet Autre Fondamental sans la rencontre duquel l'Occident ne saurait devenir vraiment conscient des contours et des limites de son Moi culturel.”* Simon Leys, *L'Humeur, l'honneur, l'horreur. Essais sur la culture et la politique chinoises. Essais sur la Chine*, Paris, Robert Laffont, 1998.

des mentalités, les imaginaires sociaux sont des systèmes de représentations qui consistent en des « séries d'oppositions qui structurent les aspects affectifs de la vie collective et les réunissent, par un réseau de significations, aux dimensions intellectuelles de celles-ci : légitimer/invalider – justifier/accuser – rassurer/discriminer – inclure/exclure – etc. »¹.

J'étudierai enfin d'autres hypothèses à une échelle plus fine, à savoir l'impact de la trajectoire personnelle des individus, de leurs études, de leur âge et de leur profession sur leur perceptions des événements chinois – tout en gardant à l'esprit qu'il existe une part de contingence et de choix individuel que je crois irréductible à toute explication scientifique.

Plan du mémoire

Mon travail de recherche est structuré selon trois grandes problématiques, précédées d'un préambule dans lequel je présente un aperçu historique sur la révolution culturelle. La première partie entend évaluer les données disponibles pour qui souhaitait, à l'époque, comprendre la Chine. J'essaierai d'y examiner quelles étaient les personnes qui allaient en Chine, dans quelle partie du territoire elles pouvaient aller et quelles étaient, exactement, les sources d'information disponibles.

Ma deuxième partie consiste en une analyse de la « grille de lecture » française des événements chinois. Les Français résidant en Chine Populaire ont été, en effet, influencés dans leurs perceptions par des idées reçues, des jugements, des façons de voir et de penser le monde, qui découlent de leur appartenance à des groupes sociaux, politiques ou idéologiques. Il est intéressant d'analyser ces ensembles d'idées et de référence qui constituent les « présupposés » de la connaissance de la Chine. Je m'interrogerai donc sur les différentes facettes du prisme culturel, scientifique et politique à travers lequel la Chine était perçue en France.

Enfin, dans ma troisième partie, je me pencherai de manière plus détaillée et approfondie sur les interprétations de la Révolution Culturelle, à travers une chronologie qui montrera les évolutions de ces interprétations au cours des mois et des années.

¹ Bronislaw Baczko, *Les imaginaires sociaux : mémoires et espoirs collectifs*, Paris, Payot, 1984, 242p

Préambule : La Révolution Culturelle

“Il est juste de se révolter”

Mao Zedong, 1966

La révolution culturelle, dernier épisode du régime maoïste, demeure le symbole de sa folie et de sa dégénérescence finale. Gigantesque appel aux masses pour détruire la bureaucratie du parti, suivi d'un effort tout aussi gigantesque pour restaurer le système étatique et réprimer les masses qui ont répondu à l'appel, la révolution culturelle mit à nu les luttes intestines au sommet de l'appareil dirigeant et exacerba jusqu'à l'absurde le culte de la personnalité de Mao Zedong.

La révolution culturelle reste très mal connue. Les sources font encore défaut et certains faits, comme l'affaire Lin Biao en octobre 1971, sont encore sujets à controverse. Surtout, l'interprétation d'ensemble de la révolution culturelle s'avère très difficile à établir. L'épisode, plus peut-être que tout autre dans l'histoire mondiale, semble incompréhensible et irrationnel. Pourquoi Mao, qui porta le Parti communiste au pouvoir, a-t-il cherché à détruire l'oeuvre de sa vie ? Pourquoi a-t-il voulu créer ce « grand désordre sous le ciel », mettant à feu et à sang sa patrie ?

Aux origines de la révolution culturelle (1959 - 1965)

Pour comprendre la révolution culturelle, il faut remonter à l'échec du Grand Bond en Avant et au « drame » de la conférence de Lushan, tournant capital dans l'évolution du régime, qui en explique les développements ultérieurs.

En 1959, le Grand Bond en Avant, lancé depuis plusieurs années, apparaissait à tous comme un échec patent. Au cours de la conférence du parti à Lushan, en juillet 1959, le général Peng Dehuai, chef historique de l'Armée Populaire de Libération et ministre de la défense de la République Populaire, eut donc l'audace de critiquer ouvertement Mao qu'il rendit responsable du désastre. Le Timonier feignit tout d'abord d'accepter la critique, puis trouva rapidement le prétexte d'une prétendue collusion entre Peng Dehuai et l'Union Soviétique pour l'exclure du parti et le faire arrêter, obtenant le silence de ses collègues. Lin Biao, principal bénéficiaire de l'opération, remplaça Peng Dehuai comme ministre de la défense.

Les recherches récentes montrent que Mao, conscient de ses erreurs, avait l'intention en arrivant à Lushan de modérer le Grand Bond en Avant. Mais la rébellion de Peng Dehuai, provoquant la colère de Mao, remit tragiquement en cause son projet et condamna au contraire le pays à une nouvelle embardée gauchiste, extrêmement coûteuse économiquement et humainement. La collectivisation et les purges furent relancées violemment, tandis qu'une nouvelle impulsion gauchiste fut donnée en 1962 avec le lancement du Mouvement d'Education socialiste, la plus grande purge de cadres ruraux dans toute l'histoire du Parti.

L'épisode de Lushan fut à la fois la cause et le symptôme d'un changement important du régime maoïste. A partir de ce moment, toute opposition à Mao devint synonyme de rébellion et de trahison. Les bases de l'idée qui domina la fin de la vie de Mao furent posées, à savoir qu'il y avait à l'intérieur du Parti une « bourgeoisie » qu'il fallait débusquer afin de préserver la pureté révolutionnaire.

Prodromes culturels (automne 1965 - mai 1966)

« C'est pendant ces mois agités que s'effectue le renversement du rapport de force entre Mao Zedong et ses adversaires », affirme Marie-Claire Bergère¹. Un fois arrêté son projet de reconquérir le pouvoir absolu et de remettre la Chine sur la voie de la révolution, Mao élabora une stratégie minutieuse et progressive pour venir à bout de ses adversaires. L'amorce de la révolution fut culturelle : le terrain y était moins glissant et les ennemis ne se douteraient pas de ce qui se tramait. Dès 1964 fut lancée une première « révolution culturelle », confiée à un « groupe des cinq » dirigé par Peng Zhen, le maire de Pékin.

Dès 1965, Mao lança sa première grande offensive. Ayant pour but de détruire le Parti lui-même, il avait besoin de personnes de confiance : pour la première fois, il mêla à son dessein politique Jiang Qing, sa femme, une ancienne actrice qu'il avait épousée après trois précédents mariages et avec laquelle il ne vivait plus. Ambitieuse et hargneuse, celle-ci fut la *némésis* de la révolution culturelle et en illustra le caractère de violent règlement de compte. La première escarmouche se fit au sujet d'une pièce écrite par l'écrivain Wu Han, qui occupait le poste d'adjoint du maire de Pékin. Cette pièce, *La destitution de Hai Rui*, avait été écrite plusieurs années auparavant et avait reçu la chaude approbation de Mao. Roderick Macfarquhar et Michael Schoenhals font même l'hypothèse que Mao avait lui-même demandé à Wu Han, par l'intermédiaire de Zhou Enlai, de l'écrire, à une époque où les critiques étaient encouragées au sein du parti². Seule Jiang Qing, en conflit avec les milieux culturels qui ne l'appréciaient guère, avait toujours dénoncé la pièce. Avec l'aide de deux journalistes polémistes, Zhang Chunqiao et Yao Wenyuan, elle fit publier un article la critiquant violemment dans le *Wen Hui Bao* du 10 novembre 1965. Peng Zhen, se sachant visé à travers son adjoint, choisit dans un premier temps d'ignorer la menace et tenta de restreindre la polémique au secteur culturel. Ce n'est que le 19 novembre, comprenant que Mao était derrière cette attaque, qu'il laissa les journaux de Pékin publier l'article de Zhang Chunqiao et Yao Wenyuan.

Les purges commencèrent alors, en coulisse, dans deux secteurs stratégiques. Le 10 novembre, Mao limogea Yang Shangkun de son poste de directeur du Bureau Général du centre du Parti, organe qui contrôlait le flux de documents du Comité Central. Il fut remplacé par Wang Dongxing, directeur du bureau central des gardes et garde très loyal de Mao Zedong. Puis Lin Biao, nouveau ministre de la défense, attaqua Luo Ruiqing, le chef d'Etat-major qui gérait de fait l'Armée Populaire de Libération, en s'en prenant d'abord, comme c'était l'usage à la cour maoïste, à son adjoint et protégé, Xiao Xiangrong. La réunion élargie du Comité Permanent du Politburo convoquée par Mao le 8 décembre n'était pas convaincue des torts de Luo Ruiqing mais ne tenta pas de le défendre. Il fut remplacé par Yang Chengwu (au poste de chef d'état major) et Ye Jianying (à celui de secrétaire général de la CAM). Ce faisant, Mao satisfaisait Lin Biao, un allié de taille dans la bataille qui commençait ; et

¹ BERGERE Marie-Claire, *La République Populaire de Chine de 1949 à aujourd'hui*, Université histoire, Armand Colin, 2e édition, Paris, 1989, 331p.

² Roderick Macfarquhar et Michael Schoenhals, *La dernière révolution de Mao, Histoire de la révolution culturelle 1966-1976*, [traduction], Paris : Gallimard, 2009, pp. 38-39

surtout, à la veille de lancer la bataille contre le parti, il tranchait le lien organisationnel qui rattachait celui-ci à l'armée.

Dès ces premières attaques, Mao s'éloigna de Pékin sous prétexte d'une tournée en province qui durera six mois, et laissa la première bataille se dérouler sans lui. Certains observateurs interprétèrent cette absence comme la preuve de la faiblesse du dirigeant chinois. En réalité, il apparaît que Mao organisait toutes ses attaques de loin et était extrêmement bien informé sur les événements. S'il quitta Pékin, ce fut sans doute dans le but de laisser ses adversaires, confus, se démasquer. Un des autres avantages était de laisser à ses alliés le soin de conduire la bataille tout en étant libre de les désavouer si elle échouait.

Les principaux acteurs de la révolution culturelle furent recrutés dans la garde rapprochée de Mao et chez ses intimes : sa femme, Jiang Qing, Kang Sheng et Chen Boda. Enfin, Lin Biao, surnommé « premier compagnon d'armes de Mao », en fut le principal bénéficiaire et effectua une ascension fulgurante jusqu'à la place de dauphin officiel. Souvent dénoncé comme le principal instigateur de la révolution culturelle en raison de ses ambitions de pouvoir, il a été quelque peu réhabilité par Frederick Teiwes et Warren Sun qui font de lui un portrait plus indulgent dans *The tragedy of Lin Biao: riding the tiger during the Cultural Revolution*. Il y est décrit comme un fidèle exécutant de la politique maoïste¹.

Peng Zhen, le 3 février 1966, lança sa contre-attaque en réunissant le « groupe des cinq », qui rédigea « l'ébauche de février », que Mao autorisa sans enthousiasme. Jiang Qing, en guise de riposte, convoqua avec le soutien de Lin et de Mao un forum culturel au sein de l'Armée Populaire de Libération, dont elle réunit les conclusions dans le document central (*Zhongfa*) 211. On y trouvait ces mots essentiels : « *Depuis la fondation de notre république populaire (...), nous sommes sous la dictature d'une sinistre ligne antiparti et antisocialiste qui est diamétralement opposée à la pensée de Mao* ». A la mi-mars 1966, Mao lança l'attaque finale contre Peng Zhen, l'attaquant indirectement dans les journaux, puis réunissant le secrétariat du Comité Central du 9 au 12 avril pour le critiquer. La stratégie de Mao s'avéra sans faille : s'attaquant successivement à chacun de ses opposants et s'en prenant aux subalternes pour atteindre leurs supérieurs, il favorisait leur division. Surtout, les opposants de Mao, à partir de ce moment, furent confrontés à une difficulté majeure qui voua leur action à l'échec : ils étaient en effet condamnés à riposter à l'intérieur du cadre limité de l'idéologie maoïste et à combattre Mao avec des armes maoïstes.

Le groupe des cinq fut alors remplacé par le « groupe de rédaction de documents de la révolution culturelle », qui se transforma vite en Groupe Central de la Révolution Culturelle, GCRC, organe essentiel de la politique des années suivantes. Les membres du GCRC : Jiang Qing, Zhang Qungiao, Yao Wenyuan, Guan Feng, Wang Li et Mu Xin, furent les principaux bénéficiaires du mouvement en cours. Le GCRC se transforma en une grande bureaucratie employant des milliers de membres en 1967, déchirée par des conflits internes permanents et renouvelant sans arrêt ses membres.

Les prochains touchés furent Yang Shangku, ancien chef du bureau central du comité central, et Lu Dingyi, directeur du département de la propagande. Ces personnages furent

¹ Frederick C. Teiwes, Warren Sun, *The Tragedy of Lin Biao : riding the Tiger during the Cultural Revolution*, London : Hurst, 1996

rapidement désignés sous le nom de « clique anti-parti Peng-Luo-Lu-Yang ». Leurs familles furent épurées ainsi que de nombreux fonctionnaires subalternes. Un document faisant un résumé de la lutte en cours et appelant à une révolution culturelle parut sous le nom de « notification du 16 mai », mais ne fut diffusé que parmi les cadres supérieurs à la 17e classe (sur 24). Le grand public en eut connaissance seulement le 17 mai 1967. Les autres fonctionnaires, dépourvus d'information, tentèrent de comprendre la situation en se reportant notamment aux indications de Zhou Enlai : « *l'accent portera sur l'intérieur et le sommet* ». Mais les cadres supérieurs et les ministres eux-mêmes étaient déroutés et ne comprenaient pas quel était le but final de Mao. La plupart croyaient qu'il s'agissait d'une campagne de purges semblable au Mouvement d'Education Socialiste. Aucun n'imaginait que l'appareil entier du Parti serait bientôt ébranlé. Pour expliquer leur attitude, Michael Shoenhals et Roderick Macfarquhar empruntent à Ian Kerschaw le concept de « travailler en direction du Führer ». Mao, restant dans l'ombre à dessein, ne dévoilait en effet à personne ses intentions, et même ses alliés les plus acharnés ne savaient pas en définitive à quoi s'en tenir. C'est pourquoi ils en étaient réduits à travailler en fonction de ce qu'ils pensaient plaire à Mao, ce qui peut expliquer leur attitude radicale et parfois extrémiste.

La révolution dans l'Université

Ce n'est qu'en avril que la révolution fit irruption dans les universités. Encore une fois, ce fut une femme de personnage haut placé qui amorça le mouvement : Cao You, l'épouse de Kang Sheng. Elle se rendit à Beida, la plus grande université de Pékin, où elle se chargea d'attiser les oppositions de la base contre les dirigeants de l'établissement. Nie Yuanzi, secrétaire de section au département de philosophie, et six autres professeurs, répondirent à ses vœux en attaquant Lu Ping, le président de l'université, dans une affiche en gros caractères, le premier *dazibao*. L'affiche fut publiée le 25 mai et des milliers d'autres la suivirent immédiatement. Les dirigeants chinois s'émurent de ce désordre, mais, consulté, Mao approuva l'affiche et la fit diffuser en affirmant qu'il s'agissait du premier manifeste de la « commune de Pékin ». Au cours de l'été, les mots d'ordre de Mao encouragèrent les étudiants à se rebeller contre l'autorité du parti : « *il est juste de se rebeller* », « *bombardez le quartier général* ». Les critiques dégénérèrent fréquemment en violences morales et physiques.

Comment Mao parvint-il à mobiliser aussi intensément la population étudiante ? Il faut voir là une preuve de son immense influence idéologique et politique dans la population chinoise. Le culte de la personnalité y était pratiqué avec une ardeur renouvelée depuis 1964 et atteignit des sommets au cours de la révolution culturelle. A l'endoctrinement des masses s'ajoutait la menace physique : toute critique à l'encontre du dirigeant suprême était passible d'envoi en camp de travail.

Outre l'explication idéologique, l'enthousiasme des jeunes Chinois fut également lié au contexte sociologique et moral des années 1960. La génération des étudiants de 1966 avaient grandi dans une perspective de développement exceptionnel de la Chine, bercée par des slogans annonçant le relèvement du pays et le dépassement des démocraties occidentales. La réalité était en fait tout autre : non seulement les jeunes chinois furent victimes de la misère occasionnée par le Grand Bond en Avant, mais ils ne trouvèrent pas de travail à hauteur des

diplômes qu'ils avaient acquis. Le pouvoir leur était en outre confisqué par la classe de vieux dirigeants issus de la lutte révolutionnaire des années 1930. Eduqués avec des récits héroïques de la Longue Marche et de la guerre civile, les étudiants rêvaient de prendre la relève et d'accomplir leur propre révolution. Leur désir d'autonomie et leur dynamisme furent illustrés par les premiers mois de la révolution culturelle au cours desquels, encouragés par Mao, ils critiquèrent la classe dirigeante, la bureaucratie, mais aussi le système totalitaire. Cette liberté illusoire ne dura guère cependant et les jeunes Chinois furent les grandes victimes de la révolution culturelle lorsque, quelques mois plus tard, elle retourna ses armes contre eux afin de rétablir l'ordre bureaucratique.

Début juin, des équipes de travail furent envoyées par Zhou Enlai, Liu Shaoqi et Deng Xiaoping dans les universités. Le système était déjà rodé dans le régime maoïste : il s'agissait d'envoyer une équipe qui supervisait la critique, l'orientait et veillait à ce qu'elle se déroule dans l'ordre. En réalité, l'équipe envoyée à Beida afin de rétablir l'ordre tendit plus à dénoncer les gauchistes qu'à les aider. Les équipes de travail furent donc mal supportées par les étudiants et entre le 20 et le 23 juin, elles se firent renvoyer de vingt-neuf établissements de Pékin. A ce moment, Liu Shaoqi réaffirma qu'il approuvait leur présence, tandis que Tao Zhu, Chen Boda et Kang Sheng se manifestèrent pour leur retrait. Finalement, Mao donna raison à ces derniers et condamna les « Cinquante jours » droitistes ; expression caractérisant désormais la période de équipes de travail.

Du 1er au 12 août 1966 eut lieu le 11e plenum du Comité Central, convoqué par Mao afin de refondre le comité central. Devant une assemblée peu enthousiaste, lui et ses alliés dénoncèrent Liu Shaoqi dans des discours incendiaires, l'accusant d'avoir voulu saboter la révolution en appelant les équipes de travail. Le pouvoir réel fut concentré, après le 11e plenum, dans le GCRC qui mena la conduite de la révolution culturelle et dans le « caucus central », équivalent d'une session élargie du Comité Central du Parti dirigé par Zhou et ayant pour rôle de gérer les affaires courantes. Une « décision du Comité Central sur la Grande Révolution Culturelle prolétarienne » en seize points fut publiée au cours du plenum. Les buts du mouvement y étaient décrits : attaque des « quatre vieilleries » et des responsables du parti engagés dans la voie capitaliste. Après le onzième plenum commencèrent de grandes épurations dans les ministères, notamment celui de l'organisation et celui de la propagande, qui étaient des organismes centraux dans le régime maoïste.

Au cours de l'été apparurent les Gardes Rouges, organisations de masse essentiellement composées de collégiens, lycéens et étudiants. Mao leur accorda son soutien et les appela à faire la révolution. Très vite, Pékin se trouva envahi par trois millions de gardes rouges provinciaux venant profiter de l'expérience révolutionnaire de la capitale. Des rassemblements de masse s'y tinrent, au cours desquels Mao se présentait à plus de dix millions de gardes rouges en délire. Mais cet été 1966 fut aussi un « été rouge », durant lequel, sous prétexte d'« éliminer les quatre vieilleries », la violence se déchaîna, de la destruction au meurtre. En septembre, Mao s'inquiéta des débordements et demanda aux jeunes Chinois de modérer leurs actions. Dans le même temps, il leur offrit la possibilité de prendre le train et d'être hébergés gratuitement afin de procéder à des « échanges révolutionnaires », sorte de nouvelle « longue marche » censée éduquer les jeunes à la révolution.

En août et septembre, les gardes rouges pillèrent 33695 maisons et tuèrent 1772 personnes à Pékin, chassèrent 77000 habitants de la capitale ; détruisirent 4922 des 6843 monuments officiellement considérés comme « lieux d'intérêt culturel ou historique », parmi lesquels le tombeau de Confucius. Certains épisodes particulièrement meurtriers eurent lieu en province, comme celui du comté de Daxing où 325 personnes furent tuées en quelques jours.

Guerre civile

En octobre, une conférence de travail rassembla les dirigeants du parti. Liu Shaoqi et Deng Xiaoping, attaqués violemment dans la presse et des affiches murales, firent leur autocritique. Surtout, la question de la participation des ouvriers à la révolution culturelle fut abordée alors qu'ils en avaient été jusque là exclus afin de protéger la production industrielle.

Le 6 novembre 1966, les ouvriers rebelles de dix-sept usines de Shanghai formèrent le Quartier Général des ouvriers rebelles révolutionnaires (QGORR) de Shanghai. Un responsable de la sécurité, Wang Hongwen, s'imposa rapidement comme leader. Le comité du Parti de Shanghai refusa de reconnaître la nouvelle organisation, mais Zhang Chunqiao, dépêché par Pékin pour résoudre la crise, et qui était connu de Shanghai pour y avoir fait une partie de sa carrière, reconnut, de sa propre initiative, le Quartier Général. Son calcul se révéla juste : passant outre la colère des dirigeants, Mao approuva l'initiative. Finalement, le 9 novembre furent publiées les « Dix points de l'industrie », qui affirmaient le droit des ouvriers à se joindre à la révolution culturelle et qui furent complétés le 15 décembre par les « dix points sur les villages ruraux ».

Le QGORR, bien qu'initialement créé sous l'impulsion de gardes rouges, prit ensuite le dessus sur les autres organisations et s'imposa comme une force essentielle de la révolution à Shanghai. Celle-ci devint au début janvier 1967 une bataille rangée entre le QGORR et les alliés du parti de Shanghai, composés pour la plupart d'ouvriers bien payés rassemblés sous le nom de « Gardes écarlates ». A l'issue de violents combats armés, le camp révolutionnaire triompha et une Commune de Shanghai finit par voir le jour le 5 janvier. Dès février cependant, Mao revint sur cette appellation qui donnait trop d'importance à l'autonomie de la ville et la Commune se transforma en un « Comité temporaire de la commune populaire de Shanghai ».

Le pays se lança à corps perdu dans la révolution. Mais les gardes rouges ne furent pas le fidèle bataillon que Mao croyait manipuler si aisément. Aucun dirigeant, sauf Mao, n'était à l'abri des critiques que soulevait une population devenue incontrôlable. Plus inquiétant encore, les organisations de gardes rouges se divisaient dans chaque ville, dans chaque établissement, en au moins deux organisations rivales entre lesquelles se livrait une lutte à mort. Selon Marie-Claire Bergère, « *Le factionnalisme des gardes rouges reflète souvent celui des institutions qui ont favorisé leur naissance. Mais il est également alimenté par les querelles idéologiques et politiques propres aux étudiants (...). La volonté de puissance des individus, la défense des intérêts de groupes jouent aussi leur rôle.* »¹

¹Marie-Claire Bergère, *La République Populaire de Chine de 1949 à aujourd'hui*, Université histoire, Armand Colin, 2e édition, Paris, 1989, 331p. On peut voir également sur ce point l'excellente étude de

1967 vit, au sommet, la victoire des radicaux, qui étaient de plus en plus influents depuis la création du caucus central. Les purges s'étendirent au sein des ministères et dans les secrétariats régionaux du PCC. Mao réduisit l'influence du secrétariat du Comité Central, mais aussi celle du Conseil d'Etat, qui jouait, auparavant, le rôle du gouvernement. Il diminua également la taille des ministères et incita les révolutionnaires à y prendre la pouvoir sous la forme « trois en un », en y faisant participer cadres dirigeants, cadres moyens et représentants des masses. Mais, dans les faits, la désorganisation était telle que l'Armée Populaire de Libération dut prendre en main les ministères, renforçant ainsi son pouvoir.

Au printemps 1967, des mesures furent prises pour rétablir l'ordre et empêcher que ne se poursuive la guerre civile. Les « échanges révolutionnaires » furent stoppés et certains domaines clés interdits aux gardes rouges. Les dirigeants appelèrent à la formation de Comités révolutionnaires semblables à celui de Shanghai. Dans chaque province s'accomplit donc une « prise de pouvoir », plus ou moins violente et bouleversant plus ou moins l'ordre établi. Mais les résistances étaient nombreuses : en juin 1967, seuls quatre comités avaient été créés, à Shanghai, à Pékin, au Heilongjiang, au Shandong, au Guizhou et au Shanxi.

Dans ces prises de pouvoir, l'armée était l'élément décisif. Elle devait non seulement maintenir la sécurité, surtout dans les zones stratégiques, mais aussi aider les révolutionnaires à s'imposer. Mais c'est là que la tâche se compliquait : en effet, entre deux organisations qui se réclamaient de la même idéologie, comment choisir celle qui était révolutionnaire ? Sans compter que les contraintes de l'ordre contredisaient souvent les impératifs de la révolution. Confrontés à l'opposition croissante entre l'APL et les révolutionnaires, le centre diffusa le 28 janvier une note en huit points inaugurant la campagne des « trois soutiens et des deux armées », censée protéger l'APL. Mais le 6 avril, un ordre en dix points rappelait au contraire à l'armée que sa mission était de soutenir la gauche. Progressivement, l'armée se trouva impliquée et inexorablement aspirée dans le tourbillon de la révolution culturelle.

En février 1967, eut lieu le « contre courant de février », dernier sursaut d'opposition à Mao. Le prélude en fut la chute de Tao Zhu, un dirigeant de longue date du parti communiste chinois, à la suite de laquelle Mao se mit en colère contre sa femme et ses collègues pour ne pas l'avoir prévenu de cette épuration. Son attitude ici fut très contradictoire et les chercheurs hésitent à l'interpréter. Sans doute Mao voulait la chute de Tao Zhu et l'avait placé à son poste à dessein (il ne fit d'ailleurs rien pour le sauver) ; mais la manière dont sa chute fut manigancée par ses collègues ne lui plut pas. Cette attitude contradictoire explique ce qui suivit : comprenant mal l'attitude de Mao, plusieurs dirigeants haut placés, parmi lesquels Ye Jianying, Xu Xiangqian, Chen Yi, Tan Zhenlin (vice-premier ministre), Li Fuqun, Li Xiannian, Nie Rongzhen, profitèrent de l'occasion pour exprimer leurs doutes et leurs critiques sur l'évolution politique de la Chine. Mao, furieux, les soumit à leur tour à la critique (mais, curieusement, sans les éliminer).

Au cours de l'été 67, la Chine semblait dans la guerre civile. Selon Mao : « *partout les gens se battaient, se divisant en deux factions ; il y avait deux factions dans chaque usine, dans chaque école, dans chaque province, dans chaque comté ; chaque ministère était dans la*

Michel Oskenberg et coll., *The Cultural Revolution. 1967 in Review*, Michigan Papers in Chinese studies n2, 1968.

même situation, le ministère des affaires étrangères était scindé en deux factions (...) Le chaos régnait au ministère des affaires étrangères. (...) En juillet-août, impossible de rien faire ; un désordre massif régnait à travers la pays. »¹ Et Lin Biao : « La « Grande révolution culturelle » s'est transformée en grande révolution guerrière »² L'incident de Wuhan témoigne bien de cette atmosphère de guerre civile. Au début 1967, à Wuhan, existaient cinquante-quatre organisations de gardes rouges, qui s'étaient progressivement regroupées en deux factions : les « trois aciers trempés de Wuhan », à gauche, et le « million de héros », plus conservateur. Chen Zaidao, le commandant de la région militaire de Wuhan, prit parti pour les conservateurs et, afin d'empêcher le chaos, mit hors la loi les « trois aciers ». C'est alors que Mao, accompagné de Zhou Enlai, Wang Li et Xie Fuzhi, fit une tournée à Wuhan en gardant secrète sa présence. Chen Zaidao fut accusé et forcé de reconnaître ses torts, ce qui provoqua la colère de l'armée locale : Chen fut frappé violemment et Wang Li kidnappé (il fallut l'habileté de Zhou Enlai pour le faire libérer). Mao fuit la ville en avion sans dévoiler sa présence dans cet épisode particulièrement humiliant, qui eut pour conséquence un durcissement gauchiste de sa politique et l'envoi de troupes à Wuhan pour liquider l'opposition. Peu après, en effet, Mao et Jiang Qing lancèrent le mot d'ordre d'« armer la gauche » contre l'armée et provoquèrent une nouvelle flambée de violence.

Retour à l'ordre et répression

La fin de l'année 1967 vit un effort pour mettre fin à la guerre civile. La politique chinoise fut marquée par un coup de barre à droite, à travers notamment l'élimination de Guan Feng et de Wang Li, accusés d'avoir été trop extrêmes dans les relations avec les autres pays (en particulier avec le Royaume-Uni dont l'ambassade avait été incendiée le 22 août). En octobre 1967, Mao appela toutes les organisations révolutionnaires à créer des « comités révolutionnaires » destinés à remplacer les anciens appareils étatiques. La transition s'effectua parfois de manière extrêmement violente, par exemple au Guangxi où eut lieu une bataille particulièrement sanglante.

Les nouvelles bureaucraties provinciales comportaient certains changements décisifs par rapport aux anciennes : elles étaient simplifiées et leurs effectifs réduits. Néanmoins, les comités restaient représentatifs d'une bureaucratie traditionnelle, fidèle à la distinction entre les « masses révolutionnaires » et l'« avant-garde du parti ». La composition des nouveaux organes devait être celle d'une « triple union » entre l'armée, les cadres révolutionnaires et les masses révolutionnaires ; en réalité, l'APL contrôlait la totalité des comités. Enfin, un roulement des cadres se produisit, mais pas au profit des jeunes de la révolution culturelle.

Les gauchistes et les gardes rouges, sur lesquels Mao s'était reposé dans la première phase du mouvement, furent désormais systématiquement critiqués et attaqués. Ils refusaient

¹ *Jian guo yilai mao zedong wen gao*, vol 13, p.163, cité par MACFARQUHAR, Roderick, SCHOENHALS, Michael, *Mao's last revolution* [La dernière révolution de Mao, histoire de la Révolution Culturelle 1966-1976], Paris, Gallimard, 2009, p. 256,

² *Zhang Yunsheng, maojiawan jishi*, p108, cité par MACFARQUHAR, Roderick, SCHOENHALS, Michael, *Mao's last revolution* [La dernière révolution de Mao, histoire de la Révolution Culturelle 1966-1976], Paris, Gallimard, 2009, p. 256,

de laisser la main et d'abandonner les principes de la révolution culturelle. Douze millions de jeunes citadins, soit 10% de la population urbaine, furent à cette occasion envoyés à la campagne pour y être rééduqués par le travail. Beaucoup de révolutionnaires furent également épurés sur le prétexte d'un prétendu « complot du 16 mai » (le nom venait d'une organisation de gardes rouges déjà dissoute mais prise comme prétexte pour éliminer les gauchistes qui avaient bénéficié de la révolution culturelle). La chasse aux éléments gauchistes prit des dimensions très importantes en 1968, jusqu'en 1973. C'est notamment sur ce motif que fut purgé Chen Boda, ancien traqueur en chef, en 1970. Hors de la capitale, la chasse aux prétendus membres du complot prit des dimensions et des aspects très variables : au Jiangsu par exemple, ce fut l'épisode le plus violent de l'après 1968.

Une autre campagne de purge, « purifier les rangs de classe », suivit également la révolution culturelle. Menée au sein des comités révolutionnaires nouvellement créés, ce fut essentiellement une campagne de vengeance et de meurtre, offrant à des dirigeants en mal de légitimité l'occasion de se débarrasser de leurs adversaires. L'horreur y atteignit des proportions inimaginables. En Mongolie intérieure, le mouvement donna aux dirigeants l'occasion de perpétrer un nettoyage ethnique de grande ampleur. Le mouvement déborda également dans le champ économique, dénonçant avec une vigilance accrue toutes les manifestations du « capitalisme ». Tout le petit commerce fut interdit et le gaspillage poursuivi sans relâche : il faut y voir sans doute les conséquences des très mauvais résultats économiques obtenus les années précédentes à cause du désordre de la révolution culturelle. De manière générale, 1968 et 1969, années de remise en ordre et de liquidation de la révolution culturelle, furent aussi les années les plus meurtrières de la décennie. Les gauchistes furent envoyés par centaines de milliers au *laogai*, le pays devint un camp de concentration généralisé, et le contrôle de la vie quotidienne se resserra à nouveau. Enfin, le culte de la personnalité Mao Zedong fut renforcé, à travers la campagne « les trois fidélités et les quatre amours sans limite », qui se focalisait sur le rituel et le discours ritualisé. La peur et l'intimidation jouaient un rôle crucial dans ce culte imposé.

Fin et décadence du maoïsme

Le 12e plenum du Comité Permanent, qui se tint du 13 au 31 octobre 1968, marqua un tournant dans la révolution culturelle. Contrairement au 11e plenum, tous les participants y étaient acquis à Mao et la décision fut prise d'exclure Liu Shaoqi du parti. De nouveaux statuts furent adoptés, faisant explicitement référence à Lin Biao comme successeur désigné de Mao.

Enfin, en avril 1969, eut lieu le 9e Congrès du Parti, date désignée de la victoire finale de la révolution culturelle. Le congrès fut préparé en secret, et le pays n'en fut informé que par un communiqué le jour de l'ouverture. De nouveaux statuts, très semblables à ceux du 12e plenum, y furent encore un fois adoptés. Le nouveau politburo élu était à l'image des luttes de factions apparues pendant la révolution culturelle. Le secrétariat du Comité Central, depuis longtemps inutile, fut aboli, et le GCRC ralentit ses activités : le caucus central dirigé par Zhou Enlai devint l'organe incontournable du nouveau système.

On peut dater du 9e Congrès la fin de la révolution culturelle, ce que fait notamment Marie-Claire Bergère. Il est utile néanmoins de retracer rapidement l'atmosphère des années qui s'ensuivirent. Les dernières années du règne de Mao, de 1969 à 1976, se caractérisent par les luttes intestines au sommet, des luttes de personnes et de factions, qui contribuèrent à discréditer le régime. Au lendemain du 9e Congrès, les deux ailes (civile et militaire) de la révolution culturelle, qui avaient jusqu'alors cohabité, s'opposèrent, se figèrent en cliques rivales et poursuivirent des intérêts divergents. Lin Biao, chef de l'armée, était le dauphin désigné et avait tout à gagner au statu quo ; tandis que l'aile civile, dirigée par Jiang Qing, craignait de perdre de l'influence et cherchait en conséquence à éliminer ses adversaires. En parallèle de ces luttes de pouvoir, les campagnes répressives se poursuivirent, notamment celle des « trois anti » qui visait essentiellement les activités marchandes et dont on ignore encore le bilan humain.

La même année, la menace extérieure se précisa. Des accrochages en mars avec les Russes sur les rives de l'Ossouri donnèrent aux dirigeants chinois un prétexte pour mobiliser la population contre l'éventuel envahisseur, mais inquiétèrent aussi sans doute réellement Mao Zedong. L'année 1969 fut donc marquée par des préparatifs militaires importants et par une liquidation des désordres de la révolution culturelle. Le Troisième Front où avait été déplacée une partie de l'industrie lourde chinoise bénéficiait d'importants investissements.

L'attitude de Mao Zedong par rapport aux menaces soviétique et américaine changea sans doute en raison de contraintes de politique intérieure. En effet, le 17 octobre, Lin Biao ordonna une directive d'urgence intitulée « premier ordre verbal du vice-président Lin ». Croyait-il obéir à la volonté de Mao ? Ou voulait-il tester sa force en vue de prendre le pouvoir ?¹ Toujours est-il que Mao fut très irrité de cet ordre passé sans son autorisation, l'annula immédiatement, et commença dès lors à s'inquiéter de la mainmise des militaires sur le pays. Or les menaces extérieures contribuaient à rendre l'armée indispensable : Mao chercha donc, à partir de ce moment, à les minimiser. Ce contexte intérieur et la structure du jeu international, ainsi que la politique américaine, poussèrent alors Mao à se rapprocher des Etats-Unis en 1971.

L'année 1971, enfin, fut marquée au plan intérieur par un événement majeur, qui allait bouleverser la vie politique chinoise : la défection et la mort de Lin Biao. L'épisode reste encore assez obscur. Il est néanmoins certain que Lin Biao fut soumis à une tension de plus en plus grande de la part de l'équipe maoïste en 1970 et 1971, et qu'il se doutait de sa chute prochaine. Mao Zedong, afin de l'éliminer, chercha à le pousser à commettre une erreur, en l'encourageant à accepter le poste de président de la République qu'on lui proposait. Lin Biao refusa obstinément. L'erreur fut commise d'une autre manière : encouragé par Mao, Lin Biao et ses alliés critiquèrent Zhang Chunqiao qui avait été l'un des principaux acteurs de la révolution culturelle. Cet acte leur fut reproché par la suite comme étant une attitude contre-révolutionnaire.

¹ A ce sujet, voir la discussion de ces hypothèses dans Roderick Macfarquhar et Michael Schoenhals, *La dernière révolution de Mao, Histoire de la révolution culturelle 1966-1976*, [traduction], Paris : Gallimard, 2009, pp. 396-400

Lin Biao voulut-il alors fomenter un coup d'Etat ? Son fils, Lin Liguo, officier de l'APL, sentant le vent souffler contre son père, eut peut-être l'intention d'attenter à la vie de Mao, sans réussir à mener son projet à exécution. Il ordonna alors à ses partisans d'enlever quatre généraux de Lin et de les transporter le lendemain en avion à Canton dans l'idée d'y installer un QG rival du parti sous la direction de Lin Biao. Mais il est probable que le principal intéressé n'en ait rien su. Finalement, Lin Biao, son épouse et Lin Liguo prirent l'avion le lendemain pour tenter de fuir en Union Soviétique et c'est au cours de cette fuite qu'ils s'écrasèrent, le 13 septembre, en Mongolie et que tous trois moururent dans le crash.

L'épisode ne fut révélé que plusieurs semaines plus tard à la population chinoise et fut masqué par une propagande destinée à faire croire que Lin Biao était un agent soviétique. Mais il marqua le début d'une véritable désaffection des masses pour le régime. Comment, après tous ces retournements de situation, croire que le « plus proche compagnon d'armes de Mao » était un agent soviétique ? La mort de Lin Biao eut également pour conséquence l'affaiblissement physique et psychologique de Mao Zedong, ainsi que la montée en puissance des partisans de Zhou Enlai. Cinq années d'intrigues de palais, autour d'un Mao devenu fou et paranoïaque s'écoulèrent pourtant avant qu'une nouvelle équipe, dirigée par Deng Xiaoping, puisse prendre la relève après la mort du leader suprême.

La mort de Lin Biao marqua un véritable tournant dans la révolution culturelle, consacrant le rôle de Zhou Enlai dans la direction du pays, affaiblissant Mao Zedong, liquidant définitivement l'option gauchiste des cinq dernières années et excitant encore davantage les luttes de factions au sein du parti communistes chinois.

Les interprétations de la révolution culturelle : un peu d'historiographie

Si l'on résume les différentes interprétations avancées par les historiens de la Chine sur le congrès de Lushan et ses conséquences, trois thèses peuvent être retenues : la volonté de Mao de reprendre un pouvoir qui lui échappait ; l'accentuation de la pression totalitaire et de la paranoïa d'un despote vieillissant ; enfin, la tentative utopique de refonder, par la violence, un Etat véritablement révolutionnaire. Ces thèses se retrouvent à des degrés variables dans les ouvrages scientifiques sur la révolution culturelle. Il n'est pas question ici de les départager mais de montrer les grandes tendances historiographiques – tout en gardant bien à l'esprit que chacune de ces explications a sans doute une part de vérité.

On peut en fait considérer que le problème de l'interprétation de la révolution culturelle s'articule en deux oppositions parallèles. La première concerne le degré de « nécessité » que représentait cette révolution pour le pouvoir de Mao (ce pouvoir était-il vraiment menacé ? Danger réel ou paranoïa ?). La deuxième concerne le degré d'idéologie, ou au contraire de cynisme, qui motiva Mao à lancer sa « dernière révolution ».

La thèse de la perte du pouvoir réel de Mao fut la plus répandue jusqu'à une période assez récente. Elle était accréditée par la montée de contestations au sein du parti depuis l'échec du Grand Bond en Avant, par le remplacement de Mao Zedong par Liu Shaoqi à la présidence de la République en avril 1959 et par son relatif retrait de la scène politique dans les années suivantes. Parmi les plus lucides observateurs de la révolution culturelle, Simon

Leys privilégia cette hypothèse et interpréta en conséquence la révolution culturelle comme une bataille de Mao Zedong pour reprendre le pouvoir. Néanmoins, cette explication a été disqualifiée par des recherches récentes qui montrent que Mao n'a jamais cessé d'exercer un très grand pouvoir et que son influence politique était toujours immense après 1959. Ainsi, Philip Short montre, dans son excellente biographie de Mao Zedong¹, que Mao lui-même invita ses collègues à la critique du Grand Bond en Avant : « *quelquefois, avait-il dit lors du Comité Central en avril, un individu l'emporte sur la majorité. La vérité est quelque fois dans les mains d'une seule personne (...). Oser prendre la parole n'impliquera aucune sanction. Selon le règlement du parti, les gens ont le droit d'exprimer leurs propres opinions.* »² Philip Short montre également que Liu Shaoqi fut promu Président de la République presque contre son gré et sur la demande de Mao : « *à l'origine, la décision de Mao de 1952 de se retirer « sur le second front » avait été prise, d'une part, pour qu'il puisse échapper aux charges routinières de chef de l'Etat qu'il détestait et se concentrer sur les questions stratégiques, et, d'autre part, pour qu'il puisse donner à ses successeurs putatifs une expérience de la direction du Parti et de l'Etat alors qu'il était encore là pour les guider. Les événements d'Union Soviétique allaient bientôt rendre cette raison prioritaire.* »³ « *Son retrait vers le « second front » ne signifiait pas qu'il abandonnait le pouvoir, mais simplement qu'il l'exerçait de manière différente. Auparavant, le Président donnait le ton et tout le monde suivait ; maintenant, il attendait que les autres prennent l'initiative, mais seulement dans la mesure où ils étaient en accord avec sa pensée* ».⁴ D'autre part, Liu Shaoqi, qui apparut aux contemporains de la Révolution Culturelle comme un opposant acharné à Mao Zedong, est maintenant plutôt décrit comme un fidèle exécutant : « *l'organisation personnifiée* »⁵ d'après Philip Short. Il est néanmoins admis que lui et ses collègues du politburo tentèrent, dès 1960, de trouver des mesures d'urgence nécessaires pour relever le pays d'un désastre économique et humain (qu'on évalue à 20 ou 30 millions de morts). Or Mao Zedong, à la fin de 1960, « *écarta une fois pour toutes l'idée de faire de la Chine une grande puissance économique et, à l'avenir, il ne s'en occuperait jamais plus* »⁶. Enfin, Roderick Macfarquhar et Michael Shoenhals usent d'un argument très pertinent pour prouver que la révolution culturelle n'était pas essentiellement une lutte pour reconquérir le pouvoir : pourquoi, en effet, aurait-elle été poursuivie après la réalisation de son objectif, à savoir la chute de Peng Zhen, Deng Xiaoping et Liu Shaoqi ?

Plutôt qu'une reconquête du pouvoir, on voit aujourd'hui la révolution culturelle comme la tentative d'un despote paranoïaque pour supprimer la contestation qui naissait au sein du parti, pour mettre en place un régime véritablement totalitaire et s'arroger un pouvoir absolu et sans limite. Selon Marie-Claire Bergère : « *Mao Zedong veut faire disparaître toute*

¹ Philip Short, *Mao Tsé-Tung* (traduction française), librairie Arthème Fayard, 2005, p. 433

² Cité par Philip Short dans *Mao Tsé-Tung* (traduction française), librairie Arthème Fayard, 2005, p. 433

³ Ibid, p453-454

⁴ Ibid, p. 444

⁵ Ibid, p453-454

⁶ Ibid, p453-454

*opposition à sa politique, et en particulier celle qu'il rencontre au sein même du parti. A cette fin, il opte pour la solution la plus radicale : détruire le parti lui-même. »*¹

Cela nous conduit à un autre facteur d'explication de la révolution culturelle, à savoir l'idéologie. A quel point Mao a-t-il voulu créer un homme nouveau en lançant la révolution culturelle ? Quelle rôle accorder à l'idéologie ? Pour la majorité des spécialistes de la Chine contemporaine, Mao crut vraiment à son projet utopique. Son plus grand désespoir était de voir la formation d'une nouvelle bureaucratie privilégiée, constituée des cadres du Parti Communiste Chinois et d'un « classe moyenne » d'ouvriers aisés et d'intellectuels. Selon Marie-Claire Bergère, en effet, « si Mao Zedong veut chasser le Parti et prendre le pouvoir, ce n'est pas uniquement par ambition personnelle mais aussi pour empêcher la révolution chinoise de dégénérer et la Chine de tomber dans le révisionnisme. Peu d'ennemis du socialisme se sont montrés aussi critiques à l'égard de la bureaucratie, de la nouvelle bourgeoisie d'Etat, de sa corruption et de ses trahisons que le chef du Parti Communiste chinois. »² Yves Chevrier rappelle également qu'on « ne comprend pas le futur despote si on ne lui accorde la part de rêve que représentait sa vision activiste du politique »³. A la fin de sa vie, Mao semble avoir accentué encore son penchant pour l'utopie qui ne l'a jamais quitté. Sa volonté de créer un société et un homme nouveaux l'emportèrent définitivement sur le désir de faire de la Chine une nation riche et puissante.

Cette place dominante conférée à l'idéologie dans le lancement de la révolution culturelle est cependant remise en question par des auteurs comme Li Zhisui⁴, Frederick Teiwes⁵, Jung Chang et Jon Halliday⁶, qui insistent sur le caractère totalitaire du régime et mettent l'accent sur le caractère cruel, solitaire et paranoïaque du leader ainsi que sur l'esprit de cour et la psychologie de l'entourage de Mao. Cette tendance historiographique, si elle est minoritaire, peut être justifiée si l'on accepte l'idée que dans les régimes dits totalitaires, l'édifice politique et idéologique repose en grande partie sur la psychologie de ses leaders. Dans cette controverse, Roderick Macfarquhar et Michael Schoenhals représentent la tendance médiane⁷. Sans remettre en doute le rôle puissant de l'utopie dans la révolution culturelle, ils démontrent, dans *Les Origines de la Révolution Culturelle*,⁸ que les rivalités

¹ Marie-Claire Bergère, *La République Populaire de Chine de 1949 à aujourd'hui*, Université histoire, Armand Colin, 2e édition, Paris, 1989, 331p.

² *ibid*

³ Yves Chevrier, « Mao Zedong et la révolution d'un seul », in [*Rivoluzioni. Una discussione di fine Novecento*](#), D.L. Caglioti e E. Francia

⁴ Li Zhisui, *La vie privée du président Mao*, Paris : Plon, 1994, 667 p.

⁵ Roderick Macfarquhar et Michael Schoenhals, *La dernière révolution de Mao, Histoire de la révolution culturelle 1966-1976*, [traduction], Paris : Gallimard, 2009, 808 p.

⁶ Jung Chang et Jon Halliday, *Mao : l'histoire inconnue* [traduction], Paris : Gallimard, 2006, 843 p. Cet ouvrage a fait l'objet de recensions très critiques de la part des historiens anglo-saxons et, en France, d'Alain Roux. Voir Alain Roux, « Mao, objet historique », *Vingtième siècle*, 2009-01/03, n°101, p. 95-108.

⁷ Roderick Macfarquhar et Michael Schoenhals, *La dernière révolution de Mao, Histoire de la révolution culturelle 1966-1976*, [traduction], Paris : Gallimard, 2009, 808 p.

⁸ Roderick Macfarquhar, *The Origins of the Cultural Revolution*, Oxford University Press, 1997.

personnelles et les désaccords entre oligarques confrontés à l'échec de leurs politiques y furent également essentiels.

Disons encore quelques mots du rôle du contexte international. Les observateurs contemporains de la révolution culturelle la comprirent souvent comme une mobilisation du peuple en vue d'un conflit avec les Etats-Unis ou avec l'URSS. L'historiographie récente ne met plus autant en avant le contexte international comme cause de la révolution culturelle. Certes, la crainte de Mao de voir renaître une bureaucratie qui liquiderait la révolution était causée en grande partie par l'évolution politique de l'Union Soviétique. L'exemple soviétique créait un précédent que Mao Zedong redoutait très certainement. En plus d'être une menace idéologique, l'ennemi soviétique posait en outre une menace bien réelle à la frontière depuis la rupture sino-soviétique. Il est probable que Mao ressentit vraiment cette menace : les gigantesques chantiers destinés à protéger Pékin en furent la preuve. Pour autant, la menace de guerre semble avoir été bien plus un prétexte pour mobiliser la population qu'une cause de la révolution culturelle. Ce constat est encore plus justifié en ce qui concerne les Etats-Unis et la guerre du Vietnam : si les Etats-Unis, « ennemi numéro un », étaient omniprésents dans le discours propagandiste de la révolution culturelle, il s'agissait plus d'un prétexte que d'une cause. En effet, Mao n'a jamais eu la volonté d'attaquer les Etats-Unis : sa frilosité dans la guerre du Vietnam ne laisse aucun doute à ce sujet.

CHAPITRE 1 : Un pays fermé

« La Chine est aujourd'hui le pays le plus fermé au monde et cet hermétisme se double, de la part de ses dirigeants, d'un parti pris de mauvaise volonté et de mensonge à l'égard de l'étranger, comme aussi bien de leur propre peuple. »

Jacques Guillermaz, 1966¹

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 839, Général Guillermaz, rapport de fin de mission, 14 août 1966, 169/CHN/S

« Nous ne savions pas » : tel était l'argument des pro-maoïstes français lorsqu'ils durent se rendre à l'évidence et accepter l'idée que le Chine maoïste n'était pas le paradis libertaire qu'ils avaient rêvé. Dans un ouvrage de 2001, *Voyage dans le demi-siècle*², Gérard Chaliand explique l'ignorance qui l'a poussé à affirmer des positions révolutionnaires pro-chinoises : « Rien de tout ce qu'on a appris n'était connu à l'époque. D'ailleurs, qu'est-ce qu'on pouvait savoir de ce qui se passait en Chine ? Qui avait été en Chine, en dehors de Pékin, pendant ces années-là ? Qui parlait le Chinois ? Qui transmettait quoi ? Comment travaillaient les journalistes ? Chacun arrivait à son ambassade – où les diplomates eux-mêmes étaient tenus de ne pas sortir de la capitale et dépendaient de deux ou trois informateurs plus ou moins manipulés par le pouvoir. Aucun informateur authentique n'aurait survécu très longtemps. D'autre part, ceux qui se situent davantage comme des observateurs plus lointains ne font pas non plus de critique fondée ».

Mais la réalité chinoise était-elle vraiment aussi opaque ? Ne pouvait-on rien en connaître ? Ce sont les questions que je me poserai dans ma première partie.

J'essaierai de montrer tout d'abord quels étaient les Français qui partaient en Chine : combien étaient-ils ? Quels postes occupaient-ils ? Quelles étaient leurs conditions de vie ? Dans un deuxième temps, j'examinerai où les Français pouvaient aller en Chine et comment cette situation a évolué au cours de la révolution culturelle. Enfin, j'analyserai les sources d'information qui leur étaient disponibles : d'où venaient-elles ? Quelles étaient leur quantité et leur qualité ?

I - La présence française en Chine

Privilegiée parmi les Etats occidentaux, la France n'avait pourtant pas une présence en Chine comparable à celle de certains pays socialistes ou du Tiers-monde. Même pour ces derniers, la République Populaire de Chine était très difficilement accessible, en particulier pendant la révolution culturelle qui fut le moment paroxystique de la fermeture du pays.

A partir de la fin de l'année 1966, aucun touriste n'était plus accepté en Chine en dehors de rares groupes de sympathisants idéologiques et de quelques hommes d'affaire, cloîtrés dans leur hôtel le temps des négociations.

Les ambassades étrangères étaient elles-mêmes en nombre réduit : outre celles des pays socialistes et de plusieurs pays asiatiques et africains du Tiers Monde, on comptait celles des pays scandinaves de la Suisse et de la France (la Grande-Bretagne n'avait qu'un chargé d'affaires). Les seuls pays à disposer de consulats en dehors de Pékin étaient la Pologne et le Vietnam. Quelques journalistes, enfin, étaient présents et, pour la France, un représentant d'Air France à Shanghai.

² CHALIAND, Gérard, LACOUTURE, Jean, VERSAILLE, André, *Voyage dans le demi-siècle : entretiens croisés avec André Versaille, Gérard Chaliand, Jean Lacouture*, Bruxelles, Complexe, 2001, 629p

A - L'ambassade de France à Pékin

1) L'ouverture de l'ambassade

La reconnaissance de la République Populaire de Chine par la France et le rétablissement des relations diplomatiques furent proclamés officiellement le 31 janvier 1964. Cet acte diplomatique, voulu et porté par De Gaulle, était une décision éminemment politique : la France selon De Gaulle devait être autonome et chercher à sortir de la bipolarisation de la scène internationale. La République Populaire de Chine, en froid depuis quelques années avec l'URSS, avait une ambition similaire. La décision de rétablir les relations diplomatiques était en outre le fruit d'une prise de conscience progressive de la réalité chinoise. Les spécialistes occidentaux avaient longtemps cru, en effet, que la dictature communiste chinoise n'était pas viable et que sa durée de vie serait très courte. Au début des années 1960, force était de constater que ce n'était pas le cas : le parti communiste avait gagné une légitimité et avait imposé son contrôle sur le territoire et le peuple chinois. Le communisme chinois apparaissait désormais avant tout comme asiatique et nationaliste. Sa puissance, son poids démographique, sa taille, en faisaient un partenaire incontournable, qui devait être intégré dans le jeu diplomatique.

La reconnaissance diplomatique eut pour conséquence l'ouverture d'une ambassade de France en Chine en février 1964, tout d'abord composée du diplomate Claude Chayet, de Jean-Pierre Angremy (aujourd'hui connu sous son nom d'écrivain, Pierre-Jean Rémy), et du colonel (et futur général) Jacques Guillermaz, très grand spécialiste de la Chine contemporaine. Ce petit groupe s'efforça en vain de reprendre possession des bâtiments qui appartenaient à la France depuis l'époque des Légations (fin du 19^e siècle) et dût finalement accepter la location de deux bâtiments nouvellement construits dans un « quartier diplomatique » installé à Sanlitun, à 5 kilomètres du centre ville de Pékin. L'Ambassadeur, Lucien Paye, y arriva à la fin du printemps 1964, accompagné d'une vingtaine d'agents (consul, conseiller commercial, services culturels).

En janvier 1966, l'ambassade de France en Chine employait 47 personnes de nationalité française (l'équipe fut complétée au cours de l'année par trois secrétaires dactylographes, un documentaliste et un attaché commercial), soit un total de 83 personnes en comptant leurs familles¹. En mai 1970, l'ambassade de France en Chine comptait 40 personnes (agents titulaires, non titulaires, postes militaires, services économiques et coopération culturelle)².

2) Conditions de vie et de travail à l'ambassade

Les conditions de vie et de travail des diplomates, plutôt bonnes jusqu'en 1966, se sont considérablement détériorées durant la révolution culturelle. La xénophobie croissante, ajoutée à la fermeture du pays sur lui-même, contribuèrent à établir un climat de tension et de méfiance, voire d'insécurité. Si la plupart des voyageurs français en Chine purent témoigner

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 385, 17 janvier 1966

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 385, 27 avril 1970, 397/AS ; voir la reproduction ci-dessous en annexe

de la gentillesse et de l'hospitalité sans pareilles des Chinois, les diplomates eurent à faire les frais de leur mauvaise volonté et parfois de leurs injures. Ces conditions difficiles amènent un diplomate à écrire, en juillet 1968, que « *l'état actuel des relations franco-chinoises et les difficultés que pourraient éventuellement rencontrer les membres de notre ambassade pour quitter la Chine – la situation des diplomates britanniques en donne un aperçu – ont amené le Département à prendre certaines dispositions en vue de réduire temporairement l'effectif des agents en poste à Pékin.* »¹ L'épisode du 1er février 1967 au cours duquel M. Richard, conseiller commercial de l'ambassade, et sa femme furent mêlés à un incident de la circulation puis retenus des heures au milieu d'une foule déchaînée et sommés de « faire des excuses aux masses révolutionnaires », illustre bien la situation (le conseiller commercial quitta ensuite la Chine le 7 février, ayant refusé de présenter ses excuses au peuple chinois). L'épisode semble d'ailleurs mineur si on le compare à l'incendie et la destruction de la mission diplomatique britannique par les gardes rouges le 22 août 1967, précédée de peu par la mise à sac de l'ambassade soviétique.

Outre ces circonstances extrêmes, les diplomates étaient quotidiennement brimés dans leurs déplacements et dans leur recherche d'informations sur la situation du pays : selon Lucien Paye qui s'exprime dans son rapport de fin de mission : la révolution culturelle devait « *supprimer tout échange culturel, entraver l'expansion des relations économiques, empêcher des contacts suivis de notre ambassade avec des dirigeants qui, dans cette période de troubles et de phases laborieuses de remise en ordre, étaient contraints à un incessant surmenage, exposés à la critique, obligés parfois à l'autocritique, souvent menacés, et dont certains ont disparu de la scène politique* »².

3) Parcours et formation des diplomates

L'ambassade de France en République populaire de Chine fut dirigée par deux ambassadeurs durant la révolution Culturelle : Lucien Paye puis Etienne Manac'h. Ils furent aidés dans leur tâche par des spécialistes de premier plan tel le général Jacques Guillermez ou Marc Menguy. Il me semble essentiel, afin de pouvoir comprendre la perception que les diplomates ont eu du régime et des événements politiques, de tracer brièvement la biographie de ces personnages.

Né en 1907, ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure, Lucien Paye, premier ambassadeur français en Chine depuis 1964, était un agrégé et docteur es lettres, et surtout un spécialiste des questions islamiques. Il avait effectué sa carrière dans la diplomatie franco-africaine ainsi qu'en France au ministère de l'éducation nationale.³ C'est donc un ambassadeur

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 646, 24 juillet 1968, n°6/AS

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 646, rapport de fin de mission de Lucien Paye, 192/AS

³ Il commença sa carrière en Afrique du Nord en tant que chef du service de l'enseignement supérieur au Maroc en 1938, puis commissaire à l'éducation nationale auprès du gouverneur général de l'Algérie en 1944. Il devint l'année suivante à la fois directeur général des réformes et délégué général au plan. Entre 1948 et 1955, il fut directeur de l'instruction publique en Tunisie. En juin 1956, il fut nommé à la

proche du pouvoir et ayant derrière lui une grande carrière politique qui fut envoyé, mais non un connaisseur de la Chine. Claude Chayet confirma ce jugement au cours d'un entretien avec Bernard Krouck en 2002 : « *on a envoyé le ministre plus que l'ambassadeur.* »¹

Etienne Manac'h, qui le remplaça en 1969 (et resta au poste jusqu'en 1975), avait reçu une formation de philosophie et était professeur à Istanbul lorsque la seconde guerre mondiale éclata. Il fut nommé en 1941 délégué de la France libre et assumait des responsabilités importantes dans le Moyen-Orient et dans les Balkans. Il fut membre du parti communiste français de 1934 à 1939. Une fois la guerre finie, il se consacra à sa carrière de diplomate et fut directeur d'Asie-Océanie à l'Administration Centrale du ministère des affaires étrangères de 1960 à 1969, se consacrant surtout aux négociations entre Washington et Hanoï durant la guerre du Vietnam. Sa nomination en tant qu'ambassadeur de France en Chine fut l'un des derniers actes de politique intérieure du général De Gaulle. Bon connaisseur de l'Asie, il n'était cependant pas un spécialiste de la Chine et s'intéressa personnellement et en priorité à la résolution du problème vietnamien.

Outre Lucien Paye et Etienne Manac'h qui n'étaient ni l'un ni l'autre des spécialistes de la Chine, les membres de l'ambassade maîtrisant la langue chinoise étaient rares. Claude Martin, jeune étudiant à l'Ecole Nationale d'Administration, qui effectuait son service national comme coopérant à l'ambassade de France à Pékin, affirme que « *sur une ambassade de cinquante personnes, il devait y en avoir trois ou quatre qui parlaient couramment chinois. (...) Nos ambassadeurs ne connaissaient pas le Chinois et ont recueilli des informations de manière indirecte. Ce n'est qu'avec Charles Malo² qu'on a eu pour la première fois un ambassadeur qui connaissait la langue suffisamment pour pouvoir l'utiliser dans son travail.* »³

En janvier 1966, les sinisants de l'ambassade de France en Chine étaient effectivement peu nombreux. Outre le général Jacques Guillermez, dont je parlerai ci-dessous, Claude Chayet connaissait très bien le chinois pour avoir passé une partie de son enfance en Chine. Diplomate de haut rang, il avait notamment été l'un des principaux négociateurs des accords d'Evian, avant de devenir chargé d'affaire puis premier secrétaire de l'ambassade française à Pékin. Il faut également mentionner Patrick Destenay, qui était diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, et avait étudié l'économie politique et le chinois à Cambridge en Angleterre. Passionné pour la langue chinoise et la Chine, il avait été, de mars 1965 à août

direction des affaires politiques en Algérie mais démissionna de son poste en 1957, pour être recteur à l'Afrique Occidentale française à Dakar, de 1957 à 1960. En juin 1960, il devint directeur général de l'organisation et des programmes scolaires et en février 1961, ministre de l'éducation nationale dans le gouvernement Michel Debré. En 1962, il alla à Dakar en tant qu'ambassadeur. Source : Bernard Krouck, *De Gaulle et la Chine : la politique française à l'égard de la République populaire de Chine, 1958-1969*, thèse de doctorat sous la direction de Maurice Vaisse, histoire, Paris, Institut d'Etudes politiques, [s.n.], 2005

¹ Entretien avec Bernard Krouck, 1er mars 2002 in Bernard Krouck, *De Gaulle et la Chine : la politique française à l'égard de la République populaire de Chine, 1958-1969*, thèse de doctorat sous la direction de Maurice Vaisse, histoire, Paris, Institut d'Etudes politiques, [s.n.], 2005

² Ambassadeur de France en Chine de 1982 à 1986 puis de 1989 à 1990. Il fut remplacé à cette date par Claude Martin, qui resta en poste jusqu'en 1993.

³ Claude Martin, entretien avec l'auteur, mars 2011

1968, un collaborateur de grande qualité à l'ambassade, où il observait l'économie chinoise et servait de traducteur et interprète. Il effectua par la suite une carrière de professeur de chinois dans l'Université d'Aix-en-Provence.¹ Marc Menguy est un autre personnage important de l'ambassade. Né en 1928, diplômé de faculté de droit à Paris et de l'école nationale des langues orientales en chinois et vietnamien, il avait également étudié le chinois à Cambridge en Angleterre. En poste en Chine comme premier secrétaire d'ambassade de 1965 à 1966, il passa les quatre années suivantes à la direction d'Asie-Océanie². En 1970, Charles Malo, bachelier en droit et diplômé de chinois, qui avait été troisième secrétaire puis consul à Tianjin de 1948 à 1952 et avait travaillé au département Asie-Océanie à l'administration centrale du ministère des affaires étrangères de 1960 à 1964 et de 1966 à 1970, fut nommé premier conseiller en Chine et apporta à l'ambassade ses compétences linguistiques et sa connaissance du pays³. Notons enfin la présence à partir de 1966 de George Yacovlievitch, deuxième conseiller à l'ambassade, dont les talents de sinisant furent très utiles ; ainsi que celle de Melle Audinet, attachée d'ambassade en 1965 puis troisième secrétaire à partir de 1966. Enfin, en manque de traducteurs qualifiés après le départ forcé (pour cause de révolution culturelle) des traducteurs chinois Yu et Lin, l'ambassade put employer pendant quelques mois les talents de stagiaires et d'étudiants français sinisants : Melle Capon, M. Désirat, diplômés des Langues'O et boursiers en Chine ; et Claude Martin, étudiant à l'Ecole Nationale d'Administration. Leur présence, pour la plupart, ne put cependant durer au delà de l'année 1966 en raison de la fermeture du pays aux étrangers.

4) Le général Guillermaz et les militaires

Personnage essentiel de l'ambassade française en Chine, le Général Guillermaz en était le guide intellectuel : personne à l'ambassade ne connaissait mieux la Chine que lui. Il avait été en 1937 un jeune officier envoyé en Chine du nord et accompagna ensuite le gouvernement de Chang Kai Chek replié à Nankin puis à Chongqing. Cet épisode marqua le début d'une longue vocation. Après avoir participé aux combats de libération à Alger, il revint en Chine jusqu'en 1951, et resta ensuite en Asie, à Hong-Kong puis à Bangkok où il fut attaché militaire. Rentré en France, il donna des cours à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes et fonda le Centre de Documentation sur la Chine Contemporaine. Après la réouverture de l'ambassade en Chine, il demanda à y être envoyé comme « Attaché des forces armées, attaché militaire, naval et de l'air, chef de poste » ; poste qu'il dû quitter à la fin d'octobre 1966.

Le général Guillermaz joua un rôle très important dans la formation des militaires de l'ambassade. Mieux formés et préparés que les diplomates, ceux-ci avaient l'obligation d'apprendre la langue avant d'intégrer leur poste. Michel Jan, attaché des forces armées, attaché militaire, naval et de l'air à Pékin de 1970 à 1973, se souvient de cette formation : après l'école de l'air, il effectua deux ans de formation universitaire aux Langues'O, suivies

¹ Voir Jacques Guillermaz, "Patrick Destenay, in memoriam", in *Extrême-Orient, Extrême-Occident*, 1986, volume 8, pp. 7-10.

² Source : le Who'swho in France de 2011

³ Source : le Who'swho in France de 2011

d'un an à Hong-Kong, avant d'effectuer une formation très poussée de deux ans (de septembre 1968 à janvier 1970) au Secrétariat général de la défense nationale (SGDN), « *qui disposait à l'époque de moyens humains et d'informations sans commune mesure avec ce qu'il en est actuellement. La section Asie recevait et traitait toutes les informations de nature et d'origine possibles : de sources ouvertes, diplomatiques, militaires, économiques, de sources secrètes et des résultats d'échanges avec des organismes étrangers.* » « *Ce fut pour moi, ajoute-t-il, une période de formation exceptionnelle, avec l'aide d'officiers qui avaient eu des expériences de terrain dans la région dont certaines avaient commencé par une participation à la deuxième guerre mondiale en Extrême-Orient. Précédée d'une formation universitaire (Langues orientales à Paris et Université de Hong-Kong), essentiellement linguistique et culturelle, sur l'Asie orientale en général et sur la Chine en particulier, ce fut une époque de préparation très dense et très utile avant de partir en poste à Pékin. Les domaines couverts et les questions traitées étaient multiples : politique, idéologique, militaire, diplomatique, économique et culturel.* »¹

Le Général Jacques Guillermez fut remplacé en octobre 1966 par le Général Bouvet, puis peu de temps après par Henri Eyraud, dont la formation était également remarquable : ancien élève de l'Ecole Spéciale Militaire de St Cyr/Coëtquidan, il était aussi diplômé en chinois des Langues Orientales Paris et de Hong Kong University et avait effectué seize années en fonction hors de France, en particulier en Indochine, à Hong Kong et à Pékin.

B - Experts, étudiants, journalistes

Les résidents français en Chine, outre les diplomates, étaient très peu nombreux durant la révolution culturelle. Il convient pourtant de distinguer deux moments : jusqu'en 1966, les effets du rapprochement franco-chinois se faisant sentir, plusieurs étudiants ou professeurs français ainsi que des experts scientifiques et des journalistes purent passer une ou deux années en Chine ; tandis qu'à partir de 1967 la révolution culturelle provoqua une fermeture presque totale des frontières chinoises aux Français. Seuls quelques sympathisants français à la cause maoïste furent alors privilégiés et autorisés à demeurer en Chine.

1) Les experts français

Des experts français, exerçant diverses professions, étaient logés à Pékin à l'Hôtel de l'Amitié. « *Parmi eux se trouve un groupe d'une vingtaine de nos compatriotes, qui constitue un bon échantillonnage des attitudes du Français devant les faits politiques : les plus ardents partisans du maoïsme s'y rencontrent avec des contempteurs violents du régime chinois actuel, le plus grand nombre se partageant entre l'apolitisme et une curiosité sympathique.* »² Mais après 1967 et de façon croissante jusqu'à 1971, les experts Français ne furent plus autorisés à résider en Chine. Ainsi, les savants français en Chine, qui étaient au nombre de 10 puis 11 en 1965 et 1966, ne comptaient plus qu'un médecin en 1967.

¹ Michel Jan, entretien avec l'auteur, avril 2011

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 416, 17 février 1967, 18/AS

Les sympathisants maoïstes furent quasiment les seuls Français à pouvoir résider en Chine à cette époque. On peut évoquer par exemple le cas des époux Marquisiot, qui habitaient à l'Institut des Relations Diplomatiques et étaient reçus, contrairement aux diplomates, chez leurs collègues chinois. Logés à relativement meilleure enseigne que les diplomates, légèrement privilégiés sur le plan de l'information et de la liberté de circulation, ils étaient pourtant étroitement surveillés et n'étaient pas autorisés, malgré toute leur bonne volonté, à se mêler au mouvement de la révolution culturelle. D'où la frustration de certains, qui tentèrent, en application des principes de la révolution culturelle, de baisser leurs propres salaires et de faire leur autocritique, mais se heurtèrent à une refus poli et légèrement ironique de la part des autorités chinoises.

Le cas de Maurice Ciantar est très intéressant : malgré son hostilité affichée au régime (ou peut-être grâce à cette hostilité ? Car il explique dans son ouvrage, *Mille Jours à Pékin*¹, que les Chinois n'auraient pas forcément apprécié la présence d'un Français maoïste et lui étaient plutôt reconnaissants de ne pas l'être), il put vivre en Chine, habitant dans l'hôtel de l'amitié et travaillant comme correcteur à l'organe de presse officiel *Pékin Informations* du 25 juillet 1965 au 16 juin 1968, date à laquelle il fut néanmoins expulsé du pays après avoir subi des vexations très dures de la part de la police chinoise.

2) Les journalistes

Les journalistes résidant à Pékin étaient également peu nombreux. L'Agence Française de Presse eut en permanence un correspondant : Jacques Vincent jusqu'en 1967 (qui fut expulsé de Chine pour avoir fait une trop grande utilisation des *dazibao*, Edouard Dillon qui le remplaça, puis Jean Leclerc du Sablon à partir de 1970 (qui écrivit ensuite pour le *Matin*, *L'Express* et le *Figaro*).

Le journal *Le Monde* n'avait pas de correspondant particulier à Pékin jusqu'en juillet 1967. Cette lacune fut comblée avec l'envoi des journalistes Robert Guillain et Alain Bouc, qui comptèrent parmi les principaux informateurs de la presse française sur la situation en Chine. Né en 1908, entré en 1947 au *Monde*, Robert Guillain était docteur en droit et diplômé de sciences politiques. Correspondant à Tokyo pendant plusieurs années, il était l'un des spécialistes des problèmes d'Extrême-Orient. Ses articles, très mesurés jusqu'en 1966, devinrent enthousiastes dès le début de la révolution culturelle. Alain Bouc, présent en Chine depuis l'été 1967, fut beaucoup plus dithyrambique que son collègue et devint, avec la révolution culturelle, un fervent thuriféraire du régime maoïste².

¹ Maurice Ciantar, *Mille Jours à Pékin*, Paris : Gallimard, 1969, p. 150

² Voir Emilie Roche, *La Révolution culturelle chinoise à travers le journal Le Monde, 1965-1969*, Mémoire de master sous la direction d'Isabelle Garcin-Marrou, Institut d'Etudes Politiques de Lyon, 2000.

3) Etudiants et professeurs

La reconnaissance de la Chine populaire par la France permit l'établissement en 1964 du premier programme officiel d'échanges culturels entre la France et la Chine. En conséquence, soixante-treize professeurs français recrutés par le ministère de l'éducation nationale et trente et uns recrutés directement par les autorités chinoises enseignèrent à Pékin, Shanghai, Nankin, Canton et Xi'an, de l'hiver 1964 à l'été 1966. Plusieurs étudiants bénéficièrent également de bourses du gouvernement français et du gouvernement chinois qui accueillit trente étudiants français à ses frais.

Selon Jacques et Thérèse Marsouin¹ : « *la plupart des jeunes Français qui partaient venaient de l'école des langues orientales, certains avaient des titres universitaires importants, d'autres avaient tout juste le baccalauréat. Sur le plan politique, presque tout l'éventail des opinions était représenté. Les partisans fanatiques de la Chine populaire ne l'emportaient pas en nombre ; en général on désirait partir pour parfaire ses connaissances en langue chinoise ou par curiosité et goût des voyages, rarement par vocation militante. Dans l'ensemble, les difficultés administratives qu'il fallait affronter ne décourageaient personne. Il semblait bien pour chacun que l'essentiel était de partir, et il n'était personne qui n'y songeait sans enthousiasme.* »²

Les étudiants se partageaient en deux contingents : ceux qui, ne connaissant pas assez bien la langue, étudiaient de façon intensive à l'Institut des Langues de Pékin, et ceux qui pouvaient suivre les cours d'université, d'un intérêt intellectuel limité mais présentant l'immense avantage de les mettre en contact avec les jeunes Chinois. Les conditions de vie et de travail étaient généralement excellentes : « *Les dix boursiers qui s'installèrent à Beida à l'issue de leur congé découvrirent (...) à l'Université un style de vie, un contexte humain, des méthodes d'enseignement très différentes de ceux qu'ils avaient connus à l'Institut.* » « *Outre le charme du cadre extérieur, les boursiers français ont été conquis par l'accueil que leur firent les services administratifs et leurs professeurs empressés à les installer au mieux, par l'atmosphère à la fois saine et studieuse qui émanait des pavillons, par les horaires de leurs cours – une quinzaine d'heures par semaine- et surtout par l'attitude de leurs camarades chinois qui cherchaient le contact, engageaient de longues conversations, faisaient preuve d'une curiosité sympathique à leur égard.* »³

La révolution culturelle vint cependant bouleverser ces conditions idéales. Dès le printemps 1966, la révolution dans les universités créa un climat de tension et de méfiance noté par les professeurs et étudiants. Une note de l'ambassade évoque cette dégradation de

¹ Qui ont enseigné en Chine. Voir leur livre : *Nous avons enseigné en Chine populaire*, Paris : La table ronde, 1966, 220 p.

² Cité dans Bernard Krouck, *De Gaulle et la Chine : la politique française à l'égard de la République populaire de Chine, 1958-1969*, thèse de doctorat sous la direction de Maurice Vaisse, histoire, Paris, Institut d'Etudes politiques, [s.n.], 2005

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 464, 7 mai 1965, n°226 ACT

l'ambiance en université : « nos professeurs se heurtent à un mur de silence dès qu'ils posent les questions les plus banales, telles que les raisons de l'absence d'un élève, le thème d'une manifestation organisée dans l'école. Les liens personnels qui, dans certains instituts, s'étaient noués entre professeurs français et chinois disparaissent, les visites, les séances de spectacle en commun ne se renouvellent pas. »¹ Surtout, les professeurs français se heurtèrent à la politisation croissante des programmes de cours voulue par les autorités chinoises : ils furent désormais obligés de présenter en classe des textes dénonçant les pays capitalistes dont la France faisait partie². Ce problème, préoccupant gravement l'ambassade de France, mais réglé au printemps par une intervention du conseiller culturel de l'ambassade, n'était qu'un prélude à la rupture des partenariats culturels et au renvoi des étudiants et professeurs français. Dès l'été 1966, le gouvernement chinois décida en effet de ne plus renouveler les contrats de travail et les bourses d'étude, sous prétexte que « les préoccupations politiques sont une priorité absolue »³. En septembre 1966, tous les étudiants et professeurs avaient quitté la Chine, et les Français sur place furent désormais réduits au personnel de l'ambassade et à quelques voyageurs ponctuels.

C - Le voyage en Chine

1) L'obtention du visa

Il est très difficile de comptabiliser les personnes qui ont effectué un voyage en Chine pendant la révolution culturelle ; néanmoins, il est possible de se faire une idée relativement fiable de leur nombre et de leur positionnement politique et idéologique grâce aux récits de voyage qui étaient souvent envoyés à l'ambassade et par les ouvrages publiés à leur retour en France.

A l'évidence, les voyageurs en Chine étaient très peu nombreux durant cette période. Si les années 1965 et 1966 furent marquées par une ouverture toute relative du pays aux voyageurs étrangers, la révolution culturelle y provoqua, au contraire, une certaine fermeture. Le 4 juillet 1966, le président de l'union syndicale des agences de voyage fit savoir au département Chine du ministère des affaires étrangères que « les agences françaises intéressées au tourisme avec la Chine (venaient) de recevoir des messages de Pékin annulant tous voyages à compter du 10 juillet », alors que « environ 120 personnes devaient partir en avion dans trois jours et environ 700 personnes dans le courant de l'été »⁴.

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 466, 14 juin 1966 n° 811/ACT

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 466, 15 février 1966 n°461 63

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 466, 21 juin 1966 n° 1728

⁴ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 467, 4 juillet 1966

Les sinologues et spécialistes de la Chine contemporaine, notamment, ne purent effectuer, au mieux (quant ils ne se virent pas refuser totalement l'entrée dans le pays) que de courts voyages de quelques semaines, insuffisants pour appréhender la réalité du pays.

Comment expliquer la rareté des visas de voyage accordés aux Français ? Marianne Bastid, dans *Regards Froids sur la Chine*, y voyait deux raisons : les contraintes matérielles (peu d'hôtels et de traducteurs) et les contraintes de la bureaucratie chinoise, qui faisaient que les Chinois chargés d'accorder les visas ne prenaient pas d'initiatives qui pouvaient avoir des conséquences néfastes sur leur carrière ou même leur vie¹. Dans ce même ouvrage, Claude Cadart s'opposait néanmoins à Marianne Bastid et assurait qu'il « *est évident que le filtrage des « admis à se rendre en Chine » est un filtrage politique* »². Le pouvoir chinois n'invitait que les personnes dont le témoignage pouvait lui être utile et effectuait sur eux un chantage plus ou moins implicite. Ces raisons sont sans doute les plus importantes. On peut y ajouter également la montée de la xénophobie et le durcissement idéologique de la Chine envers les pays « capitalistes » ou « révisionnistes ».

2) La mode du voyage en Chine

Malgré ces restrictions, la mode du voyage en République populaire se développa beaucoup à partir de 1969, sous l'influence certaine du mai 68 français, et culmina au milieu des années 1970, au moment où la Chine commençait à s'ouvrir à nouveau. Paradoxalement, les Français admirèrent la Chine au moment où la révolution étudiante était réprimée et où les témoignages sur les atrocités de la révolution culturelle commençaient à affluer.

Une vague de pèlerinages idéologiques en Chine fut initiée par le voyage de Maria-Antonietta Macciocchi en 1970, suivi d'un livre, *De la Chine*³, décisif pour l'élaboration d'un mythe chinois au sein de l'intelligentsia de gauche. Amie officielle de la Chine Populaire, forte de plusieurs voyages et de nombreux contacts, Maria-Antonietta Macciocchi se fit la médiatrice privilégiée et quasi incontournable pour qui voulait aller en Chine. Ce fut dans *Tel Quel*, une revue littéraire d'avant-garde, que naquirent les plus fervents partisans de la Chine maoïste, intéressés en grande partie par la culture chinoise et notamment par son écriture, mais aussi par la révolte chinoise contre le système capitaliste et bourgeois que l'on récusait en France. En 1974, quelques membres de la rédaction de *Tel Quel* se rendirent en Chine : Julia Kristeva, Marcelin Pleynet, Philippe Sollers, accompagnés de Roland Barthes et de François Wahl.

Ensuite, les années 1970 furent marquées par une sinophilie touchant des couches plus larges de la population française et se répandant d'un bout à l'autre du spectre politique. Jean-Luc Domenach a ainsi insisté sur les deux types de voyages « idéologiques » qui correspondent respectivement à la fin des années 1960 et au début des années 1970 : « *le maoïsme a disparu comme force politique. La normalisation intérieure et la nouvelle*

¹ AUBERT, Claude, BIANCO, Lucien, DOMENACH Jean-Luc, RICHER Philippe, *Regards froids sur la Chine*, Seuil, 1976 p. 24-25

² AUBERT, Claude, BIANCO, Lucien, DOMENACH Jean-Luc, RICHER Philippe, *Regards froids sur la Chine*, Seuil, 1976 p. 26

³ Maria-Antonietta Macciocchi, *De la Chine*, Paris : Editions du Seuil, 1971, 541 p.

diplomatie d'Etat de Pékin ont achevé en même temps d'en détruire la cohérence et d'en diminuer l'attrait. Alors est venu le temps des voyageurs. On est passé de l'adhésion dogmatique aux sympathies utopiques. (...) En même temps, l'éventail des opinions s'ouvre. Chaque organisation de gauche, jusqu'au conservatisme intelligent, envoie des éclaireurs, et ils reviennent chacun avec des illusions : le modèle chinois devient la Chine de leurs modèles. Il n'est plus indispensable d'être marxiste-léniniste pour être sinophile : tout voyageur est un utopiste en puissance. »¹

La mode du voyage en Chine se répandit alors très largement. Pour ne citer qu'une liste non exhaustive de voyageurs en Chine Populaire, Roland Barthes, Maria-Antonietta Macciocchi, Alberto Jacoviello, Alberto Moravia, Philippe Sollers, Julia Kristeva, Charles Bettelheim, Roger Massip, Alfred Marx, Claudie et Jacques Broyelle, Colette Modiano, René Duchet, Michelle Loi, K. S. Karol, Gaston Martineau, Lucie Faure, Alain Peyrefitte, Jean-Noël Jeanneney eurent l'occasion de faire un ou plusieurs voyages en Chine durant ces années.

3) Les missions scientifiques, techniques et commerciales

Un autre type de voyageurs peut être distingué : ceux qui se rendirent en Chine pour y effectuer des missions scientifiques, techniques ou commerciales.

Durant l'année 1965, huit missions commerciales ou techniques effectuèrent un voyage en Chine. Ce nombre diminua en 1966 avec six missions, destinées principalement à l'information ou à la diffusion de procédés techniques. En 1967, révolution culturelle oblige, seules deux missions obtinrent le visa : une mission sidérurgique présidée par M. Goussault, à des fins de négociation, et une mission vétérinaire présidée par MM. Eychenne et Dufrene afin d'inspecter la situation en Chine. En 1968, deux missions furent à nouveau envoyées en Chine, toutes deux concernant l'Exposition Française prévue à Pékin en 1969 (et qui eut lieu finalement en 1974) : il s'agit de la mission des industriels de la machine-outil, dirigée par M. Bourgenot, et de la mission d'organisation de l'exposition française de 1969, par M. Aubert.² Puis, d'après Michel Jan, « *dès la fin de 1971, le nombre des délégations officielles venant en Chine augmenta sensiblement* »³. Généralement composées d'un groupe de cinq Français, dont parfois un ou deux membre de l'ambassade, ces missions, très rares, ne se limitaient pas à la capitale et profitaient du séjour pour parcourir quelques villes de province. Le voyage, bien entendu, était limité et contrôlé comme tout voyage en Chine populaire. Il n'en restait pas moins une source d'information importante pour les observateurs de la Chine Populaire et notamment pour l'ambassade. Des récits de voyage circonstanciés, de plusieurs dizaines de pages et accompagnés d'annexes chiffrées tant que possible, étaient envoyées à l'ambassade pour information.

¹ Jean-Luc Domenach, « Chine 74 : des modèles aux problèmes », *Esprit*, n°436, juin 1974, p. 985-986

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 646, 192/AS

³ Michel Jan, entretien avec l'auteur, avril 2011

Le déclenchement en 1966 de la révolution culturelle eut donc pour effet la fermeture de la Chine aux Français, dont un nombre très réduit put entrer sur le territoire chinois. Les tensions étaient telles que plusieurs Français furent expulsés du pays, en 1966 pour les professeurs et étudiants, en 1967 pour le journaliste Jean Vincent et le diplomate Robert Richard, en 1968 pour Maurice Ciantar. En 1971 se fit un certain assouplissement, qui ne se développa vraiment qu'après la mort de Mao Zedong.

Les horizons et les fonctions variées des Français en Chine se réduisirent également considérablement au cours de la révolution culturelle. Les diplomates et quelques journalistes furent quasiment les seuls Français autorisés à résider en Chine. Quelques voyageurs y pénétrèrent également à l'occasion de voyages de deux ou trois semaines, mais ne purent avoir de la Chine qu'un aperçu beaucoup plus sommaire. Les sinologues et spécialistes de la Chine contemporaine, notamment, ne furent autorisés qu'à effectuer au mieux de courts voyages en Chine, insuffisants pour appréhender la réalité politique et sociale du pays.

Cette première partie montre en outre les différences en termes de formation entre les Français en Chine. Peu parlaient chinois et avaient une connaissance approfondie de la Chine contemporaine. Ce point est important car il influa, nous le verrons, sur leur perception de la Chine.

II - L'accessibilité du territoire chinois

Où pouvait-on aller en Chine Populaire ? A quel point le territoire chinois était-il fermé aux étrangers ? Dans les endroits que l'on pouvait visiter, que pouvait-on voir ? Les visites étaient-elles vraiment stéréotypées ?

A - Quelques îlots accessibles dans une Chine fermée

Les circulations dans la Chine maoïste étaient étroitement contrôlées. Les Chinois ruraux n'étaient pas libres de quitter leur village, tandis que les citadins pouvaient être envoyés dans une campagne reculée sur décision de l'Etat. En ce qui concerne les étrangers, les contraintes étaient encore bien plus lourdes : l'immense majorité du territoire chinois leur était inaccessible.

1) Trois statuts

Trois statuts pouvaient être distingués en ce qui concerne les villes chinoises. La ville de Pékin était ouverte en permanence, ainsi que quelques prolongements vers la grande muraille (à partir de 1971), les tombeaux Ming et le Palais d'été. Certaines villes étaient ouvertes en principe en faisant une notification au ministère des affaires étrangères, le Wai Jiao Bu, quarante-huit heures à l'avance (mais dans les faits ce délai augmentait souvent jusqu'à atteindre deux semaines), mais sous réserve d'acceptation : il s'agissait, en 1966, des villes de Tianjin, Shanghai, Nankin, Hangzhou, Wuhan et Canton.

Selon Claude Martin : « *ce n'était vraiment pas facile. Même pour aller voir la Grande Muraille, il fallait demander une autorisation huit jours à l'avance. Pareil si on voulait aller à Shanghai ou à Canton. Le reste de la Chine était presque entièrement interdit d'accès.* »¹ D'après le général Guillermaz, « *des contrôles attendent l'étranger dans chaque gare et à chaque aéroport d'arrivée. Le seul axe automobile aisément autorisé est Pékin /Tien Tsin/Hsin Kang (port) soit une distance de 150 km sans sortir de la chaussée* »². Enfin, les autorités chinoises consentaient parfois à des demandes de voyage dans des villes en principe fermées, à l'occasion par exemple du voyage annuel des diplomates étrangers à Pékin, où de missions commerciales, scientifiques ou techniques. Il fallait alors demander un visa et passer par des procédures administratives longues et rarement couronnées de succès.

Les villes concernées par ces autorisations ponctuelles étaient elles-mêmes peu nombreuses : Luoyang, Xi'an, Nanchang, Chongqing, Taiyuan, Chengdu, Guiyang, Liuzhou, Guilin, Changchun, Dalina, Shenyang, Anshan, Yanan, Jinan, Qufu, Qingdao, Taishan, Taiyuan et Yenan. Pour la plupart de ces villes, on trouve une seule occurrence de voyage durant toute la révolution culturelle. Seules Xi'an, Dalian, Shenyang, et Taiyuan furent l'objet de plusieurs voyages au cours de cette période. On peut également remarquer que tout le territoire à l'ouest de Guiyang était totalement inaccessible, et qu'en 1966, des Français purent pénétrer dans huit seulement des vingt-deux provinces de Chine (Hubei, Shanxi, Shaanxi, Liaonong, Zhejiang, Shandong, Hunan, Guangdong) et aucune des cinq régions autonomes. En 1965, des voyageurs français avaient eu accès aux provinces du Guizhou, Guangxi, Jiangxi et Jilin. Les voyages à Kuming (au Yunnan) et à Chongqing furent toujours refusés.

La campagne chinoise, presque entièrement inaccessible, ne pouvait être observée que depuis le train, ce qui rendait le temps du trajet très précieux : « *nous prenions le train entre Pékin et Canton. Nous regardions le paysage, nous voyions plein de choses. Il y avait le franchissement du fleuve à Nankin, qui était très impressionnant parce que le pont n'avait pas encore été construit : il a été construit pendant la Révolution Culturelle, et le train devait passer sur un ferry pour traverser. Sinon, on pouvait aussi passer par Wuhan pour y aller, et nous regardions par la fenêtre parce que le paysage était très marquant : c'est une grande ville industrielle.* »³ D'après Michel Jan également, c'est « *en provoquant un voyage en train, pour se rendre vers l'extérieur du pays notamment, (qu')on pouvait traverser des régions par ailleurs inaccessibles. C'est ainsi que je pus aller de Pékin à Irkoutsk (via la Manchourie) en un voyage de trois jours, ou jusqu'à Nakhodka, via Irkoutsk et Khabarovsk, ou à Oulan-Bator (en un peu moins de deux jours) et à Hong-Kong (avec passage obligé à l'époque par Canton)* »⁴.

¹ Claude Martin, entretien avec l'auteur, mars 2011

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, sous-série Chine, 1944-1972, dossier 839, 14 août 1966, 169/CHN/S

³ Claude Martin, entretien avec l'auteur, mars 2011

⁴ Michel Jan, entretien avec l'auteur, avril 2011

2) Des voyageurs plus ou moins favorisés

Moins privilégiés que les Albanais et les Roumains, les Français pouvaient néanmoins circuler plus que les Russes, et à plus forte raison que les Anglais qui avaient à peine la possibilité de se rendre à Tianjin et à Canton. « *Ces règles draconiennes sont toutefois assouplies considérablement en faveur de certains invités ou représentants de pays amis de la Chine (Albanie, Nord-Vietnam, Nord-Corée, Pakistan et certains pays africains)* »¹. Outre la nationalité des voyageurs, leur orientation politique personnelle jouait un grand rôle dans l'obtention des visas intérieurs : les communistes avaient ainsi un peu plus le loisir de voyager, même si leurs voyages semblent avoir été tout aussi contrôlés que les autres. Il reste que, malgré ces discriminations politiques, les étrangers en Chine étaient tous logés à une enseigne à peu près similaire en se voyant refuser l'accès à la quasi-totalité du territoire chinois.

Parmi les voyageurs français, tous n'étaient pas non plus soumis aux mêmes restrictions. De l'ouverture de l'ambassade française à Pékin au 22 février 1966, on recense 257 voyages effectués par des membres de l'ambassade et leurs familles. Parmi ces voyages, 96 furent effectués à Tianjin, 73 à Canton et Hong-Kong (pour assurer le service de la valise diplomatique qui rejoignait la France depuis Hong-Kong), 34 à Beidaihe, la « plage de Pékin », située à 300 kilomètres de la capitale. 12 étaient des « voyages diplomatiques » organisés par le Wai Jiao Bu, 25 furent des déplacements dans des villes normalement ouvertes (dont 7 en compagnie de personnalités), et 17 dans des villes en principe « fermées » (dont 7 en compagnie de personnalités). La personne qui put voyager le plus fut Claude Chayet (20 voyages), tandis que les militaires (le général Guillermaz et le Commandant Sarrazin) eurent peu l'occasion de voyager (respectivement 7 et 4). L'attaché militaire et l'attaché militaire adjoint furent les membres de l'ambassade à qui furent refusés le plus de voyages, dans des villes qui avaient été ouvertes à d'autres membres de l'ambassade, comme Xi'an, Yenan, Taiyuan, et même Shanghai. Aucun d'entre eux ne put visiter des villes « fermées ». Le deuxième conseiller se vit également refuser un visa pour Xi'an, Yenan, Luoyang, et d'autres villes « fermées ».

3) L'arbitraire des visas

Le système des « villes ouvertes » était fluctuant et paraissait très arbitraire. Les villes accessibles étaient souvent les mêmes, mais des surprises, dans un sens ou dans l'autre, attendaient les voyageurs lors de leurs demandes de visas. Le refus des autorités chinoises d'ouvrir certaines villes aux étrangers leur paraissait souvent dénué de fondement : par exemple, la situation de Taiyuan, dont l'accès fut souvent refusé aux diplomates, était d'autant plus incompréhensible que la ville semblait être prospère et moderne². La plupart des rapports le mentionnent : la délivrance des visas est arbitraire et souvent irrationnelle. Il faut sans doute attribuer ce fait à une bureaucratie pesante, dont les membres, soumis à une menace

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 843, 30 avril 1970, dépêche de l'attaché militaire, n°188/CHN/DR du 29 avril 1970

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 629, 29 juillet 1966 n° 1019/AS

omniprésente, étaient rendus craintifs et n'osaient pas prendre des décisions susceptibles de leur coûter la vie.

Lucien Paye, ayant effectué un voyage dans le Shaanxi en janvier 1966, expliqua ainsi que la région était encore largement fermée aux étrangers, et que, seul de l'ambassade, il avait pu y visiter Xi'an et Yenan en compagnie d'André Malraux. Pourtant, un lecteur français était en poste à Xi'an, et le conseiller culturel n'avait jamais obtenu l'autorisation d'aller lui rendre visite. MM. Richard, conseiller commercial et Pagnez, deuxième conseiller, avaient également sollicité le visa pour Xi'an, qui leur avait été refusé.¹ Claude Martin confirme la difficile accessibilité de Xi'an, qui était déjà ouverte de façon rarissime avant la révolution culturelle : « *avant la révolution culturelle, je suis allé à Nankin, parce que nous avions des étudiants français à l'université de Nankin et c'était un prétexte pour aller les inspecter. Je suis allé aussi à Xi'an, il y avait un lecteur d'université français, et nous avons ainsi pu négocier notre voyage là-bas. Je suis presque le seul Français à être allé à Xi'an* »². Le cas de Xi'an, très particulier, suscita par la suite de nombreuses interprétations de la part des étrangers : ainsi, « *parmi les villes chinoises accessibles aux étrangers, Sian représente un cas particulier dans la mesure où, officiellement, elle demeure une ville fermée, dont la visite a été refusée à plusieurs personnes, notamment à l'épouse du premier conseiller de ce poste. Et pourtant Sian est ouverte à certaines périodes de l'année sans que rien ne vienne expliquer les variations de cette politique. On pourrait chercher les raisons d'une telle situation dans l'existence d'une nouvelle aciérie importante, qui serait située dans les faubourgs de la ville, mais sur laquelle on entretient un silence à peu près total.* »³

M. Angremy, deuxième secrétaire, eut également la surprise de voir en avril 1966 un projet de voyage très ambitieux accepté pour le Shandong, Shanxi, Shaanxi et Hunan, alors qu'une demande plus modeste pour Guiyang, Liuzhou et Guilin, présentée en février, lui avait été entièrement refusée : « *Cette unique restriction est d'ailleurs d'autant plus étonnante que le corps diplomatique tout entier devait se rendre à peu près à la même période au Tai Shan et que, d'autre part, l'autorisation de visiter la ville de Taiyuan m'a été accordée, alors que Taiyuan était jusqu'à présent une ville jalousement "fermée". De tels paradoxes témoignent du caractère arbitraire de la politique suivie par le Wai Qiao pu en ce qui concerne les déplacements à l'intérieur du pays.* »⁴

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 467, 7 janvier 1966 n°4/AS

² Claude Martin, entretien avec l'auteur en mars 2011

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 629, voyage de M. Angremy, deuxième secrétaire à l'ambassade, dans le Shandong, le Shanxi, Hunan et Shaanxi du 26 mai au 11 juin 1966.

⁴ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 629, Voyage de M. Angremy, deuxième secrétaire à l'ambassade, dans le Shandong, le Shensi, Honan, et Shansi, du 26 mai au 11 juin 1966.

B - A l'échelle de la ville : les espaces interdits

Si la mobilité à l'échelle du pays était très réduite, les voyageurs ayant obtenu la permission de se rendre dans une ville étaient en plus soumis en outre à des contrôles très contraignants et ne pouvaient en aucun cas circuler où ils l'entendaient.

1) Les contraintes à la circulation

Les voyages à l'intérieur de la Chine étaient placés sous le contrôle étroit de l'agence de voyage chinoise, la Lu Xing She¹. Une dépêche de l'attaché militaire d'avril 1970 indiquait ainsi que « *l'agence de voyage Lu Xing She joue (...) un rôle particulier. Les services de l'agence sont, en effet, obligatoires pour tous nos déplacements. Lu Xing She nous impose donc, sans discussion en général, le mode de déplacement et d'hébergement. On ne peut guère échapper à l'escorte d'un guide officiel de l'agence, à l'arrivée de chaque étape.* » « *Dans une ville ouverte, ajoutait-il, le représentant étranger ne peut visiter librement que les rues et quelques « magasins diplomatiques ». Toute autre visite nécessite une autorisation locale, souvent longue à négocier, même si les autorités centrales ont donné un accord de principe.* »² Sous prétexte d'un manque de temps ou d'un manque d'équipement, les guides/interprètes leur interdisaient l'accès à des parties entières des villes, ainsi qu'à des usines ou structures non prévues au programme. A Xi'an, par exemple, les visiteurs étrangers étaient autorisés à circuler seulement dans un périmètre de 10 kilomètres de diamètre à partir de la tour de la Cloche qui marque le centre de la ville s'ils n'étaient pas accompagnés par un guide. Les contraventions à cette règle étaient passibles de renvoi de Chine³.

Ces contraintes étaient perçues différemment suivant les voyageurs. Beaucoup ne les ressentaient pas : en général il s'agissait de personnes qui, ne parlant pas chinois et connaissant mal la ville, éprouvaient un réel besoin d'être accompagnés par un interprète et de se faire guider par lui. Dans le rapport d'un voyage au Shaanxi, un diplomate écrivit par exemple : « *Aucun accompagnateur ne nous fut même imposé et nous avons été où nous avons voulu.* »⁴ Dans *Le Riz et le Rouge*, récit de son voyage dans des pays asiatiques, dont faisait partie la Chine, en 1969, Jean-Noël Jeanneney nota également : « *Certes, plusieurs régions m'ont été refusées, à l'intérieur même du mince losange touristique, Sian en particulier, et aussi Yenan où je voulais aller voir le haut lieu communiste des années trente-cinq – quarante. Mais au milieu des grandes agitations actuelles, on m'a permis de longs trajets en train, et dans les quatre villes où j'ai vécu, les services du luxingshe ne m'ont jamais été pesants, ne m'ont jamais empêché, quand je l'ai voulu, les promenades indépendantes.* »⁵ En revanche, Simon Leys, familier du pays, éprouva une immense frustration lors de ses

¹ Le mot signifiant « agence de voyage »

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 843, 30 avril 1970, dépêche de l'attaché militaire, n°188/CHN/DR du 29 avril 1970

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 629, 29 juillet 1966 n° 1019/AS

⁴ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 629, 7 janvier 1966 n°4/AS

⁵ Jean-Noël Jeanneney, *Le riz et le rouge*, Paris, Editions du Seuil, 1969, p. 140

voyages dans des provinces chinoises. Ironique, il décrit ainsi le voyage-type d'un étranger en Chine : « *nanti des mêmes guides et interprètes [que les autres voyageurs], il effectuerait le même circuit, logeant dans les mêmes hôtels, visitant les mêmes institutions, rencontrant les mêmes personnes dont il recueillerait les mêmes déclarations, se voyant offrir les mêmes banquets au cours desquels seraient prononcés les mêmes discours, se conformant partout à un rituel invariable et irréel qui ne tient ni de la Chine ne de l'Occident, mais d'un univers abstrait conçu spécialement par les bureaucrates maoïstes à l'usage des hôtes étrangers. Dans ces voyages toujours impeccablement organisés, tout ce qui pourrait relever de l'imprévu, de l'accidentel, de l'improvisé ou du spontané, est rigoureusement exclu.* »¹

2) Un vision faussée du pays

La plupart des voyageurs n'étaient d'ailleurs pas dupes et dénonçaient la mauvaise foi de leurs hôtes qui leur faisaient souvent des visites à la « *village Potemkine* ». M. Angrémy, deuxième secrétaire à l'ambassade, nota ainsi au cours d'un voyage en mai et juin 1966, que « *la facilité avec laquelle les autorités chinoises ont "ouvert" le Xian de Chufu et les multiples possibilités de visites qui y sont offertes signifient peut-être que Chufu est une sorte de "village modèle"* ». »²

Jean-Jacques Trillat, membre de l'académie des Sciences et professeur à la Sorbonne fit des observations similaires lors d'un voyage en avril et mai 1966 : « *En relisant les rapports de missions scientifiques français ou étrangers, j'ai été frappé par le fait que pratiquement, c'était toujours les mêmes universités, les mêmes instituts de recherche qui étaient visités, et ceci suivant un programme à peu près identique : Pékin – Shanghai – Shenyang – An Chan pour des physiciens. On peut donc penser que les organisateurs chinois ne laissent voir que leurs réalisations les plus avancées ou les mieux réussies – et c'est là un sentiments parfaitement compréhensible. Ainsi, à Hangchou, où existent deux universités, on m'a dit que celles-ci ne valaient pas la peine d'être visitées et qu'il était préférable de se reposer...* »³

3) Des visites stéréotypées

Les visites étaient elles-mêmes également très stéréotypées. La visite la plus fréquente était celle d'usines ou de communes populaires modèles, à proximité ou à l'intérieur de grandes villes. Les représentants de missions scientifiques furent parfois invités à visiter des structures universitaires ou hospitalières, selon leur domaine de compétence, mais ce genre de visite cessa dès 1967.

Toutes ces visites respectaient un rituel quasi-immuable, dont les trois phases furent décrites dans le compte-rendu, en mars 1968, de la visite d'une usine de bonneterie à Pékin⁴ : « *Selon l'habitude devenue presque rituelle, de telles visites se décomposent en trois phases :*

¹ Simon Leys, *Essais sur la Chine*, Paris, Laffont, 1998, « Ombres chinoises », p. 235-236

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 629, 29 juillet 1966 n° 1019/AS

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 469, 15 octobre 1966, n°2200 ACT bordereau d'envoi

⁴ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 652, 25 mars 1968, télégramme n°204/AS de Lucien Paye

lecture de versets de Mao et réunion d'introduction, puis inspection des ateliers, et enfin séance de discussion ». Le visiteur averti devait avoir une parfaite maîtrise des codes et des signes utilisés par ses interlocuteurs pour tirer des conclusions de sa visite.

C - La révolution culturelle : une fermeture de la Chine ?

Marquée sur le plan diplomatique par des tensions, voire des provocations, à l'égard même de certains pays amis comme la France, la révolution culturelle ne fut pas exempte de xénophobie et de haine de l'étranger. Elle se traduisit donc par une fermeture quasi-totale à l'extérieur et une diminution des mobilités à l'intérieur du pays.

1) L'année 1966

Dès juin 1966, la révolution culturelle eut pour conséquence d'interdire les voyages des étrangers en Chine Populaire et de restreindre les déplacements des diplomates. Les voyages prévus pour l'été 1966 et après furent annulés par le Wai Jiao Bu. A l'intérieur même de Pékin, les portes des universités se fermèrent et certaines rues devenaient difficiles d'accès à cause de la xénophobie ambiante.

Pourtant, la première année de la révolution culturelle fut aussi marquée par une certaine anarchie favorable au laxisme et à l'absence de contrôle, pouvant être exploitée par certains voyageurs pour parcourir le pays sans passer par les moyens officiels. Les gardes rouges avaient en outre obtenu à l'automne 1966 de se déplacer dans tout le pays gratuitement et sans contrainte : cette situation put parfois profiter aux étrangers qui se mêlaient aux Chinois et tentaient de passer outre les interdictions. C'est ce qu'explique Claude Martin, qui était de ces voyageurs téméraires : *« paradoxalement, grâce à la Révolution culturelle, les choses se sont détendues. Les gardes rouges avaient demandé et obtenu la possibilité de voyager librement pour « échanger des expériences de lutte », ils prenaient les trains gratuitement et allaient où bon leur semblait. J'ai profité de cette situation de laxisme. J'ai arpenté le pays chaque été (1969, 1970, 1971) en tenue locale, parlant pendant des heures dans les trains avec toutes sortes de gens. (...) En Aout, je partais passer un mois en Chine à mes frais, je sillonnais la Chine en train, dans la classe la plus économique (sièges durs), en tenue « bleu de chauffe », souvent avec des enfants sur les genoux, essayant d'aller dans toutes les provinces, y compris dans les endroits où il était vraiment difficile pour un étranger de se rendre »¹.*

Cette liberté concernait cependant très peu de personnes. Il fallait très bien connaître le pays et la langue chinoise, et ne pas être tenu par un poste diplomatique, qui impliquait de devoir se restreindre aux autorisations de voyage officielles.

2) La fermeture des années 1967-1968

Le nombre de villes ouvertes se réduisit considérablement au cours de ces deux années. Si l'on tente de recenser le nombre d'endroits ouverts aux étrangers dans les récits de voyages

¹ Claude Martin, entretien avec l'auteur en mars 2011

rapportés à l'ambassade, on observe très clairement ce resserrement de l'espace disponible au voyage.¹ Selon les rapports de voyage recensés dans les archives, les lieux dans lesquels des Français sont allés au cours de l'année 1966 étaient au nombre de dix-sept : Xi'an et Yan'an dans le Shaanxi ; Luoyang au Hunan, Jinan, Qufu, Qingdao, Tai Shan dans le Shandong , Taiyuan au Shanxi, Shenyang, Anshan et Dalian au Liaoning, Hangzhou au Zhejiang, Wuhan au Hubei, Canton, Shanghai, Tianjin et Pékin. Les régions du Guizhou et du Guangxi, qui avaient été ouvertes à des journalistes en 1965, n'étaient visiblement plus accessibles en 1966².

En 1967, le nombre de villes faisant l'objet de récits de voyage fut divisé par plus de trois et seules les villes de Shanghai, Hangzhou, Tianjin, Wuhan et Canton purent être visitées. Selon un rapport de l'ambassade³, Tianjin fut même fermée pendant quelques mois, entre novembre 1967 et février 1968. En 1968, les étrangers y étaient tellement rares que le moindre visiteur entraînait à sa suite trois cent curieux⁴.

1968 fut marquée par une fermeture beaucoup plus complète encore de la Chine. Les voyages furent pratiquement réduits à néant et les seules villes ouvertes étaient Shanghai, Hangzhou, Canton et Tianjin. Ces deux dernières villes connurent même des épisodes de fermeture : la gare de Canton, pourtant très accessible d'ordinaire, fut fermée aux étrangers à partir de mi-novembre 1967, et au moins jusqu'en février 1967, et les voyages y furent impossibles. Les visites normalement prévues pour les Chinois de Hong-Kong souhaitant passer quelques jours en République Populaire furent également rendues impossibles par le déroulement de la révolution culturelle⁵.

Une telle fermeture s'explique par plusieurs raisons. D'une part, la Chine était incontestablement en proie à une révolution violente, scandée par des batailles rangées et une répression sanglante. Son but était donc, sans aucun doute, de limiter ce que les étrangers en voyaient. Dans la lignée de l'attaque des ambassades étrangères et du retrait des ambassadeurs chinois en poste à l'étranger, cette cause évidente s'accompagna d'un réflexe nationaliste et xénophobe, très bien perçu par les étrangers en Chine : un voyageur à Wuhan explique ainsi que *“la foule omniprésente ne voit pas d'un bon oeil qu'un étranger s'arrête trop longtemps devant le texte révélant ses “affaires de famille”. La Chine se ferme, moins peut-être par ordre que par instinct : crise profonde et intime.”*⁶ Enfin, une cause propre à la bureaucratie chinoise peut être énoncée : dans une telle période de paranoïa collective, où le moindre écart

¹ Voir la carte ci-dessous, qui tente de cartographier l'espace chinois accessible

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944- 1972, dossier 629, 29 juillet 1966 n° 1019/AS

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944- 1972, dossier 654, 12 décembre 1968, 721/AS

⁴ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 654, 12 décembre 1968, 721/AS

⁵ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 629, 1er février 1967, n°99/AS

⁶ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 629, 31 mai 1967, 543/AS

de conduite pouvait suffire pour envoyer quelqu'un en camp de concentration, on comprend que les bureaucrates chargés de la distribution des visas en aient accordé le strict minimum.

3) La période troublée de 1969-1970

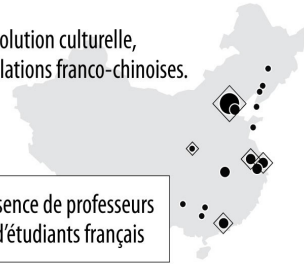
Les années 1969 et 1970 ne virent pas beaucoup d'amélioration. Au contraire, en 1969, la partie du territoire chinois accessible aux étrangers se restreignit encore : l'accès au tombeau des Ming fut désormais interdit, tandis que Nankin, Tianjin et Shanghai furent soumis à une autorisation préalable qui était difficilement accordée. Autrement dit, le régime des villes accessibles en principe en permanence disparut pour laisser place au seul système de visas accordés arbitrairement par les autorités. Des visites à Nankin et à Wuhan furent refusées à la plupart des Français qui le demandaient. Selon une dépêche de l'attaché militaire en avril 1970 : « *la zone de circulation de Pékin a été réduite, à la fin de 1969. Elle se limite aujourd'hui à la ville elle-même, à l'aéroport (25 km) et à une seule promenade extérieure (parc du palais d'été, également à 25 km). L'accès à ces deux derniers sites doit être direct, sans arrêt prolongé sur l'itinéraire sauf en cas de force majeure. Enfin, la circulation des étrangers en ville peut être empêchée à tous moments, à l'initiative de la population* »¹. A l'automne 1969 et à l'hiver 1969-1970, cette fermeture fut totale et aucun Français ne put sortir de Pékin : selon la même dépêche : « *toutes les autorisations (pour aller à Tianjin, Shanghai, Hangzhou et Nankin) ont été systématiquement refusées de l'automne 1969 à février 1970* ».

Il est difficile de s'imaginer un pays aussi fermé aux étrangers que la Chine. La quasi-totalité du territoire chinois était véritablement inaccessible aux Français et la situation alla en s'aggravant au cours de la révolution culturelle. A certains moments tendus de 1967 ou 1969, il était impossible de sortir de la capitale.

Ce ne fut qu'en 1971 qu'une très légère détente se fit, rendant accessible des villes comme Chengshou et Lingxian. La fin de la révolution culturelle confirma cette détente partielle, qui n'aboutit cependant véritablement qu'après 1976, sous le gouvernement de Deng Xiaoping.

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 843, 30 avril 1970, dépêche de l'attaché militaire, n°188/CHN/DR du 29 avril 1970

1965
avant la révolution culturelle,
essor des relations franco-chinoises.



◇ présence de professeurs
ou d'étudiants français

1966
essor des relations franco-chinoises
puis débuts de la révolution
culturelle en juin-juillet.



1967
guerre civile en Chine,
fermeture du territoire.



1968
graves troubles malgré
des tentatives de remise en ordre.



La révolution culturelle, qui prit son essor à l'été 1966, accentua fortement les contraintes qui existaient sur la mobilité des étrangers en Chine. La xénophobie et l'intransigeance révolutionnaire, ainsi que la volonté de cacher aux étrangers une situation intérieure très difficile, expliquent cette fermeture du pays sur lui-même.

Une analyse plus fine permet cependant de distinguer plusieurs moments de fermeture qui alternent avec des périodes de relative ouverture. 1967 et 1968, années de quasi-guerre civile, voient ainsi les villes chinoises se fermer presque totalement aux étrangers. Mais, de façon étonnante, c'est à l'automne 1969 que la fermeture du pays est la plus complète : la raison probable en est le conflit sino-soviétique et la préparation du pays à une guerre éventuelle. En 1971 s'amorce une phase d'ouverture très progressive qui s'accéléra à partir de 1976.

Évolution de l'accessibilité des villes chinoises pendant la révolution culturelle, 1965-1971

Source : compilation de Camille Boullenois
d'après les archives du Ministère des Affaires étrangères,
Série Asie-Océanie, 1944-1972, Sous-série Chine.

- Villes :
- accessibles sans visa
 - en principe accessibles avec une notification obligatoire de 48 heures avant le départ
 - accessibles exceptionnellement

1969
remise en ordre et répression,
renforcement du contrôle
et de la dictature.



automne-hiver 1969-70
menaces de guerre,
fermeture entière du pays
excepté Pékin.



1970
début de retour à la normale,
réouverture progressive.



1971
retour à la normale,
réouverture progressive.



Atelier de cartographie de Sciences Po, mai 2011

III - Des sources d'information limitées

J'ai montré ci-dessus la difficulté de circuler en Chine durant la révolution culturelle, y compris à Pékin et dans les villes accessibles aux voyageurs. L'observation en Chine était donc nécessairement limitée géographiquement. Mais quelles étaient les sources d'information qui pouvaient être utilisées par les observateurs Français pour connaître et comprendre l'évolution de la Chine contemporaine et notamment de la révolution culturelle? Que remarquait-on, au cours de voyages et des promenades dans les villes chinoises ? Quels journaux pouvait-on lire, quelles informations pouvait-on obtenir de Hong-Kong et de Taiwan ?

A - L'observation

1) Le spectacle des rues

Outre les restrictions géographiques faites aux observateurs français existaient de nombreuses restrictions en termes d'activités et de loisirs, qui limitaient leurs possibilités d'observations visuelles. Mais si l'accès aux musées et aux concerts était par exemple interdit aux étrangers (sauf autorisation expresse), le cinéma était autorisé. Malgré la propagande et la désinformation qui y était très importantes, les observateurs insistent sur le fait que « *sa valeur d'information est très grande : actualités, présentation de modèles sociaux, reflet de la vie de tous les jours. La réaction des salles populaires n'en est pas un des aspects les moins intéressants. Dans ce pays si clos, le cinéma est un des rares endroits où l'étranger puisse se mêler à la foule et la comprendre s'il entend le chinois.* »¹

Malgré ces restrictions, pendant les premiers mois de la révolution culturelle, le spectacle des rues continuellement animées par des hordes de Gardes Rouges, des millions de *dazibao* postés aux murs et des rassemblements de masse suffirent à en apprendre long sur le mouvement qui était en cours. La révolution culturelle, par son caractère de mouvement de masse, s'offrait en effet en spectacle continu aux observateurs. Une note de l'ambassade décrit ainsi le climat très particulier des débuts de la révolution culturelle : « *le mouvement de la Révolution Culturelle atteignait à Pékin son paroxysme et [les] manifestations, affiches et violences plongeait la capitale dans une curieuse allure de kermesse débridée et parfois sanglante* ». Des images de violences et de haine n'échappaient pas aux spectateurs : le « *couple de vieillards maculés de boue et de slogans infamants* »² qui attend sur le quai de la gare ; les « *délégations, parfois armées de gourdins, (qui) procèdent à des visites domiciliaires* »³ « *Du premier étage de notre logis (...)*, raconte le général Guillermez dans ses

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944- 1972, dossier 839, 14 août 1966, 169/CHN/S

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944- 1972, dossier 629, 14 septembre 1966 n°1247/AS

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944- 1972, dossier 412, Pékin, 30 août 1966, 2723-34

mémoires, nous étions souvent témoins de scènes ignobles qui nous révoltaient sans que nous puissions intervenir »¹.

Parmi les observateurs, les étudiants et les professeurs français en Chine étaient placés aux premières loges lors de la révolution dans les campus des universités. Lors d'une communication à Roderick Macfarquhar en octobre 2005, le Docteur Endymion Wilkinson, alors enseignant d'anglais à l'école des langues étrangères, raconte : « *Les limogeages au parti de Pékin furent d'abord intrigants puis déstabilisants (quand ce fut le tour de Peng Zhen). Nous avons dû tous nous rendre sur le terrain de foot pour entendre l'annonce à la radio, et le speaker à moitié hystérique ne prononça que trois ou quatre phrases concrètes. Personne n'avait la moindre idée de ce qui allait suivre. Après l'arrêt des cours, je prenais mon vélo, et avec quelques uns de mes étudiants, dans la soirée, j'allais lire à Beida les affiches de Nie Yuanzi et d'autres. On n'y voyait guère plus clair. Quand les premiers groupes sont arrivés à l'école, j'ai demandé au plus intelligent de mes étudiants (de Shanghai) de quoi il retournait : « Je n'en ai pas la moindre idée », dit-il. « Vous ne pouvez pas vous tenir sur la touche en attendant que les choses s'éclaircissent ? - Non, il faut choisir une ligne ou l'autre. - Mais vous pouvez certainement deviner celle qui va gagner ? - Non, c'est complètement impossible. Il faut simplement se lancer. » »² Par la suite, la poursuite de la révolution culturelle fut souvent visible aux observateurs à travers le spectacle des destructions urbaines dans les villes accessibles, notamment celles de Canton en 1967 et en 1968. Devenues difficilement contrôlables, les violences de la révolution culturelle devaient se manifester sous les yeux des observateurs, malgré la peine que prenaient les autorités pour les cacher.*

2) Les discussions avec des Chinois

En revanche, les discussions que les Français avaient avec les Chinois se firent extrêmement rares durant la révolution culturelle et étaient presque toujours restreintes à une « langue de bois » officielle.

Les simples voyageurs n'avaient strictement aucun contact qui ne soit pas contrôlé et idéologiquement correct avec des Chinois. Ces conversations étaient souvent très frustrantes car elles ressemblaient fort à des dialogues de sourds, les Chinois ne pouvant entrer dans une discussion à cœur ouvert avec des Français.

Les diplomates avaient plus d'opportunités pour nouer des contacts. Même si les Chinois qu'ils côtoyaient étaient tous envoyés et contrôlés par les autorités, la discussion avec eux était toujours utile et appréciée. Marianne Bastid-Bruguière raconte par exemple : « *J'étais en rapport avec un professeur chinois qui avait le droit de voir les étrangers. Il nous voyait secrètement, mais ne le faisait que parce qu'on lui en avait donné l'autorisation. Sa fonction était de sentir l'atmosphère dans les ambassades ; il était préposé aux Français et aux Anglais. Bien évidemment, Claude Chayet l'invitait très souvent : c'était intéressant de parler avec lui, même si on savait qu'il faisait du renseignement. Il y avait également deux*

¹ Jacques Guillermez, *Une vie pour la Chine, Mémoires (1937-1989)*, Paris, R. Laffont, 1989, p. 353

² Docteur Endymion Wilkinson lors d'une communication à Roderick Macfarquhar en octobre 2005, cité dans Roderick Macfarquhar et Michael Schoenhals, *La dernière révolution de Mao, Histoire de la révolution culturelle 1966-1976*, [traduction], Paris : Gallimard, 2009, p. 91

interprètes chinois qui travaillaient pour l'ambassade de France. Cela leur arrivait de donner des petits indices, tout en faisant très attention. » Elle ajoute ensuite : « Le grand problème des diplomates était qu'ils n'étaient pas reçus dans les maisons privées chinoises. (...) Les seuls autres à être reçus étaient M. et Mme Marchisio, parce qu'ils étaient communistes maoïstes »¹

En revanche, les étudiants et professeurs français en université chinoise avaient, dans ce domaine, un avantage énorme sur les membres de l'ambassade (avantage qui ne put cependant être mis à profit que jusqu'en 1966, date de leur expulsion de Chine). Marianne Bastid-Bruguière évoque ainsi ses amis chinois, avec qui il lui arrivait de parler et d'échanger des idées : *« j'avais des amis chinois et nous parlions ensemble de la situation politique. En 64, ils vivaient un peu mieux, le contrôle s'était un peu relâché, et ils n'avaient pas du tout envie de voir revenir des campagnes comme le Grand Bond en Avant ou la campagne d'Education socialiste.*

J'étais surtout amie avec les étudiants à qui j'enseignais le chinois durant la première année de mon séjour. (...) J'ai noué avec ces garçons, que je voyais 25 heures par semaine, de très bons rapports, des rapports de confiance. Ils étaient très surveillés, il fallait que nous fassions attention : il y avait en permanence une assistante chinoise qui assistait à tout et faisait des rapports. Et dans la classe même, il y avait le chef de classe qui était obligé de faire un rapport. J'étais surveillée en permanence. Mais je les invitais souvent à faire une sortie, à déjeuner ou à canoter ensemble au palais d'été, au parc de Beihai. On échangeait tout de même des idées, on se parlait franchement ! »

Les professeurs consentaient également à parler : *« J'avais également des amis professeurs, qui me recevaient chez eux, et avec qui je parlais aussi beaucoup. (...) Ils devaient ensuite faire un rapport : cela faisait partie de la surveillance des étrangers. Cependant ils avaient vraiment envie de me voir : ils se faisaient surveillants pour pouvoir me parler ».*

Mais les étudiants et professeurs français n'étaient pas les seuls à pouvoir se lier d'amitié avec des Chinois. *« Boris Goiremberg, correcteur d'épreuves au Monde, (...) s'était lié d'amitié avec deux étudiants chinois qu'il voyait régulièrement dans les parcs. Etant des enfants de hauts cadres, ils lui ont raconté beaucoup de choses. Puis ils ont été gardes rouges, et ont peu après été mis en prison, notamment pour avoir été en rapport avec des étrangers. Par eux, les Français ont eu des informations capitales sur ce qui se passait à l'intérieur, sur l'attaque contre les hauts cadres. Ce sont eux, par exemple, qui nous ont révélé le suicide de Lao She. Mais les rapports avec ces deux étudiants n'ont duré que jusqu'en juillet 66 : après, c'était trop dangereux pour eux »².*

Les amitiés franco-chinoises, quand elles existaient, n'étaient donc pas sans danger pour les Chinois. Elles concernaient en outre un petit nombre de personnes, dont ne faisaient pas

¹ Marianne Bastid-Bruguière, entretien avec l'auteur, avril 2011

² Marianne Bastid-Bruguière, entretien avec l'auteur, avril 2011. Maurice Goiremberg était alors étudiant boursier, après avoir été professeur pendant un an. Etudiant de première année de chinois aux Langues O, tout en exerçant le métier de correcteur d'épreuves au Monde, il avait été embauché avec d'autres camarades par le répétiteur chinois chargé par l'Ambassade de Chine de lui trouver des enseignants de français. Mais il avait plus de trente ans déjà et était plus âgé que les autres boursiers.

partie, généralement, les membres de l'ambassade. Les discussions, pour être franches, étaient néanmoins toujours rapportées par les Chinois à leurs supérieurs et devaient donc être très prudentes.

B - La presse chinoise

1) Une presse peu variée et pauvre en informations

« Si l'information de contact est pauvre, l'intoxication verbale ou écrite est, en revanche, permanente, bruyamment indiscrète ou insidieuse. »¹ affirmait le Général Guillermez dans son rapport de fin de mission en août 1966. La presse chinoise avait effectivement un contenu qui s'apparentait plus à de la propagande qu'à une véritable information. Les journaux accessibles aux Français étaient en outre en nombre limité : selon Michel Jan, les Français avaient accès à « peu de quotidiens, qui reprenaient tous les mêmes directives et slogans : Renmin Ribao, Guangming Ribao, Jiefang Ribao (très rarement le Jiefangjun Ribao et encore plus rarement des « journaux de références », destinés aux membres du parti, mais qui reprenaient le plus souvent des articles bien triés publiés à l'étranger). Les bulletins de l'agence Xinhua compensaient leur vide d'information par un plein idéologique. Ils pouvaient consulter un seul mensuel (Hongqi) et quelques illustrés de propagande sans intérêt. »² Pour remédier à ces restrictions, les membres de l'ambassade, et en particulier les militaires qui connaissent bien le chinois, avaient pris l'habitude d'obtenir des publications qui leur étaient interdites, par exemple en demandant au marché que leurs provisions soient emballées dans des feuilles de journal³.

En outre, le contenu des journaux et des publications officielles était extrêmement pauvre et ne couvrait pas un grand nombre de sujets. En ce qui concerne les statistiques nationales, par exemple, les documents officiels chinois étaient quasiment inexistantes. Les statistiques économiques n'étaient plus publiées en Chine depuis 1959 et étaient considérées comme des secrets nationaux. Lorsque Edgar Snow interviewa Zhou Enlai en 1971, les observateurs français considérèrent les statistiques économiques qu'il tira de sa discussion comme des données extrêmement précieuses car elles interrompaient plus de dix ans de silence complet à ce sujet⁴. Les communiqués officiels étaient, eux aussi, souvent publiés avec retard et de façon partielle. Ce fut le cas par exemple du communiqué sur le 12e plenum, dont aucun texte complet ne fut publié. Aussi le rapport de l'ambassade qui en fit état mentionna qu'il était « difficile de savoir, en l'état actuel des informations, quel a été l'objet principal de ce plenum. »⁵

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944- 1972, dossier 839, 14 août 1966, 169/CHN/S Rapport de fin de mission du général Guillermez

² Michel Jan, entretien avec l'auteur, avril 2011

³ Martine Monod-Broca, entretien avec l'auteur, avril 2011

⁴ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944- 1972, dossier 659, 16 mars 1971, 198/AS

⁵ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944- 1972, dossier 654, 4 novembre 1968 n°02154-63

La révolution culturelle a-t-elle permis un enrichissement qualitatif et quantitatif de la presse accessible aux Français ? Deux moments sont à distinguer à ce propos. En 1966 et 1967, si les publications « officielles » accentuèrent leur caractère propagandiste et opaque, les débuts festifs et libres de la révolution culturelle favorisèrent en revanche l'apparition d'une profusion de sources écrites indépendantes et polyphoniques, notamment à travers les feuilles de Gardes Rouges et les *dazibao*. D'une certaine façon, la Chine, au mépris de son habituel souci du secret et de l'opacité, laissa éclater, par le biais de cette presse, ses dissensions au grand jour, révélant ainsi la vraie nature de son régime. C'est le point de vue qu'expose Ezra F. Vogel dans « The structure of conflict : China in 1967 » : « *Whatever hardships the events of 1967 brought to China, they have provided new information and insights to scholars trying to trying to understand the dynamics of Chinese politics. Never before had the Communist Party and the state been subjected to such attack. Never before were internal political tensions revealed so openly. Accounts of these discussions have reached the West from many sources, including Red Guard Newspapers, reports of wall papers, observations of foreign visitors reports by refugees, and official communist newspapers, magazines, and radio broadcast. Used with discretion, these materials permit a more detailed analysis of internal political conflicts than has heretofore been possible* ».¹ Dans un rapport de juin 1968, Pierre Cerlès exposait un point de vue assez similaire en parlant « *d'informations d'origine très variée et d'un importance rare dans l'histoire de la République populaire, [qui] ont permis de se faire une idée assez précise des objectifs et des péripéties de la révolution culturelle, même si de nombreux points restent encore obscurs.* »²

Néanmoins, le contre-coup de 1968, avec le resserrement de la dictature et du contrôle policier, réduisit cette source d'information. Les gardes rouges, purgés ou massacrés, durent stopper leur activité d'écriture. En outre, avec la répression, la disparition des vendeurs à la sauvette et la fin de la vente des petits journaux dans la rue en 1968 disparaissait « *l'une des plus précieuses sources de renseignements dont disposaient les observateurs étrangers* »³.

2) Les *dazibao* et les affiches

Les *dazibao* furent une source de renseignement appréciable durant la révolution culturelle. Ils donnaient des renseignements sur le moral de la population, sur ses aspirations, et aussi certaines informations sur la situation dans les provinces. Outre les *dazibao*, les étrangers s'intéressaient aux affiches témoignant d'exécutions publiques, où des noms étaient barrés d'un trait de pinceau rouge. Ces affiches permettaient aux membres de l'ambassade de se rendre compte, au moins en partie, de l'intensité de la répression, comme le montre ce rapport d'avril 1970 : « *Des procès publics suivis d'exécutions ont eu lieu tout au long de l'année. Leur fréquence paraît s'être accrue, cependant, depuis que le régime s'est décidé fin 1967 et surtout courant 1968 à remettre le pays en ordre. Jamais la presse officielle,*

¹ «The structure of conflict : China in 1967», Ezra F. Vogel, in *The cultural revolution : 1967 in review*, Center for Chinese studies, Michigan Papers in Chinese studies, N°2, Année 1968

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944- 1972, dossier 653, 27 juin 1968, 404/AS

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944- 1972, dossier 652, 18 janvier 1968, 0158-158

naturellement, n'a fait état de tels procès. Leur réalité nous est connue par des affiches que des membres de notre Ambassade à Pékin ont vues sur les murs de Tientsin, Pékin, Canton, Shanghai et Hangzhou. »¹

Mais lire les *dazibao* n'était pas toujours chose facile ou même sans risque : c'est pour avoir trop utilisé comme source d'information les affiches apposées le long des murs de Pékin que Jean Vincent, le correspondant de l'Agence Française de Presse, fut expulsé le 5 mai 1967. Par ailleurs, il faut rappeler que la barrière de la langue empêchait la plupart des observateurs de comprendre de quoi il était question dans ces affiches, et les privait d'une source d'informations importante. De ce point de vue, les journalistes et diplomates japonais avaient un grand avantage sur les européens : leur connaissance parfaite du chinois leur permettait de lire les affiches des étudiants et de se glisser au coeur de la ville, en bicyclette, vêtus à la chinoise et se couvrant la tête d'un masque prétendument destiné à les protéger.

A ces problèmes s'ajoutaient ceux de la fiabilité des informations diffusées par les *dazibao* et de ceux qu'ils représentaient. Fallait-il, par exemple, prendre au sérieux les affirmations dramatiques des affiches d'étudiants, qui déclaraient qu'une rébellion sérieuse et organisée luttait contre Mao Zedong ? La polyphonie du discours des Gardes Rouges était en effet très importante : à la fin de l'année 1966, de nombreux *dazibao* invitaient à attaquer Chen Boda, Zhou Enlai, voire Jiang Qing. Cela posait un réel problème d'interprétation aux observateurs : ces affiches représentaient-elles la volonté des dirigeants ou simplement de leur auteur ?

3) Un travail d'interprétation

Pour autant que l'on pouvait déchiffrer leurs sous-entendus et analyser les informations qui leur étaient sous-jacentes, les quotidiens chinois, malgré un contenu idéologique répétitif, permettaient de suivre tant bien que mal la situation politique intérieure.

L'analyse attentive des notices nécrologiques, par exemple, pouvait révéler des mouvements ou des disparitions de personnages, autant de signes de limogeages, de rivalités entre des tendances ou des clans opposés. Les listes protocolaires, énumérant les personnalités présentes à diverses cérémonies officielles (notamment lors de la fête nationale) selon leur ordre d'importance, étaient aussi très utiles pour savoir qui étaient les personnalités essentielles du régime, et qui parmi les dirigeants avait été purgé ou au contraire prenait du grade à l'occasion de la révolution culturelle. Il fallait, suivant l'expression de Simon Leys, « *soigneusement noter toutes les célébrations d'anniversaires, les non-célébrations d'anniversaires, et les célébrations de non-anniversaires* »².

Cependant, les informations que les observateurs y voyaient n'étaient pas fiables et restaient du domaine de l'interprétation. C'est ainsi que la réapparition de Xie Huqi, désormais premier secrétaire du nouveau comité du parti, en mars 1971, après un an de silence total à son sujet, fit dire à un diplomate français que « *la réapparition de l'ancien vice premier*

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944- 1972, dossier 658, 1er avril 1970, 88/AS

² Simon Leys, *L'humeur, l'honneur, l'horreur*, Robert Faffont, 1991, p. 126

ministre à la tête du comité du parti pour la municipalité de Pékin montre, une fois de plus, à quel point il est vain pour les observateurs de spéculer sur le sort de tel ou tel dirigeant chinois, ou encore sur l'éventualité de tel événement en Chine. Elle montre combien il est vain, aussi, de demander à ces mêmes observateurs de répondre par oui ou par non à telle question intéressant la politique intérieure chinoise. »¹

Le travail des spécialistes français de la Chine était donc un travail très particulier d'exégète. Claude Martin raconte ainsi qu'il fallait « *faire un réel travail de sinologue : interpréter les moindres petits signes, chaque phrase, chaque mot, pour en tirer un sens. Je me souviens du jour de 1965, où nous lisions le journal et où le Général Guillermez a fait remarquer que Jiang Qing, la femme de Mao, apparaissait en photo à la une du Quotidien du Peuple. Elle n'y était jamais apparue auparavant. Nous avons compris qu'elle allait jouer un rôle plus important sur la scène politique. Une autre fois, nous remarquions dans un éditorial une expression en dialecte Hunanais, et nous en tirions la conclusion que c'était une citation cachée de Mao qui a toujours parlé le Chinois avec des expressions hunanaises.* »² La mauvaise connaissance de la langue chinoise par les Français rendait ce travail très difficile car seule une analyse linguistique fine pouvait rendre compte de telles nuances.

C - Taiwan et Hong-Kong, des mines de renseignement

1) Les sources Hong-Kongaises

Hong-Kong, très proche de la Chine continentale par la géographie et par le sang, en fut aussi le poste d'observation privilégié. Lieu de transit de la quasi-totalité du commerce chinois, Hong-Kong permettait d'évaluer l'état de l'économie de Chine Populaire. L'île britannique bénéficiait aussi des renseignements ramenés par les Chinois de Hong-Kong qui allaient rendre visite à leur famille restée en Chine Populaire. Les Chinois de Hong-Kong se rendaient surtout à Canton et au Guangdong, profitant pour cela des fêtes du nouvel an lunaire. Ils étaient plutôt bien accueillis à la frontière et la douane était simplifiée pour les laisser entrer. On en recense 30000 en 1967 et 50000 en 1968. Leurs témoignages, s'ils étaient limités géographiquement, restaient essentiels pour comprendre les mentalités et la société de la Chine continentale³. Ils étaient d'autant plus appréciables que la province du Guangdong était fermée aux étrangers à l'exception de la ville de Canton.

D'autre part, Hong-Kong était aussi le lieu d'arrivée des réfugiés clandestins en provenance de Chine, qui franchissaient les baies proches à la nage ou dans des embarcations de fortune. Les Britanniques fournissaient à la France (plus exactement au ministre français de la défense) les comptes-rendus des interrogatoires de la plupart de ces réfugiés, très riches en informations. Autre témoignage sinistre de la révolution culturelle, les corps des victimes des luttes entre factions rivales, qui venaient s'échouer sur les rivages de Hong-Kong, poussés

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944- 1972, dossier 659, 20 mars 1971, Pékin, 1444/47

² Claude Martin, entretien avec l'auteur, mars 2011

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944- 1972, dossier 652, 7 février 1968 : bordereau de pièces adressées par le consulat général de la France à Hong-Kong

par le courant de la rivière des Perles. De plus, la presse locale donnait souvent, de sources chinoises, des informations précieuses mais fragmentaires sur l'évolution de la politique chinoise. La vie politique de la colonie britannique était d'ailleurs touchée par la révolution qui se déroulait sur le continent : au printemps 1967, des manifestations parfois très violentes conduites par des organisations communistes secouèrent Hong-Kong. Il faut enfin ajouter à ces sources la transcription faite par la BBC des émissions provinciales de la radio chinoise (qu'on appelle SWB pour Summary of World Broadcast), véritables mines d'informations sur la vie quotidienne et la situation au jour le jour dans les provinces.¹

Pour toutes ces raisons, Hong-Kong était une plate-forme d'observation privilégiée, où se rassemblaient les meilleurs spécialistes de la Chine, appelés « China Watchers ». Mais disons également quelques mots des organismes de recherches et des publications scientifiques sur la Chine à Hong-Kong, sur lesquels l'ambassade française s'appuyait beaucoup. L'institution universitaire la plus importante pour la recherche sur la Chine populaire était l'Union Research Institute. Fondé en 1951, il disposait d'une bibliothèque, d'archives microfilmées et d'un service biographique qui éditait un *Who's Who in communist China* de quelque 3000 biographies. Les publications hong-kongaises étaient souvent de très grande qualité : on peut citer, entre autres, *Current Scene*, *Survey of China Mainland Press* et *Selections from China Mainland Magazines*. Le Service d'information régionale dépendant du ministère des Affaires étrangères britannique éditait le *China News Summary* depuis 1953 ainsi que les *China Topics* et *China Notes*, publications confidentielles diffusées néanmoins dans les grands centres sinologiques, et où l'on trouvait des analyses et des nouvelles sur la politique chinoise. Il ne faut pas oublier également le *China New analysis*, publié chaque mois par le Père Nadani, un jésuite installé d'abord en Chine puis à Hong-Kong qui écrivait essentiellement sur la politique extérieure, et une revue hebdomadaire très instructive, le *Far Eastern Economy Review*². Il faut enfin ajouter à cela une publication de l'Union Research Institute en 1968, un recueil de documents chinois sur la révolution culturelle, très utilisé par les spécialistes français de la Chine : *C.C.P Documents of the Great Cultural Revolution, 1966-1967*³.

Hong-Kong a eu incontestablement une influence sur la façon dont les Français appréhendaient la Chine (même si cette influence ne concerna que les spécialistes et les diplomates car ces documents n'étaient pas diffusés en France et pas traduits en langue française). Pourtant les interprétations de la révolution culturelle faites par les journaux Hong-Kongais inspiraient généralement le mépris des diplomates français, comme le montre ce rapport très ironique de Dupuy, le Consul général à Hong-Kong : « *Les péripéties de la « Révolution Culturelle » et les purges successives qui atteignent tous les secteurs de la Chine Populaire sont bien entendu interprétés comme les derniers soubresauts d'un régime en proie à des difficultés sans nombre, abreuvé d'échecs et voué à une disparition inévitable sinon immédiate.* »⁴ Dans *Regards Froids sur la Chine*, Lucien Bianco s'élevait contre cette méfiance à l'égard de Hong-Kong, qui poussa certains observateurs Français à se priver d'une

¹ Ces informations m'ont été données par Michel Jan au cours d'un entretien en avril 2011

² J. Chesneaux, « Les travaux d'histoire moderne et contemporaine en Chine Populaire », *Revue historique*, 1956, p. 273-282, cité dans José Frèches, *La Sinologie*, PUF, 1975, p. 109-110

³ *C.C.P Documents of the Great Cultural Revolution, 1966-1967*, URI, HONG-Kong, 1968, 692 p.

source de renseignements appréciable : « *En France, dès qu'on fait état d'un témoignage obtenu à partir de l'interview, à Hong-Kong, de quelqu'un qui a fui le régime communiste, de nombreux auditeurs ou lecteurs sont tentés de le récuser à priori. Je ne suis pas de cet avis* »¹.

Effectivement, si les sources hong-kongaises devaient être vérifiées avec précaution, elles étaient souvent de très grande utilité et apportaient des informations précieuses.

2) Les sources taiwanaises

Taiwan était également un observatoire privilégié de la Chine communiste, grâce à plusieurs organismes dont les principaux sont, selon Jean Jean Chesneaux : « *L'Institut pour l'Etude des Problèmes du communisme chinois (qui) édite le Yearbook on Chinese Communism (en chinois) et la revue mensuelle Studies on Chinese Communism où l'on trouve de pénétrantes synthèses sur la politique de Pékin. L'Institut des Relations Internationales a organisé, en 1970, la première conférence sino-américaine sur la Chine populaire. Sa revue Issues and Studies et son dictionnaire biographique (Chinese communist Who's Who, 1967) sont diffusés dans le monde entier car ils sont publiés en anglais. Les radicales divergences politiques avec le continent n'ont pas aveuglé la sinologie de Taiwan. Les informations erronées ou tendancieuses, divulguées pour « désinformer » les observateurs, demeurent marginales. Le tout est de les déceler* ».²

Le renseignement militaire taiwanais était l'un des plus performant en ce qui concerne la République Populaire de Chine. Néanmoins l'ambassade française ne profita pas directement de ce renseignement qui ne lui était plus fourni depuis la rupture des relations diplomatiques avec la France. Certaines informations transitaient par les services britanniques ou américains avant d'être communiqués aux diplomates français. La plupart des informations taiwanaises auxquelles la France avait accès étaient cependant celles publiées par les journaux de l'île. Taiwan fut à l'origine de plusieurs informations essentielles sur le régime de Pékin : ainsi l'avant-projet de la nouvelle constitution chinoise fut divulgué par l'organe du Guomindang, le *Central Daily News*, qui le publia intégralement dans son numéro du 5 novembre.³

Le problème de l'authenticité était néanmoins important, et alimenté par la grande méfiance que l'ambassade française à Pékin entretenait vis-à-vis de Taiwan ; une méfiance à la fois raisonnée (car les informations divulguées par Taiwan n'étaient effectivement pas toujours fiables) et politique (due en partie à l'horreur qu'inspirait le régime dictatorial du Guomindang). Pour reprendre l'exemple de la divulgation de l'avant-projet de constitution chinoise, la question de son authenticité fut bien posée par les diplomates qui reçurent

⁴ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944- 1972, dossier 412, 24 août 1966, 543/AS

¹ AUBERT, Claude, BIANCO, Lucien, DOMENACH Jean-Luc, RICHER Philippe, *Regards froids sur la Chine*, Seuil, 1976 p. 19

² J. Chesneaux, « Les travaux d'histoire moderne et contemporaine en Chine Populaire, » *Revue historique*, 1956, p. 273-282, cité dans José Frèches, *La Sinologie*, PUF, 1975, p. 109-110

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944- 1972, dossier 659, Pékin, 26 novembre 1970, Manac'h, 21/AS

l'information, et un certain nombre d'éléments leur permit de répondre positivement. Ces éléments sont un excellent exemple du travail d'interprétation effectué à l'ambassade : « *En ce sens, on est tenté d'admettre que celui-ci reproduit bien le texte original du projet pour les raisons suivantes :*

1) la rédaction fait apparaître un vocabulaire en tous points conforme à celui qui est en usage depuis des mois dans les colonnes de la presse de Pékin.

2) Les nombreux slogans cités dans le corps du texte (notamment dans les articles 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 26) sont ceux-là même qui ont servi de référence aux campagnes idéologiques des deux dernières années.

3) La structure générale du texte, le nombre de ses chapitres, les titres de ceux-ci sont autant d'éléments qui rappellent la forme qu'avait revêtu la constitution de 1954.

4) L'esprit du document fait enfin apparaître une concordance remarquable avec celui de déclarations récentes telles que le communiqué du 2e plenum du Comité Central ou les discours prononcés à l'occasion du 1er octobre »¹.

La lecture de ce document permet de voir que la mauvaise fiabilité des sources n'empêchait pas leur utilisation par les observateurs de la Chine, qui possédaient les connaissances nécessaires pour juger les informations divulguées par Taiwan et déterminer le degré de probabilité de leur véracité.

Cette partie a permis de nuancer l'impossibilité de savoir ce qui se passait en Chine Populaire. Si les sources d'informations étaient limitées en quantité et en qualité, elles n'en restaient pas moins appréciables et utilisables par les experts. Elles exigeaient des informateurs un excellent niveau de chinois et de connaissance globale du pays pour pouvoir les interpréter, à l'issue d'un travail d'exégèse long et minutieux.

Or on en revient là à s'interroger sur la formation des observateurs français en Chine. Leur permettait-elle de tirer vraiment profit de ces sources d'informations ? Par ailleurs, la connaissance de la Chine nécessitant un recours inhabituel à l'interprétation, il faut se demander quel rôle joua la subjectivité des observateurs, leur appartenance politique, leur origine nationale, culturelle, sociale, dans les perceptions qu'ils eurent de la politique chinoise. Quels étaient les grilles de lecture, les prismes à travers lesquels la Chine était vue ? Ce sera l'objet du deuxième chapitre que de le montrer.

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944- 1972, dossier 659, Pékin, 26 novembre 1970, Manac'h, 21/AS

CHAPITRE 2 : Les présupposés de la connaissance de la Chine

« Pour l'Occident, le problème de la Chine est d'abord le problème de la connaissance de la Chine. La Chine est un de ces singuliers révélateurs que, semble-t-il, nul n'aborde impunément : rares sont les auteurs qui savent en traiter sans exhiber leurs fantasmes intimes ; dans ce sens, qui parle de la Chine parle de soi. Bien sûr, la part fantasmagorique est toujours en proportion inverse du savoir réel. »

Simon Leys, « La forêt en feu » (1983)¹

¹ Simon Leys, « La forêt en feu » (1983), *Essais sur la Chine*. Paris : Robert Laffont, "Bouquins", 1998, p. 598.

L'évolution des perceptions de la Chine dépendit de l'évolution de la Chine elle-même mais aussi de facteurs propres à ceux qui l'observaient.

En effet, si aucune perception n'est complètement objective car elle dépend étroitement des conditions et du contexte d'observation, c'est vrai à plus forte raison lorsqu'il s'agit de la perception d'un pays étranger, très mal connu, dans une période de forte polarisation politique et idéologique à l'échelle planétaire. Ce que les voyageurs perçoivent du pays qu'ils visitent est influencé par le contexte politique et, de façon plus subtile, par un ensemble d'idées reçues, de concepts qui permettent et conditionnent la perception. Ces présupposés découlent d'une appartenance à des groupes nationaux, sociaux, politiques ou encore idéologiques.

Dans cette deuxième partie, je m'interrogerai sur l'existence de paradigmes d'interprétation à partir de laquelle l'observation et la connaissance de la Chine étaient effectuées. Quels « imaginaires sociaux »¹, quel ensemble de normes, de valeurs, de concepts, sont attachés à la perception de la Chine ? Quels concepts fondateurs gouvernent l'étude scientifique de ce pays ?

IV - En 1966, connaissions-nous la Chine ?

Il me semble particulièrement important d'examiner quels étaient les ouvrages et les traditions scientifiques auxquelles pouvaient se référer les observateurs français en Chine. Je m'interrogerai donc ici sur l'état de la recherche française sur la Chine et sur l'influence qu'ont exercé sur elle les sinologies étrangères. Je m'y interrogerai aussi sur les référents culturels qui se rattachaient à la Chine et en influençaient la perception.

A - La Chine, vue du grand public

1) L'apprentissage de la langue chinoise

Pour des raisons qui tiennent à la fois au contexte international et à des facteurs intérieurs, la langue chinoise, en 1966, était très peu enseignée et parlée en France. La génération des sinisants qui avaient connu l'ancienne Chine manifestait peu d'intérêt pour la Chine populaire, et à l'évidence les nouvelles générations ne prévoyaient pas l'importance immense qu'allait prendre la Chine sur la scène mondiale.

Selon Claude Martin, « *ce syndrome était tout aussi perceptible dans l'Université. Quand j'ai décidé, en 1961, de me lancer dans l'étude du chinois, parce que j'étais fasciné*

¹ Rappelons la définition qu'en fait Bronislaw Baczko et dont je me suis inspirée : « séries d'oppositions qui structurent les aspects affectifs de la vie collective et les réunissent, par un réseau de significations, aux dimensions intellectuelles de celles-ci : légitimer/invalidier – justifier/accuser – rassurer/discriminer – inclure/exclure – etc. ». in BACZKO, Bronislaw, *Les imaginaires sociaux : mémoires et espoirs collectifs*, Paris, Payot, 1984, 242p

par la culture chinoise et convaincu que la Chine allait jouer un très grand rôle dans le monde (mais à l'époque, sans du tout avoir l'intention de devenir diplomate !) je me suis présenté à l'Ecole des Langues Orientales pour suivre le cours de chinois, nous étions 6 étudiants dans ma classe. Il y avait un vieux médecin qui voulait comprendre le chinois pour traduire des ouvrages d'acupuncture, une dame qui était à l'école du Louvre et déchiffrait des inscriptions sur des vases Ming, un passionné de linguistique comparative, et deux jeunes filles de bonne famille désœuvrées. Nos professeurs (Paul Demieville, Odile Kaltenmark, Robert Ruhlmann) nous parlaient d'une Chine ancienne. Il y avait une génération plus jeune (Rygaloff, Pimpaneau, Bergère, Bianco) finalement assez peu nombreuse, qui connaissait la Chine moderne, quelques chefs sans beaucoup de troupes. C'est l'ouverture de l'ambassade, et la signature des premiers accords culturels, qui ont permis de relancer l'étude du chinois »¹.

Cette ignorance de la langue chinoise, résultat d'un désintérêt assez général pour la Chine, eurent des conséquences très importantes (et plutôt négatives) sur la perception que les Français en Chine eurent du pays et de ses évolutions politiques. En effet, la maîtrise de la langue est un facteur décisif de la compréhension d'un pays.

2) Les référents culturels sur la Chine

Les ouvrages en langue française sur la Chine contemporaine étaient peu nombreux en 1966. Il faut bien se rendre compte que le formidable engouement pour la Chine chez les intellectuels français ne date que d'après la révolution culturelle, et plus encore, d'après mai 68. En 1966, les Français ne disposaient pas de toute cette littérature « idéologique » ; ils n'étaient pas non plus beaucoup informés par les journaux. Ceux qui n'avaient pas fait l'effort de s'informer sur la Chine en lisant des publications scientifiques françaises, mais surtout anglaises ou taiwanaises, ne savaient donc pas grand-chose de la Chine. Par exemple Martine Monod-Broca, qui partit en Chine à l'âge de vingt ans pour y être institutrice dans la petite école française pour enfants de diplomates, ne connaissait rien de la Chine avant de partir².

Quelques livres étaient néanmoins cités par les voyageurs non spécialistes comme leur point de référence dans la connaissance de la Chine. C'était le cas notamment de l'ouvrage de Robert Guillain : *Dans trente ans la Chine*³. Citons par exemple cet extrait du récit de voyage effectué en octobre et novembre 1965 par Jacques C. Senez, directeur des laboratoires de chimie bactérienne du CNRS : « Je me contenterai de dire que, pour fragmentaires et superficielles qu'elles soient, mes impressions générales concordent dans leur ensemble avec celles de M. Robert Guillain, dont j'ai lu avec beaucoup d'intérêt le récent ouvrage intitulé "dans 30 ans, la Chine" »⁴. Cette observation n'était pas isolée et était assez représentative d'une frange éduquée mais non spécialisée de la population.

Quelques années plus tard, les reportages, les récits de voyages d'intellectuels et d'artistes, portant la marque d'en engagement ou d'une subjectivité, fleurirent sur la scène

¹ Claude Martin, entretien avec l'auteur, mars 2011

² Martine Monod-Broca, entretien avec l'auteur, avril 2011

³ Robert Guillain, *Dans trente ans la Chine*, Paris : Ed. Du Seuil, 1965, 301p

⁴ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 466, 25 janvier 1966, n°146 ACT.

littéraire et intellectuelle et apportèrent des référents culturels à l'ensemble de la population française. Le récit du voyage en Chine d'Alain Peyrefitte, paru en 1973¹, fut sans doute le plus lu et le plus influent de ces livres, d'une part à cause de la notoriété de son auteur, et d'autre part à cause de l'attitude prétendument critique (et en réalité tout à fait enthousiaste pour le régime chinois) qu'il adoptait.

Les référents culturels de ceux qui avaient étudié le chinois et la Chine avant leur départ étaient très différents. C'était le cas par exemple de Claude Martin : « *j'avais lu beaucoup de choses sur la Chine. Enormément de littérature classique (les Annales historiques, les Entretiens de Confucius, Mencius, Hong Lou Meng, Shui Hu, Jin Ping Mei, le théâtre des Yuan, les récits Song et Ming, la poésie Tang, Sunzi. Je m'intéressais à tous les aspects de cette culture immense. Je m'intéressais bien sûr aussi à la Chine moderne, à son développement, mais on ne trouvait pas beaucoup de livres sur les sujets politiques en France. Il y avait bien sûr les classiques : Cordier, Guillermaz, Bianco, Bergère. Mais il fallait lire beaucoup d'anglais : Fairbanks, Fitzgerald... et évidemment du chinois ! Je connaissais assez bien le contexte politique et économique. Les cours de Sciences Po (notamment Balasz et Chesneaux) et des Langues'O (Pelissier, Marie-Claire Bergère) donnaient une base solide. Mais au-delà de la sinologie qui s'efforçait de maintenir une certaine recherche française sur la Chine, il y avait peu d'informations sérieuses et disponibles pour un public plus large.* »²

B - La Chine des spécialistes

1) Des faiblesses institutionnelles

La sinologie française pouvait se flatter d'une longue tradition de connaissance de la Chine. Néanmoins, des faiblesses institutionnelles handicapèrent les études de la Chine. Pointées du doigt par le général Guillermaz, qui tenta d'y remédier en créant le Centre de documentation sur la Chine contemporaine en 1958, elles eurent des conséquences sur la recherche des années 1960.

La comparaison avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique montrait que la France avait un retard certain dans le domaine des études de la Chine : selon Jacques Guillermaz en 1958, « *la France présente aujourd'hui un retard très considérable dans le domaine de l'information sérieuse sur les pays de l'Extrême-Orient contemporain : Chine, Japon, Sud-Est asiatique* »³. La création du Centre de documentation sur la Chine contemporaine correspondait, selon le Général Guillermaz, à un besoin urgent, exprimé dans cette note interne datée du 9 avril 1959 : « *Le caractère totalitaire du gouvernement de Pékin, l'absence de rapports diplomatiques officiels franco-chinois, les difficultés de rassembler une information indépendante compliquent la connaissance de la Chine contemporaine. D'autre part, cette connaissance n'est pas encore suffisamment répandue pour être recueillie,*

¹Alain Peyrefitte, *Quand la Chine s'éveillera... Le monde tremblera : regards sur la voie chinoise*, Paris : Fayard, 1973, 475p

² Claude Martin, entretien avec l'auteur, mars 2011

³ Jacques Guillermaz, note du 18 juin 1958, citée par Yves Viltard dans "Naissance de la Chine contemporaine aux Etats-Unis", *Perspectives chinoises*, 1999, n°54, pp 60-82

assimilée et diffusée par les institutions universitaires habituelles. Ce Centre de Documentation Chine, condition même d'études chinoises de qualité, est donc l'expression d'une nécessité chaque jour plus évidente et chaque jour plus liée à l'intérêt national. »¹ Devenu le Centre de documentation sur l'Extrême-Orient (section Chine) en 1965, la structure créée par le général Guillermaz et dirigée par lui jusqu'en 1976 affirma sa mission de recherche et devint le Centre de recherches sur la Chine contemporaine en 1975. Elle comprenait alors plusieurs groupes de travail spécialisés dans les domaines de la politique, de l'économie et de l'éducation, et rassemblait, selon le vœu de Guillermaz, des sinologues et des chercheurs en sciences humaines et sociales. En effet, « l'accession de la Chine au nombre des Etats modernes, la complexité de ses facteurs de transformation, l'introduction de facteurs techniques conduiront de plus en plus à confier l'étude à des groupes composés à la fois de spécialistes de toutes disciplines et de sinologues proprement dits. »²

Néanmoins, la création de ce centre de documentation ne suffit pas à combler toutes les lacunes structurelles des études sur la Chine. En témoigne cette note du 21 février 1967, adressée par Yves Delahaye à Etienne Manac'h sur la coordination des activités de documentation sur la Chine : « Divers services, souvent squelettiques, s'occupent déjà de ces questions. Des isolés travaillent sur la Chine dans divers organismes et à l'Université. Une coordination serait souhaitable. Comment la réaliser ? A mon avis, c'est le général Guillermaz qui pourrait la faire de la façon la plus efficace. »³ Cette note précisait que le groupe devait aussi s'adresser à des organismes extérieurs au ministère de l'Education nationale : « organismes d'Etat intéressés politiquement ou économiquement au développement des études chinoises, organismes économiques privés lesquels ne peuvent que gagner à l'adoption de certaines formules américaines de coopération du point de vue de leur documentation et même de la formation de certaines catégories de leur personnel ».

En 1968 et 1969, le besoin de structures de recherche sur la Chine n'avait pas disparu et se fit même criant à l'ambassade de France en Chine, qui pâtit du manque de moyens des études chinoises. L'ambassade avait dû se constituer un fonds de documentation propre qui puisse répondre aux exigences de l'information politique, mais demeurait gênée par le manque de moyens matériels (le centre de documentation ne possédant, par exemple, que des atlas généraux et aucune carte des différentes régions de Chine) et humains (ne disposant par d'un documentaliste de profession qui comprenne le chinois).⁴

2) Trois traditions françaises

Si la sinologie française classique était historiquement très renommée, la recherche sur la Chine contemporaine était, en revanche, bien maigre : selon Guillermaz, « procédant du même esprit que celle de la Chine classique, l'étude de la Chine contemporaine était le plus

¹ Jacques Guillermaz, note du 9 avril 1959 1958, citée par Yves Viltard dans « Naissance de la Chine contemporaine aux Etats-Unis », *Perspectives chinoises*, 1999, n°54, pp 60-82

² Jacques Guillermaz, note du 9 avril 1959 1958, citée par Yves Viltard dans « Naissance de la Chine contemporaine aux Etats-Unis », *Perspectives chinoises*, 1999, n°54, pp 60-82

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 468, 21 février 1967

⁴ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 646, 18 août 1969, 1493 et 30 octobre 1968, 695/AS

souvent limitée au domaine littéraire et presque toujours motivée par l'obtention d'un diplôme. Elle était fréquemment obscurcie par une vision idéologique déformante ou par la recherche d'un exotisme parfait ». « Nous étions tous largement tributaires des sinologues américains et de leurs travaux ». ¹ Malgré ce constat très négatif, il faut nuancer l'opposition entre sinologie classique et sciences sociales et la quasi-inexistence des études de la Chine contemporaine. Il y eut en effet en France une tradition d'histoire politique et sociale de la Chine qui influença la recherche des années 1960 et 1970.

On peut distinguer, avec Jean-Luc Domenach ² trois grandes tendances de la recherche française sur la Chine. La première, une sinologie traditionnelle de très grande qualité, était portée dans les années 1950 et 1960 par les grands noms de Jacques Gernet, Paul Demiéville et Etienne Balazs. Elle s'intéressait à l'histoire intellectuelle et sociale de la Chine, l'étude de sa langue et de sa philosophie, bref, de la « Chine éternelle », mais n'était pas destinée à comprendre la République Populaire de Chine et les transformations contemporaines du pays.

La deuxième est liée au courant de l'histoire des Annales, qui s'appuyait essentiellement sur l'étude des transformations sociales dans un temps long. Cette tendance est très bien représentée par Lucien Bianco et par Marie-Claire Bergère. Il faut y ajouter les ouvrages du général Guillermez, qui constituent une étude plus traditionnelle, mais très pertinente, des institutions et des rapports de force politiques dans la Chine contemporaine, avec au centre de sa réflexion le parti communiste comme instrument original de la conquête du pouvoir.

Cette recherche se construit en opposition avec une autre, celle qui pense la Chine selon des affiliations politiques et se pose en détracteur ou en thuriféraire de son régime. Jean Chesneaux, pour les premiers, et Simon Leys pour les deuxièmes illustrent cette sinologie engagée, souvent intelligente, mais qui pâtit de son manque d'objectivité.

3) L'influence étrangère

Quelle a été l'influence des sinologies étrangères sur la recherche française ? Sans doute assez mince. L'influence la plus grande est bien sûr celle des Etats-Unis et du monde anglo-saxon. Mais les publications américaines étaient assez peu lues en France et étaient accueillies, dans les années 1960, avec un scepticisme dû en partie à des *a priori* négatifs sur la politique étrangère américaine et pour le reste à un mépris pour une recherche jugée trop engagée politiquement. Si, comme je le montrerai ci-dessous, on peut déceler dans les perceptions de la Chine au sein de la population française une influence diffuse mais faible du concept de totalitarisme, venu principalement des Etats-Unis, celui-ci n'a eu, à ma connaissance, presque aucun impact sur la production scientifique française. Le changement de paradigme qui s'opéra aux Etats-Unis dans les années 1960 et substitua au concept de totalitarisme celui de théorie du développement ne fut cependant pas sans séduire les Français qui y retrouvèrent, pour beaucoup, leur propre vision de la Chine.

De plus, l'influence de la sinologie américaine fut réelle au niveau méthodologique : plus axées sur l'économie et la science politique, plus empiriques, plus critiques aussi vis-à-

¹ Jacques Guillermez, *Une vie pour la Chine, Mémoires (1937-1989)*, Paris, R. Laffont, 1989, p. 371

² Jean-Luc Domenach (sous le pseudonyme de Gilbert Padoul), « Comment connaissons-nous la Chine ? », *Le Débat*, n°9, février 1981, pp. 96-105

vis des sources officielles chinoises, les recherches américaines sur la Chine avaient une efficacité indéniable qui séduisit les Français.

Il faut ajouter à cela que les publications d'experts américains de la Chine étaient connues des diplomates français et consultées fréquemment (plus que celles des chercheurs français).

L'impact des autres sinologies étrangères, à commencer par la recherche soviétique, fut pratiquement nul en France, d'une part pour des raisons linguistiques, d'autre part du fait de la teneur souvent propagandiste de leurs publications. Je ne connais ainsi aucune occurrence de spécialiste (ou de non-spécialiste) français se référant à des sources étrangères autres qu'américaines ou anglaises.

C - Les poncifs de la culture et de l'histoire chinoise

1) La Chine, mystérieuse et inconnaisable

La Chine fut, depuis le 18^e siècle au moins, suscita une forme de fascination de la part des Français. Elle était considérée comme l'altérité extrême, l'autre pan de l'expérience humaine. Elle paraissait tellement différente qu'elle éveillait chez ses observateurs une suspension de jugement né de l'impossibilité de comprendre, de connaître, de penser la Chine. Bref, le préjugé courant était celui d'une Chine exotique.

Ce préjugé, très courant, est admirablement exprimé Jean-Pierre Angrémy (connu sous son nom de plume Pierre-Jean Remy), qui travaillait en tant que deuxième secrétaire à l'ambassade de France en Chine : « (la Chine) demeure l'exil le plus total qui se puisse concevoir. La rupture la moins possible à imaginer. Le lieu le plus extrême, hors du temps, hors de notre monde, dont nous puissions rêver. D'où la Chine dont je voudrais parler, qui serait en somme une métaphore, elle aussi hors du temps. (...) Domaine proscrit parce que aussi inexorablement coupé, séparé, tranché de l'Occident, que lointain et difficile à gagner. (...) La Chine donc, lieu mystérieux s'il en est, est le symbole de l'impossibilité de l'exil assumé. C'est-à-dire de la re-création d'un homme nouveau dans un monde nouveau. (...) La métaphore se poursuit lorsqu'on regarde Pékin, ville rébus, échiquier clos. »¹

De cette vision de la Chine naquirent plusieurs considérations : d'une part, il était vain de chercher à connaître sa réalité politique et sociale, puisque la Chine avait une réalité qui lui était propre et que les Occidentaux ne pouvaient appréhender. D'autre part, il était inutile d'essayer de transposer aux pays occidentaux les transformations voulues par Mao pour la Chine ; en revanche, ces transformations étaient bonnes et adaptées pour la Chine.

2) Les préjugés sur l'histoire chinoise

L'autre versant des préjugés sur la Chine consiste à la penser comme un pays immuable : la « Chine éternelle ». La profusion des métaphores de type organique (comme « la pays veut », « la Chine est », « la Chine pense ») dans les ouvrages et écrits de l'époque en sont une preuve. Le pays est alors pensé comme une essence et non un construit

¹ Pierre-Jean Remy, *La Chine, Journal de Pékin (1963-2008)*, Paris, Odile Jacob, 2008, p. 204-206

historique ; et si son histoire est invoquée pour expliquer le présent, c'est pour montrer des permanences plutôt que des ruptures ou des évolutions.

C'est ainsi que le gouvernement communiste est souvent vu comme un avatar des empires chinois, comme une figure de l'empire chinois éternel. C'est ce que montre bien cette affirmation de René Etiemble, dans « *Connaissons-nous la Chine ?* » : « *Si les Foster Dulles connaissaient un tant soit peu la culture chinoise, ils comprendraient que l'action du gouvernement « communiste » s'inspire de traditions impériales, dont certaines remontent à plus de deux millénaires.* »¹ Le général Guillermez ne fait pas exception à cette tradition : dans une note du 10 septembre 1966, il remarque que « *Les événements de ce mois sont sûrement de nature à tenter les sociologues et les historiens qui pourront y retrouver bien des aspects anciens. La façon dont l'équipe au pouvoir se sert de la personnalité de Mao Tze-tung rappelle certains épisodes du Roman des Trois royaumes* ». « *En fin de compte, ajoute-t-il, leur vision du monde moderne paraît aussi irréelle que celle de la Cour Mandchoue et des mandarins du début de ce siècle. Il leur faudra sans doute faire, comme l'Occident l'a fait avant eux, et au prix d'une dure expérience, la découverte des lois irréfutables qui régissent le développement économique des Etats.* »² Les évolutions récentes de la République Populaire de Chine sont alors perçues par les observateurs Français comme des reprises naturelles de traditions millénaires. Cet extrait d'une note de l'ambassade de France n'en est qu'un exemple parmi bien d'autres : « *de tout temps en Chine, les paysans ont cherché à organiser leur auto-défense et le régime communiste n'a fait en ce domaine que reprendre une tradition millénaire en favorisant cette tendance* »³.

Parallèlement à cette tendance à simplifier l'histoire de Chine et à minimiser les ruptures entre le passé et le présent, on observe également une propension à percevoir l'histoire chinoise comme sclérosée, non dynamique, « vieille », ce qui justifiait, aux yeux des Occidentaux, les efforts du parti communiste pour moderniser le pays et son caractère autoritaire. Le texte qui montre le mieux les *a priori* courants sur la Chine dans les années 1960 est sans doute cet extrait du rapport de fin de mission de Lucien Paye, ambassadeur de France en Chine : « *Si l'on tentait la psychanalyse de la Chine, elle montrerait sans doute, chez cet immense peuple, un complexe curieux et inquiétant de soumission et d'orgueil. Cette masse, qui demeure en grande majorité paysanne, a connu pendant des millénaires une affreuse misère et une exploitation féroce. Elle n'est sortie de l'ère féodale qu'à une date très*

¹ René Etiemble, *Connaissons-nous la Chine ?*, Paris, Gallimard, 1964, p.9

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 839, 10 septembre 1966, 182/CHN/S

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 664, 3 septembre 1970, 17/AS

récente, officiellement en 1911, en fait et selon les régions, beaucoup plus tard. On ne trouve point dans son histoire le lent cheminement qu'on remarque dans nombre de pays européens, particulièrement en France, vers une conscience collective génératrice de corporations artisanales, de franchises municipales, de conceptions politiques ou sociales. »

« Mais les Han nourrissaient aussi l'orgueil d'un passé et d'une civilisation qui les avait habitués, même confusément, à s'opposer à l'étranger, à concevoir une supériorité essentielle sur les autres peuples, considérés comme barbares et tenus pour vassaux. Formant un continent à elle seule, la Chine se concevait elle-même en s'opposant. Les influences extérieures lui avaient été imposées, violant cette enceinte de coutumes sociales, d'habitudes morales, de superstitions, dont l'ensemble formait la trame d'une personnalité jalousement défendue. Intelligent et laborieux, intuitif et hautain, d'une jovialité sans gentillesse, à la fois grossier et raffiné, aussi prompt à humilier autrui qu'à se prosterner devant les valeurs qu'il reconnaissait, soucieux de ne jamais « perdre la face », amoureux du compliqué et de l'artificiel, le Chinois se montrait aussi dur dans la prospérité que souple dans l'adversité. » Lucien Paye affirmait comprendre par conséquent « l'attachement des masses à un régime dont ce peuple, que les siècles avaient habitué à la soumission et souvent à une sorte d'esclavage, ne ressentait sans doute guère l'implacable rigueur. »¹.

Les préjugés sur l'histoire chinoise véhiculèrent, on le voit, deux sortes d'attitudes contradictoires. La première consistait à penser la Parti Communiste Chinois comme l'héritier d'un Empire immuable ; la deuxième, à en faire le modernisateur d'une Chine moyenâgeuse et attardée. Ces deux attitudes cohabitaient cependant très souvent dans la pensée des Français.

3) Les préjugés sur le peuple chinois

L'attitude de retrait par rapport à une Chine qu'on juge trop mystérieuse pour être connue et comprise va de pair avec des préjugés de plusieurs types concernant le peuple chinois. Le préjugé le plus courant concernait l'orgueil et la susceptibilité des Chinois. « Ces gens-là sont hypersensibles » écrivait Jean Basdevant dans une lettre du 15 février 1966, à propos d'un incident entre le doyen de l'université de Rennes et des étudiants chinois². Dans la même veine, Jean-Jacques Trillat, membre de l'académie des Sciences, professeur à la Sorbonne, écrivait : « Malgré leur orgueil congénital, les Chinois savent qu'ils ont encore beaucoup à apprendre, que les séjours à l'étranger leur ont donné leurs meilleurs savants » ; « l'orgueil chinois n'est pas un vain mot, malgré certaines pensées de Mao comme « la modestie fait avancer, l'orgueil fait reculer » destinées surtout à la propagande interne et à l'autocritique. »³

De façon assez paradoxale, parallèlement à « l'orgueil congénital » des Chinois était reconnue leur modestie (les Chinois faisant souvent leur auto-critique devant les voyageurs pendant la révolution culturelle), leur gentillesse face aux étrangers et leur hospitalité extraordinaire. D'après Jean Cantacuzene, sous-directeur du laboratoire de Chimie de l'ENS :

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 646, rapport de fin de mission de Lucien Paye, 192/AS

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 466, Jean Basdevant dans une lettre du 15 février 1966

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 469, 15 octobre 1966, n°2200 ACT

« Les Chinois rencontrés ont souvent un orgueil démesuré et une susceptibilité pour tout ce qui concerne leur pays. Pourtant, à chaque fois que l'on est accueilli quelque part, le discours de bienvenue s'achève sur ces mots : après votre visite, présentez-nous vos critiques qui nous aideront à nous améliorer. »¹

Enfin, le caractère minutieux et attentionné « du Chinois » était très souvent loué : Jean Cantacuzene notait ainsi que « ce travail infiniment patient et minutieux est bien caractéristique des chinois qui ont le goût du travail bien fait et figolé dans ses moindres détails. » Plus loin : « Je me demande s'il n'y a pas plutôt lieu de se demander si par hasard un beau jour les Chinois ne dépasseront pas les Russes dans bien des domaines car, à régime comparable, on sent que les premiers ont tant de finesse, de traditions, de savoir-faire et tant de goût pour le travail précis et bien fait. Par contre le Russe moyen me paraît être beaucoup plus cultivé que son homologue chinois, qui en définitive ne connaît surtout que les oeuvres et les pensées du président Mao. » De façon similaire, le rapport de mission effectuée par MM. Allard, Blain et Rivière du 16 octobre au 7 novembre affirmait que « Le Chinois est intelligent et souple ». M. Minkowski affirmait aussi qu'en Chine « la personnalité de l'enfant semble être préservée, ce qui tient au caractère particulier des Chinois. »²

Ces préjugés montrent des *a priori* parfois contradictoires sur la Chine, et toujours hérités de décennies de perceptions de la Chine. Pourtant, ils semblent plus favorables à la Chine que quelques années auparavant : les Français font preuve, en règle générale, d'une certaine sympathie *a priori* pour le peuple chinois.

L'ensemble de ces perceptions est parfaitement illustré dans la conférence de presse du Général De Gaulle, au cours de laquelle il annonçait le rétablissement des relations diplomatiques avec la Chine : « la Chine, un grand peuple, le plus nombreux de la Terre ; une race, où la capacité patiente, laborieuse, industrielle, des individus a, depuis des millénaires, péniblement compensé son défaut collectif de méthode et de cohésion et construit une très particulière et très profonde civilisation ; un très vaste pays géographiquement compact quoique sans unité, (...), un Etat plus ancien que l'Histoire, constamment résolu à l'indépendance, s'efforçant sans relâche à la centralisation, replié d'instinct sur lui-même et dédaigneux des étrangers, mais conscient et orgueilleux d'une immuable pérennité, telle est la Chine de toujours »³.

Le mélange de perceptions positives et négatives sur la Chine, l'impression d'une radicale altérité, le mysticisme attaché à l'histoire de Chine (en effet, quel pays pourrait être « plus ancien que l'histoire » ?), et enfin la tendance à faire du peuple chinois une essence immuable, sont ici parfaitement illustrés.

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 469, Mission d'étude effectuée en Chine du 13 avril au 9 mai 1966 au titre du protocole d'accord culturel franco-chinois par Jean Cantacuzene, sous-directeur du laboratoire de Chimie de l'ENS.

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 469, 4 juin 1966

³ Extrait de la conférence de presse du Général De Gaulle du 31 janvier 1964

Force est de constater qu'au début de la révolution culturelle, les Français connaissaient généralement mal la Chine. La sinologie française, héritière d'une riche tradition de sciences sociales, était cependant pauvre en moyens humains et matériels. La langue chinoise était très peu apprise. Enfin, les référents culturels qui se rattachaient à la connaissance de la Chine étaient constitués d'un mélange de récits de voyage plutôt engagés et subjectifs, et de préjugés bien enracinés sur la Chine. Ces deux pôles de la connaissance de la Chine (celui des spécialistes et celui des préjugés) constituaient un fonds commun très important pour comprendre les perceptions par les Français de la politique chinoise.

V - Totalitarisme et révolution : deux concepts de guerre froide

La perception que les Français ont eu de la Chine communiste a été inévitablement rattachée aux deux concepts majeurs de la guerre froide : celui de totalitarisme et celui de révolution. L'impact de tels concepts fut rendu d'autant plus important par le manque de connaissance générale sur la Chine.

A - Le totalitarisme

1) Un concept essentiellement américain

Le concept de totalitarisme a été l'élément principal de la vision de la Chine aux Etats-Unis, aussi bien chez les hommes politiques que dans les sciences humaines. Il s'est imposé de 1949 à 1968 chez les politologues anglo-saxons spécialistes de la Chine. Benjamin Schwartz affirmait ainsi dans le numéro inaugural de la revue *China Quarterly* en 1960 : « *En utilisant la formule « consolidation totalitaire » je ne veux pas dire que cela implique qu'aucun d'entre nous (les privilégiés ayant pu la visiter inclus) soit dans la position de savoir ce qui se passe dans les coeurs et les têtes de six cent millions de Chinois. Le fait que le régime ait été capable d'organiser et de mobiliser les énergies pour servir ses projets ne prouve pas qu'il jouisse d'un soutien fanatique de toutes les masses... D'autre part, ni les pressions démoniaques d'en haut ni une rigueur économique accrue ne doivent nécessairement conduire à une quelconque révolte d'en bas* »¹. Le concept n'est cependant pas demeuré sans évolution durant ces deux décennies : il a fait l'objet de deux interprétations successives, que décrit Yves Viltard dans *La Chine américaine* : « *il faut étudier la Chine contemporaine* »². La première interprétation, de 1949 à 1959, faisait du maoïsme un communisme importé, impopulaire et brutal, sans rapport avec la Chine réelle. L'Union soviétique était rendue responsable de la propagation du mal communiste en Chine. La

¹ Yves Viltard, *La Chine américaine* : « *il faut étudier la Chine contemporaine* », Paris, Belin, p. 119

² Yves Viltard, *La Chine américaine* : « *il faut étudier la Chine contemporaine* », Paris, Belin, 2003, 352p

deuxième interprétation, de 1959-1969 avait fait, au contraire, du maoïsme une variante du despotisme asiatique : Mao était vu comme un nouvel empereur et le totalitarisme comme un nouveau confucianisme. Cette évolution du concept, opérée notamment par Karl A. Wittfogel¹, répondait au problème épistémologique posé par l'incontestable stabilisation du régime dans les années 1960 et admettait la rationalité et l'efficacité du système. Cependant, la notion de totalitarisme pour décrire la nature du régime chinois fut abandonnée par les spécialistes américains précisément au moment de la révolution culturelle. Lucian Pye fut le principal artisan de ce changement de paradigme, au profit de la banalisation du régime chinois et de son interprétation par la théorie du développement de pays du Tiers-Monde. Je reviendrai ci-dessous à cette interprétation très répandue dans les années 1970 aux Etats-Unis.

En France, le mot de « totalitarisme » apparut à plusieurs reprises pour désigner la nature du régime, par exemple sous la plume du Général Guillermez dans la préface à la deuxième édition de son *Que Sais-je* sur la République Populaire de Chine : « *La Chine mérite notre attention par le caractère unique d'une expérience qui prétend transformer un pays de vieille civilisation en une jeune nation totalitaire et dynamique* »². Dans une note interne du 9 avril 1959 expliquant les raisons de l'ouverture du Centre de Documentation Chine, il fit mention également du « *caractère totalitaire du gouvernement de Pékin* »³. Dans plusieurs récits de voyages ou de vie en Chine, on trouve également mention du concept de totalitarisme. Mille Jours à Pékin, un ouvrage de Maurice Ciantar paru en 1969⁴, l'auteur définit ainsi sa position par rapport au régime chinois : « *on ne nuance pas avec le totalitarisme. On est pour ou contre. N'étant pas communiste, je suis donc contre la dictature du prolétariat* ».

Néanmoins, on constate que les occurrences du terme de « totalitaire » étaient très rares dans les écrits de l'époque sur la Chine. Il semble que la France ait été beaucoup plus réticente que les Etats-Unis à définir la Chine comme totalitaire. La sympathie d'une frange de la population française pour le communisme et la moindre implication de la France dans le conflit de guerre froide permettent d'expliquer cette tendance, à laquelle participent également des facteurs propres à l'histoire des sciences sociales en France, comme je l'ai montré ci-dessus. Pour citer Yves Viltard, « *Il faudra, aussi curieux que cela puisse paraître, attendre le tournant des années quatre-vingt et le mouvement de désenchantement de la Chine qui l'accompagne, pour que la question de la nature totalitaire de la Chine ait droit de cité comme question et encore de façon toute académique en France. Depuis, la qualification de totalitaire pour la Chine est considérée comme un acquis pour l'époque maoïste. Le totalitarisme chinois est rituellement et inlassablement réinterrogé jusqu'à aujourd'hui, au*

¹ Karl A. Wittfogel, *Oriental Despotism : A comparative Study of Total Power*, New Haven, Connecticut, Yale University Press, 1957

² Yves Viltard, « Naissance de la Chine contemporaine aux Etats-Unis : l'archéologie d'un énoncé sinologique américain », *Perspectives Chinoises*, août 1999, n°54, p.61

³ Yves Viltard, « Naissance de la Chine contemporaine aux Etats-Unis : l'archéologie d'un énoncé sinologique américain », *Perspectives Chinoises*, août 1999, n°54, p.61

⁴ Maurice Ciantar, *Mille Jours à Pékin*, Paris : Gallimard, 1969, p. 150

gré des évolutions internes et des transformations escomptées, mais généralement déçues, dans le discours en France »¹.

Le totalitarisme, en tant que concept scientifique, ne fut donc pas influent en France, du moins pour expliquer le régime chinois. Contrairement aux Etats-Unis, il ne constitua pas en France un « paradigme » à partir duquel pouvait être pensée l'évolution de la politique chinoise.

2) Perceptions d'un régime caractérisé par l'endoctrinement politique et la répression

Si le concept de totalitarisme ne structura pas la pensée de la Chine en France, en revanche, le manque de liberté, l'endoctrinement politique et la répression, étaient des lieux communs de la connaissance de la Chine par les Français. De nombreux auteurs, sans parler de « totalitarisme », dénoncèrent en effet cette réalité chinoise qu'ils apercevaient et qui ressemblait par certains aspects à ce qu'ils savaient de la Russie soviétique.

Jean-Jacques Trillat, membre de l'académie des Sciences, professeur à la Sorbonne, raconta ainsi qu'il avait eu le sentiment que : « *la pensée individuelle (tendait) à être remplacée par la pensée collective* »². Parmi les journalistes non présents en Chine (rappelons que Robert Guillain y fut présent à partir de 1967), l'aspect totalitaire du régime chinois constituait également un véritable lieu commun. Les titres du reportage de Robert Guillain, « Six cents millions de Chinois dans l'engrenage communiste », qui commença dans Le Monde du 17 janvier 1956, le prouvent : « *Un disparu : le Chinois intelligent (...) Mort de la curiosité (...) Qu'est-il arrivé au Chinois moyen ? (...) Six cents millions en uniforme (...) La socialisation des cervelles (...) La fabrication des bien-pensants (...) Faut-il dénoncer votre époux ou votre frère ? (...) Le grand lessivage des intellectuels* »³. En 1964, le journaliste ajoutait, dans son enquête « Chine nouvelle An XV » du Monde du 18 septembre 1964, que « *la volonté de laminer l'individu sous les rouleaux du marxisme « maoïste » demeure d'autant plus forte qu'elle a dans l'ensemble réussi. Mais ce succès-là, j'avoue que je laisse à mes hôtes chinois le soin d'en chanter les louanges* »⁴.

Si le concept de « totalitarisme » n'était pas souvent mentionné en tant que tel, la dénonciation des aspects totalitaires de la Chine (manque de liberté, endoctrinement, contrôle policier, suppression de l'individu au profit du groupe) fut l'une des clés fondamentales par lesquelles les Français ont appréhendé la Chine.

¹ Yves Viltard, *La Chine américaine : « il faut étudier la Chine contemporaine »*, Paris, Belin, 2003, 352p

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 469, 15 octobre 1966, n°2200 ACT

³ Cité par Emilie Roche, *La révolution culturelle chinoise à travers le journal Le Monde, 1965-1969*, Mémoire de master sous la direction d'Isabelle Garcin-Marrou, Institut d'Etudes Politiques de Lyon, 2000

⁴ Cité par Emilie Roche, *La révolution culturelle chinoise à travers le journal Le Monde, 1965-1969*, Mémoire de master sous la direction d'Isabelle Garcin-Marrou, Institut d'Etudes Politiques de Lyon, 2000

3) Effets de la révolution culturelle sur ces perceptions

La révolution culturelle eut sur ce plan un effet contradictoire. La liberté manifestée par les Gardes Rouges, l'autocritique permanente, la lutte contre la bureaucratie rendirent les critiques contre le totalitarisme chinois plus rares et moins virulentes, en même temps que croissait la sympathie pour la révolution chinoise. Néanmoins, chez certains spectateurs lucides de la révolution culturelle, le culte de la personnalité grandissant et le renforcement de la dictature suscitèrent une plus grande prise de conscience de la réalité totalitaire du régime. L'évolution du régime, la place de plus en plus importante de l'armée et la répression qui ont accompagné la reprise en main des années 1968-1969, perçues tant bien que mal par les observateurs, eurent pour conséquence une désillusion et un jugement plus négatif chez certains d'entre eux ; tandis que chez d'autres, moins informés, se répandaient au contraire les échos enthousiastes de la grande révolution culturelle. Les diplomates furent l'objet de ces deux tendances contradictoires mais simultanées.

La militarisation du régime fut également perçue par les Français, rappelant le précédent nazi. Jacques Guillermaz, dans *Une vie pour la Chine*, explique (certes, plus de trente ans après), que la Chine « avait rompu avec ses dernières traditions d'humanité et, à-demi militarisée, mue par un fanatisme élémentaire, s'était abandonnée à un homme divinisé » et ajoute que les Gardes Rouges lui faisaient irrésistiblement « penser aux jeunesses hitlériennes, la discipline en moins. »¹ Dans *L'Empire de la Poudre aux yeux*, Jean Leclerc du Sablon écrit : « L'unanimité enthousiaste imposée aux « masses » donnait l'impression d'un exercice de discipline militaire pensé dans ses moindres détails. Mais à chacun son totalitarisme. L'Allemagne d'Hitler, l'URSS de Staline, avaient les prétentions d'un rationalisme radical. Mao, lui, a entretenu une réputation de poète, ses calligraphies s'étaient partout. »² Pourtant la Chine, à l'époque, lui avait laissé une première impression très bonne : le premier octobre 1970, il avait en effet écrit à son père : « excellent spectacle, ce pays respire la santé, tout le monde bosse, le matin, je suis réveillé par les chants des petits soldats rouges du président Mao qui attendent sagement le bus sous mes fenêtres, avec leurs petits fusils de bois à l'épaule »³. La perception de la militarisation du régime, si elle était présente au moment de la révolution culturelle, sera en effet plus forte avec le recul, quelques années plus tard.

L'endoctrinement croissant de la population fut également perçu et dénoncé par les Français. Pour beaucoup d'entre eux, les années 1968-1969 furent un tournant dans la perception qu'ils avaient du régime. Le mysticisme et l'utopie qui accompagnaient les déclarations officielles chinoises cessèrent d'être pris pour argent comptant et la dimension répressive et policière du régime irrita beaucoup de Français. Surtout, à compter de cette époque, les diplomates français cessèrent de croire que le culte de Mao et l'amour de la révolution étaient provoqués par autre chose que l'usage de la force et l'embrigadement

¹ Jacques Guillermaz, *Une vie pour la Chine, Mémoires (1937-1989)*, Paris, R. Laffont, 1989, p. 358

² Jean Leclerc du Sablon, *L'empire de la poudre aux yeux : carnets de Chine : 1970-2001*, Paris : Flammarion, 2002, p47

³ Jean Leclerc du Sablon, *L'empire de la poudre aux yeux : carnets de Chine : 1970-2001*, Paris : Flammarion, 2002, p47

violent. Dans un rapport d'Etienne Manac'h sur la vie quotidienne à Pékin en 1970, l'accent était ainsi mis sur le renforcement du conditionnement idéologique, qui « *produit (...) une lassitude et une indifférence contre laquelle s'élèvent parfois les autorités. Le poids de l'orthodoxie produit aussi un conformisme prudent, une plate obéissance, une habitude de se référer à ce qui a été appris par coeur plutôt qu'aux inspirations de sa raison, un goût hypocrite pour le verbiage moraliste.* »¹ Dans son rapport de fin de mission en 1969, Lucien Paye se disait également surpris par « *une sorte d'imperméabilité de la population, par l'ubiquité de la surveillance policière, par la difficulté de tout contact humain, par l'atmosphère d'agressivité du régime* »².

La révolution culturelle aggrava donc, chez les observateurs, le sentiment d'un manque de liberté en Chine, la perception du cynisme des autorités et de la violence de l'Etat, et l'effrayante volonté d'éliminer l'individu au profit de la collectivité. Ces perceptions se feront plus fortes encore après la révolution culturelle, avec le recul des années et l'amélioration des connaissances historiques.

4) La volonté de nuancer le caractère totalitaire du régime chinois

Les observateurs de l'époque ont cependant cherché à nuancer ce propos et n'ont pas cru que le phénomène totalitaire, s'il était présent en Chine, puisse y être aussi fort qu'en URSS ou dans les autres Etats communistes.

Prenons pour exemple le système concentrationnaire chinois. Quelques observateurs, chez les diplomates notamment, ont eu l'intuition de ce que signifiait « la rééducation des individus ». En l'absence de renseignements précis sur le *laogai*³, les diplomates en étaient réduits à s'appuyer d'une part sur la presse (qui était tout sauf objective) et d'autre part sur ce qu'ils connaissaient de l'histoire, les souvenirs traumatiques de la seconde guerre mondiale et les retentissantes révélations sur les camps de concentration soviétiques servant d'élément de comparaison. Confrontés à la réalité chinoise, les observateurs ont tous conclu, cependant, que le régime chinois était moins totalitaire, moins répressif, moins sanglant que les autres. Il est intéressant de mettre en parallèle ces deux rapports consécutifs, qui en évoquaient deux aspects presque opposés. Le premier comparait explicitement les camps nazis et soviétique : « *Il est pourtant un aspect des choses qui fausse ces belles perspectives et évoque un certain "arbeit mit freude" de sinistre mémoire. Si la relance du mouvement est si vigoureuse aujourd'hui, comme son inauguration voici dix ans, c'est qu'il répond, en effet, à un objectif immédiat, à savoir la "rééducation" d'individus ou même de catégories que le régime considère comme plus corrompus que d'autres mais qu'il affirme d'ailleurs, tant sa foi dans la "plasticité" de la psychologie humaine est grande, vouloir récupérer à la fin du*

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 836, 2 mars 1970, 186/AS

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 646, rapport de fin de mission de Lucien Paye, 192/AS

³ L'excellent récit de Pasqualini ne sortira qu'en 1975, voir Jean Pasqualini, *Prisonnier de Mao : sept ans dans un camp de travail en Chine*, Paris : France-Loisir, 1975, 339p

compte”. “Les communistes chinois visant plus à “réformer” qu’à “liquider” – au contraire des staliniens – tout sera mis en oeuvre pour briser les résistances et reconditionner l’homme de façon à le rendre à nouveau utilisable.”¹ Au contraire, le deuxième refusait de parler de système concentrationnaire : “Quelles que soient les résistances, il semble que la force ne sera pas employée (contre les intellectuels). Le régime est sans doute las des méthodes disciplinaires. “L’armée, la justice, les prisons et autres instruments du pouvoir de l’Etat” ne sont pas les meilleurs moyens de rééduquer les intellectuels, indique un éditorial du Wen Hui Bao du 6 septembre. Ce seront plutôt les méthodes de persuasion qui seront employées »².

On trouve cette même contradiction dans l’ouvrage d’Alain Peyrefitte de 1973 à propos des camps de concentration : à la page 383, il écrit : « on peut, comme nous l’avons fait, parcourir des milliers de kilomètres sans repérer aucun de ces camps entourés de hauts murs et miradors, où est perché un soldat porteur de mitraillette, comme on en aperçoit quand on séjourne dans les pays communistes d’Europe de l’Est... Il n’est pas très sérieux d’assurer, comme certains livres orientés, que la Chine n’est qu’un vaste camp de concentration. », tandis qu’à la page 384 on trouve : « La révolution culturelle a eu pour effet de remplir les prisons et autres camps de redressement. » et à la page 409 : « les paysans (...) parce qu’ils ne se sont pas pliés à la dure mécanique du système maoïste peuplent aujourd’hui les camps de travail »³.

Soit qu’ils aient éprouvé des réticences à caractériser comme totalitaire un pays « ami » de la France et dont les perceptions étaient globalement positives, soit qu’ils aient refusé de se prononcer trop vite sur une réalité qu’ils connaissaient mal, les observateurs de la Chine populaire ont souvent préféré suspendre leur jugement plutôt que de qualifier trop durement le régime chinois. Ils considéraient généralement que le communisme chinois était préférable à d’autres et choisirent souvent l’indulgence, par peur d’une trop grande sévérité à son égard.

5) Dénonciation du totalitarisme et appartenance politique

On peut se demander si l’orientation politique des observateurs a joué un rôle dans ces critiques. Je manque cependant de données fiables pour établir un parallèle entre les tendances politiques et la propension à dénoncer le régime maoïste. De tels facteurs ont sans doute joué un rôle dans la perception de la dimension totalitaire du régime ; et ce d’autant plus que cette perception ne pouvait se fonder que difficilement sur des observations objectives. Nous avons en effet montré dans la première partie à quel point les voyages étaient stéréotypés et apprenaient peu de choses sur les réalités chinoises.

Il semble que chez les simples voyageurs, la sensibilité politique et idéologique a pu jouer car leurs discours étaient généralement manichéens. Le caractère totalitaire de la Chine était abordé dans les récits de voyage moins parce qu’il sautait aux yeux des voyageurs que

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, dossier 662, 17 octobre 1968 21/AS

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 662, 19 septembre 1968, 19/AS

³ Alain Peyrefitte, *Quand la Chine s’éveillera... Le monde tremblera : regards sur la voie chinoise*, Paris : Fayard, 1973, 475p

parce qu'il s'agissait d'un lieu commun des écrits sur la Chine. La tradition libérale et républicaine, voire philosophique française fut souvent invoquée pour expliquer la révolte devant l'endoctrinement des populations : Jean Cantacuzene, sous-directeur du laboratoire de Chimie de l'ENS, explique ainsi : « *Il m'a semblé que même des chinois à l'esprit éminent ne se rendaient plus compte de la campagne "d'intoxication" à laquelle ils étaient soumis à ce sujet, alors que celui qui vient du pays de Descartes est dès le premier abord exaspéré par tout ce culte de la personnalité* »¹.

Les diplomates furent sans doute moins sensibles aux considérations politiques ou idéologiques. Confrontés à la presse quotidienne chinoise et au spectacle des rues de la capitale, ils avaient à leur disposition suffisamment d'information pour deviner certains éléments totalitaires du régime. Leur condamnation de ces éléments totalitaires de leur part fut cependant très variable et souvent limitée. Le mot « totalitaire » ne fut jamais (ou presque) utilisé par eux et leur souci de l'objectivité les poussa à croire à la modération du régime. Pourtant, ce qu'ils voyaient de la révolution culturelle les poussa parfois à un cri de colère. Cette note du 28 juillet 1968 en est un bon exemple : « *Qu'il s'agisse des mesures prises à l'égard des comités révolutionnaires ou des recommandations de Xie Fuqi, on reste frappé par l'ambiguïté et la faiblesse des conceptions judiciaires d'un Etat qui tolère la violence au nom d'une dialectique transcendente.* » « *La froide rigueur de cette dialectique n'a d'égal, semble-t-il, que son détachement du réel. Il faudra aux chinois beaucoup d'efforts et de volonté pour redécouvrir, comme ils y réussissent quelquefois encore, le sens de l'humain par delà cette doctrine implacable* »².

En l'absence de données fiables et importantes sur la question, l'orientation politique des observateurs joua donc sans doute un grand rôle dans la dénonciation ou non du régime et la caractérisation ou non de la Chine comme un Etat totalitaire. Cependant, certaines observations, sur le manque de liberté et la répression, étaient très répandues dans la plupart des tendances politiques, tandis que variaient plus souvent l'indulgence ou la sévérité suscitées par ces remarques.

B - La sensibilité révolutionnaire

Une sensibilité pro-révolutionnaire dans les perceptions françaises de la Chine existait depuis 1949, de façon très diffuse. Héritière d'une tradition cartésienne et républicaine et s'érigeant en championne des droits de l'homme et de la liberté, la France s'enthousiasmait volontiers pour des régimes de type marxiste. La révolution française, référent commun aux Français, joua sans doute un grand rôle dans les perceptions françaises de la révolution chinoise. Parmi les régimes communistes, la Chine tenait en outre une place très particulière : son idéologie marxiste était teintée d'une utopie libertaire et portait trop profondément ancrée la marque de l'histoire chinoise pour ressembler au communisme soviétique. C'est ce qui peut

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 469, mission d'étude effectuée en Chine du 13 avril au 9 mai 1966 au titre du protocole d'accord culturel franco-chinois par Jean Cantacuzene, sous-directeur du laboratoire de Chimie de l'ENS.

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 662, 25 juillet 1968, 15/AS

expliquer le grand engouement des Français pour le régime chinois après la désillusion face le stalinisme.

1) Les maoïstes, mai 68 et la révolution culturelle

A partir de 1968, l'enthousiasme pour la révolution chinoise devint d'autant plus fort que la révolution culturelle présentait, selon ses contemporains, des similitudes avec le mouvement de mai 68 (la référence à la Commune de Paris n'était-elle pas brandie par tous les gardes rouges ?).

Ce fut notamment l'apogée du mouvement pro-maoïste français. Constitué seulement, avant 1968, de quelques groupuscules, il compta entre 1971 et 1973 7000 adhérents, en général venus de l'élite intellectuelle ou de la grande bourgeoisie. Les trois tendances de la mouvance maoïste en France étaient les communistes révisionnistes (le Parti Communiste Marxiste-Léniniste), les normaliens (l'UJC ML) et les étudiants soixante-huitards. Fascinés par les campagnes de rectification qui leur semblaient témoigner d'une société socialiste en réelle construction, les étudiants et intellectuels de mai 68 approuvaient la révolution culturelle pour son utilisation de l'autocritique, de la révolution permanente, pour son refus de la tradition culturelle.

Dans *Mai 68, l'héritage impossible*, Jean-Pierre Le Goff explique ainsi les raisons du succès de la révolution chinoise dans l'esprit des soixante-huitards : « *La propagande de Pékin a reçu un extraordinaire écho. Le phénomène, à l'évidence, s'explique au moins autant par les prétentions de Mao que par les attentes auxquelles elle répondait apparemment* ». Il « *s'inscrit dans les failles ouvertes par la crise des valeurs – une crise engendrée par l'avènement de la société de consommation et accélérée par les difficultés des appareils idéologiques classiques. Les pôles de référence qu'ils ne trouvent plus en Occident, de nombreux étudiants du Mai français les découvrent en Asie, dans cet « Orient Rouge » qui seul, désormais, résiste à la corruption capitaliste et à la bureaucratisation du communisme.* » En outre, « *les maoïstes ont pour eux un avantage : ils ont pour référence centrale la révolution culturelle chinoise qui fascine alors beaucoup de jeunes étudiants et d'intellectuels. Celle-ci paraît en effet remettre en cause les pouvoirs en place, et en appelle à la lutte contre l'égoïsme et la conception bourgeoise du monde* »¹.

Cela explique que pendant toute une décennie, la sensibilité pro-chinoise se répandit très largement et déborda l'extrême-gauche pour toucher la gauche socialiste ou même la droite nationaliste.

¹ Jean-Pierre Le Goff, *Mai 68 l'héritage impossible*, La Découverte, Paris, 1998, p. 149

2) Poésie et politique

La Chine telle qu'elle est décrite et pensée par « ces jeunes idéalistes » est en fait issue de la propagande chinoise et non de la réalité d'un mouvement qui tient beaucoup plus de la purge politique que de la démocratie participative. Néanmoins, ne considérons pas que les seules personnes marquées par le phénomène soixante-huitard au point d'approuver la révolution culturelle et le régime chinois étaient les Français qui n'avaient pas été en contact avec la réalité chinoise. Dans les rangs des journalistes présents en Chine durant la révolution culturelle, dans ceux des diplomates, le tropisme révolutionnaire fut souvent très présent (même s'il fut tout aussi souvent mêlé d'autres sentiments plus négatifs. La contradiction était fréquente dans le jugement des Français sur la révolution culturelle). Marianne Monod-Broca et Michel Jan, que j'ai pu interroger, m'ont confirmé que le mouvement de mai 68 avait eu d'importantes conséquences sur la manière de voir et de penser la Chine. Ce fut vrai en particulier chez les jeunes, a précisé Michel Jan, ainsi chez les journalistes. Il ajouta que les diplomates furent généralement plus concernés par cette sensibilité révolutionnaire que les militaires.

Les thèmes de ce pôle d'attraction révolutionnaire sont multiples. Le politique s'y mêle à l'esthétique : l'exception de la culture chinoise, où se mêlent caractères d'écriture et philosophie, est invoquée pour justifier l'existence d'un régime lui aussi d'exception. On voit là l'héritage de la pensée des Lumières dont l'un des modes pour penser la Chine était le gouvernement éclairé, le despote philosophe et poète, la république idéale. Un bon résumé de ces tendances de pensée est donné dans ce texte de Pierre-Jean Remy, extrait de *La Chine, Journal de Pékin* : « Dès lors, aller en Chine, regarder vers la Chine et vers Pékin, est devenu une manière de pèlerinage spirituel où la quête du mot le dispute à celle du signe qui le dit dans la terre et dans la pierre – mais aussi dans la chair, dans la vie même de ceux qui la répètent. Qui n'a rêvé d'une république idéale où le poète et le philosophe, placés sur la dernière sphère, éduquent et dirigent tout un peuple ? »¹. Dans le compte-rendu d'une mission de voyage effectuée par MM. Pasquini, Barrière, Dumortier, André Halbout et Kaspereit en septembre 1965, on trouve aussi cette expression qui résume bien les attentes du voyageur français en Chine : « *Partout l'oeuvre de l'homme s'harmonise avec la nature* ». ²

Cet accent mis sur la culture et la philosophie pour expliquer la « République idéale » de Chine va de pair avec un mysticisme volontaire, faisant de la Chine une terre d'utopie, de rêve, presque surhumaine. Le but prêté à la Chine et à son dirigeant suprême est lui aussi au dessus de toute humaine contingence : il s'agit de réconcilier l'esprit et la matière, l'homme et la société ; buts plus métaphysiques que politiques. Ainsi Jean-Pierre Rémy dit-il : « *Aux foutaises monstrueuses du nazisme et du fascisme, par exemple, qui étaient également une somme d'énergies tendues par la vision d'un seul, s'opposent avec une étonnante rigueur, une sorte de rayonnement, de superconnaissance – entrevue par un seul et suivie avec aveuglement par tous. (...) Quelques mots tracés à la pointe du pinceau suffisent à tout dire : à travers les années, la Chine de Mao et la pensée qui l'a inspirée ont su réconcilier l'idée et*

¹ Pierre-Jean Remy, *La Chine, Journal de Pékin (1963-2008)*, Paris, Odile Jacob, 2008

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 469, compte-rendu de la mission effectuée en RPC du 28 août au 15 septembre 1965 par MM. Pasquini, Barrière, Dumortier, André Halbout et Kaspereit.

la matière, l'homme et sa terre, les mots et les gestes. Fût-ce au prix de mille servitudes. »¹ Puis il ajoute : « Pourtant, je sais bien qu'il y a la réalité. La réalité toute différente, les camps dont on n'ose pas parler, le rabâchage des mêmes idées... J'aime cependant à croire encore à l'incroyable nécessité qui anime la démarche de la Chine et de Mao. (...) Un peuple orienté vers son avenir par un général-poète construit son demain à mille coups de serpes dans le bois le plus jeune, giclant de sève. Et je continue à ne vouloir pas y voir plus clair. »²

On le voit, il y a dans ce texte comme dans beaucoup des textes d'époque, un refus de savoir : l'enthousiasme pour la révolution tient en partie d'un aveuglement volontaire. Tout en supposant des réalités ignobles, l'observateur décide de s'en tenir à ce qui lui paraît plus important : la révolution, la transformation de l'homme. L'aspect esthétique y tient une place tout aussi importante que l'aspect politique. Sans m'attarder davantage sur les raisons d'une attitude intellectuelle qui tient de l'utopie et du refus de réalité, je dirai simplement qu'elle est le fruit d'une époque éprouvée par les crimes innommables de la seconde guerre mondiale et qui chercha dans des utopies révolutionnaires une illusoire solution aux maux de l'humanité.

L'attitude de Pierre-Jean Remy n'était pas isolée. Chez beaucoup des observateurs français de la Chine, la notion de révolution est moins politique que morale et esthétique. La morale est celle de l'austérité, de la vertu, de la pureté, des qualités qui se rapprochent fort de celles prêtées aux premiers chrétiens et auxquelles une partie des Français, confrontés à la société matérialiste des trois glorieuses, rêvent. Ainsi : « Cette austérité quelque peu asexuée, cette probité introduite dans les moeurs, l'absence de luxe individuel et aussi la politesse et la gentillesse foncières du Chinois laissent une certaine nostalgie quand on reprend contact avec l'Occident et que l'on retrouve en images ou autrement le débordement d'érotisme que nous connaissons, la tolérance sinon la complaisance pour les histoires de gangsters et autres, l'âpre compétition dans la course à la possession des biens de ce monde »³. La comparaison filée avec les vertus du christianisme est évidente dans nombre de textes de l'époque. Elle est ici exprimée explicitement : « il est malgré tout certain que dans l'application des principes issus du christianisme nous avons en nous donnant trop bonne conscience quelque peu failli et que le relais de ces vertus est assuré là-bas avec une rigueur mécanique et dans des conditions qui malheureusement s'éloignent de nos conceptions humaines et spirituelles ». Dans *Quand la Chine s'éveillera...* de Peyrefitte, on trouve le même type de comparaison entre le maoïste et la religion : « La Chine se veut un couvent : servitude personnelle, dignité collective, pauvreté revendiquée »⁴. Selon le même auteur, « la dictature du prolétariat est totalitaire par essence. Toute « voie royale » est une voie étroite. En contrepartie de tout bien, il faut payer »⁵. Dans cette perspective, le totalitarisme n'est plus perçu comme un élément négatif, mais comme la promesse d'un monde nouveau.

¹ Pierre-Jean Remy, *La Chine, Journal de Pékin (1963-2008)*, Paris, Odile Jacob, 2008, p. 205

² Pierre-Jean Remy, *La Chine, Journal de Pékin (1963-2008)*, Paris, Odile Jacob, 2008 p. 205

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 469, mission sidérurgique en Chine effectuée par MM. Allard, Blain et Rivière du 16 octobre au 7 novembre.

⁴ Alain, *Quand la Chine s'éveillera... Le monde tremblera : regards sur la voie chinoise*, Paris : Fayard, 1973, p. 433

⁵ Alain, *Quand la Chine s'éveillera... Le monde tremblera : regards sur la voie chinoise*, Paris : Fayard, 1973, pp. 438-9

3) Le portrait de Mao

L'admiration pour Mao Zedong est un autre tropisme très clairement manifesté parmi les observateurs de la Chine populaire. Tous les écrits sur la Chine font allusion à son dirigeant, et à de très rares exceptions près, celui-ci est décrit en des termes positifs.

Le thème du poète et philosophe est repris très souvent ; ainsi que celui du « génie politique », tenant du monstre sacré, à la fois grand et terrifiant. Que Mao soit poète, artiste et philosophe, les Occidentaux en sont en effet persuadés. Seul Simon Leys, reprenant l'expression d'Arthur Waley, osa critiquer les talents de calligraphe du Timonier : « *la poésie de Mao est moins mauvaise que la peinture d'Hitler, mais pas aussi bonne que celle de Churchill.* » Les mots d'Edgar Snow : « *Une sorte de moine errant qui s'abrite sous un parapluie percé* »¹.

Mais Mao Zedong est surtout considéré comme un homme de génie, entrevoyant des vérités qui restent cachées au commun des mortels. Les diplomates français, confrontés à la réalité du régime chinois, sacrifient pour la plupart à cette tradition de pensée : ainsi Lucien Paye, s'exprimant avec une grande franchise dans son rapport de fin de mission, évoque les sentiments que font naître chez lui le dirigeant chinois : « *Peut-être ce mélange (marxisme + terroir chinois) le grise-t-il et lui inspire-t-il ses idées romantiques qui paraîtraient utopiques si, exprimées avec la simplicité du bon sens, elles n'éveillaient un écho si fervent et une adhésion si enthousiaste dans une âme collective chinoise préparée à les recevoir. Nous-mêmes, parfois, nous ne laissons pas de ressentir la séduction fugitive de certaines conceptions. L'envoûtement peut être dangereux chez des âmes frustes et des esprits sans expérience. L'homme du tiers-monde peut y succomber, les jeunes d'occident aussi. Ce curieux syncrétisme de confiance en l'être humain, d'idéal égalitaire et de mépris de l'individu recèle une force profonde.* »² Plus loin : « *Mao est un Rousseau Chinois formé par Karl Marx* »³. Lucien Paye se réfère en outre, pour parler de Mao, à une conversation du 10 septembre 1964 : « *je gardais l'impression d'avoir rencontré un homme, d'ailleurs prestigieux, qui se consacrait, loin des servitudes quotidiennes du pouvoir, à la méditation et peut-être gardien de la vraie doctrine et des valeurs humaines de son passé, à une sorte de large et tranquille inquisition. On s'explique l'âpreté de sa controverse avec Khrouchtchev et certaines accusations portées contre sa cruauté intellectuelle. Et l'on se prend à espérer que les rives fleuries du lac Hangchow ne seront pas un jour, la maladie aidant, le Capri d'un nouveau Tibère* »⁴. Enfin, le portrait de Mao tel qu'il est brossé par les Français fait mention de façon récurrente à la dimension « *tragique* »⁵, du personnage, qui paraît investi d'une mission dont la grandeur force l'admiration.

¹ Edgar Snow, *The Long Revolution*, New York : Random House, 1972, 271 p.

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 646, rapport de fin de mission de Lucien Paye, 192/AS

³ *ibid*

⁴ *ibid*

⁵ Jean-Noël Jeanneney, *Le riz et le rouge*, Paris, Editions du Seuil, 1969, p. 142

La sensibilité révolutionnaire des Français fut sans doute plus développée, dans les années 1960-1970, que leur tendance libérale à dénoncer le totalitarisme. Selon leurs sensibilités politiques, les observateurs furent influencés par ces deux pôles. A la fois paradigmes explicatifs et ensemble de jugements, plus ou moins raisonnés, ils furent certainement très présents à l'esprit des observateurs Français de la Chine.

VI - La théorie du développement

Les Français adoptèrent souvent l'attitude consistant à penser le régime comme un modèle de développement et à le juger sur ses réalisations. Depuis 1944, cette façon de penser la Chine fut sans doute la plus influente chez les observateurs de la Chine contemporaine ; elle surpassa, en tant que modèle d'explication du régime chinois, les concepts de totalitarisme et de révolution.

Cette façon de penser la Chine est liée à un *a priori* sur la Chine : on pensait que les ambitions du régime étaient la grandeur nationale et le développement économique. Penser la Chine à travers une théorie du développement conduisait en outre à un certain type de jugement sur la rationalité et l'efficacité des moyens employés pour parvenir à ce but.

A - Un a priori : l'ambition de la Chine est le développement

1) Le socialisme, un modèle de développement économique ?

Cette attitude consistant à penser la Chine comme un modèle de développement répondant, de façon plus ou moins efficace, à un but rationnel, fut la conséquence d'un *a priori* contraire à celui qui motiva les deux paradigmes décrits ci-dessous. Le totalitarisme comme le concept de révolution interprétaient (en le jugeant bien ou mal), le régime chinois comme mû par l'idéologie, et en cela, essentiellement différent d'autres Etats que seules motivaient la grandeur et la richesse. Le paradigme du développement se posait délibérément en opposition à ces deux modèles d'explication de la Chine. Il consistait en effet à banaliser le régime chinois et à en faire un régime comme tout les autres, visant le même but et étant confronté aux mêmes problèmes. Seuls les moyens d'atteindre ce but étaient vus comme différents, et, en cela, la Chine était un cas d'étude intéressant car elle proposait un modèle de développement dont il fallait décider s'il était ou non viable et s'il était ou non transposable ailleurs qu'en Chine.

Le paradigme de la théorie du développement eut donc pour conséquence d'éliminer l'idéologie, ou du moins de la réduire à un moyen employé en vue d'un but rationnel. C'est ce que voulait montrer Jean-Luc Domenach (sous le pseudonyme de Gilbert Padoul) en 1974 : *« la Chine n'est ni le paradis du développement que nous présentent ses officines de propagande ni, comme semblent nous le dire nos voyageurs, un pays dans lequel le progrès économique allant de soi, on se préoccupe seulement du comment du progrès, c'est-à-dire de la société future et du communisme. Elle est un pays dans lequel les énergies sont mobilisées pour le développement, un pays de pauvres au travail. Et ce sont souvent les nécessités de la*

production qui sont causes des innovations sociales qu'on admire en Occident. ... Dans les buts qu'il se fixe et dans les moyens qu'il se donne, le socialisme chinois reste fondamentalement « classique ». (...) Ainsi sont apparues des formes d'industrialisation des campagnes assez originales et efficaces. Le malentendu, source de beaucoup d'illusions, est venu de ce que nombre de voyageurs ont attribué une valeur de finalité à ce qui n'était qu'une intelligente transition empirique. »¹

Ce modèle d'explication de la Chine avait l'avantage indéniable de ne pas se laisser leurrer par la propagande chinoise et de garder un oeil neutre sur le régime chinois en le jugeant sur ses réalisations et non sur ses proclamations. Il pouvait avoir cependant une faiblesse fondamentale qui consistait à évacuer l'idéologie dans un régime où elle était devenue tout à fait essentielle. Car si la révolution chinoise des années 1930 et 1940 eut pour but (entre autres) le développement et la restauration de la grandeur chinoise, la révolution culturelle fut marquée par une inflation idéologique déconnectée du projet de développement économique du pays. L'expertise, les incitations économiques, même la volonté affichée de vouloir développer le pays, passaient alors pour des attitudes « droitistes » condamnables. Or la volonté de ne comprendre la Chine qu'à travers le prisme du développement conduisit à expliquer la révolution culturelle par des buts de développement économique : ainsi, dans *La Révolution Culturelle en Chine* d'Alain Roux en 1976 : « Nous voudrions oublier la terre d'Utopie qu'est trop souvent la Chine pour les Occidentaux. La Chine n'est pas peuplée de 750 millions de philosophes abstraits de dialectique, ni non plus de niais diseurs de citations ou idolâtres de Mao. C'est un pays qui, avec lenteur, avec difficulté décolle hors de la zone de la famine, du sous-développement, de la misère et où des hommes réels cherchent à bâtir un monde nouveau. La révolution culturelle doit nécessairement se décrire et s'expliquer dans ce contexte »².

2) La politique étrangère gaulliste et la Chine

On peut voir également dans cette attitude de pensée le fruit de la politique internationale du Général de Gaulle, elle-même issue d'une certaine conception que les Français avaient de la scène internationale. Cette conception consistait en une perception négative de la polarisation en deux blocs de la guerre froide et en un appel à l'autonomie des Etats et à la résistance des nationalités contre l'impérialisme américain comme soviétique. Or il semblait aux Français que la Chine avait une ambition et des revendications similaires. Comme la France, la Chine refusait de se plier à une logique de blocs dans le contexte de guerre froide, comme elle, elle voulait être respectée sur la scène internationale. Comme elle donc, la Chine avait pour but le développement économique et la reconnaissance internationale. La perception d'une politique et de revendications communes a donc sans doute influencé les Français dans leurs perceptions de la Chine.

Les raisons données par le Général De Gaulle à l'établissement des relations diplomatiques avec la Chine insistaient également sur la similitude des buts poursuivis : « *J'ai considéré qu'il était normal d'avoir des relations normales avec la Chine populaire.*

¹ Gilbert Padoul, « Chine 74 : des modèles aux problèmes », *Esprit*, n°6, juin 1974, pp. 958 à 998.

² Alain Roux, *La Révolution Culturelle en Chine*, Paris : PUF, 1976 (Document Histoire), p.10

*C'est un grand Etat, qui a de grandes traditions, une très longue civilisation. Nous avons sur ce point des caractères communs avec cet Etat. (...) Les régimes sont naturellement différents, mais ceci n'empêche pas d'avoir, dans certains domaines, des vues similaires, sinon peut-être analogues. »*¹

Dans le même discours, le général insistait sur les efforts déployés en vue de ce but : « Depuis lors, l'énorme effort qui, de toute façon, s'imposait quant à la mise en valeur des ressources naturelles, au développement industriel, à la production agricole, à l'instruction de la nation, à la lutte contre les fléaux inhérents à ce pays : la faim, les épidémies, l'érosion des sols, le débordement des fleuves, etc., a été déployé sur l'ensemble du territoire. »² On voit l'influence qu'a pu avoir la perception d'une politique étrangère similaire sur la perception d'un régime dont les buts poursuivis et les moyens employés parurent rationnels, compréhensibles et proches des Français.

3) Un impact du paradigme américain ?

La perception de la Chine à travers la théorie du développement apparut également aux Etats-Unis dans les années 1968 comme un paradigme de la recherche scientifique sur la Chine. Il s'agissait de penser la Chine comme un pays quelconque du Tiers-Monde et d'évaluer à partir de là ce qui y était fait pour sortir du sous-développement. Lucian Pye, notamment, refusait de penser le régime par le concept de totalitarisme ou de révolution et voulait le juger sur son efficacité dans la modernisation et le développement – efficacité extrêmement réduite en raison de la politique irrationnelle de la révolution culturelle. En interprétant les politiques chinoises à l'aide de la grille de lecture conceptuelle des théories du développement, il banalisait le régime.

Stuart Shram également essayait, dans son ouvrage *Mao Tse Tung*, paru en 1966³, d'expliquer rationnellement les actes d'un dirigeant qui était perçu par nombre de ses contemporains comme préoccupé essentiellement d'idéologie. Mao était présenté, dans l'ouvrage de Stuart Schram, comme logique et pragmatique, ayant pour préoccupations la grandeur chinoise et la construction d'une voie socialiste du développement – même si l'auteur met aussi en avant le romantisme utopique de Mao et sa trop grande confiance en soi qui le poussent à brûler les étapes du développement économique.

Quelle impact eut ce renversement de paradigme américain sur la perception par les Français de la politique chinoise ? Sans doute la perception de la Chine en France fut-elle relativement indépendante du changement de perspective américain. D'ailleurs les Français avaient tendance à penser le régime chinois à travers la théorie du développement bien avant la révolution culturelle. Il reste que les spécialistes américains caractéristiques de cette tendance étaient souvent cités par les diplomates et les sinologues français, ce qui montre une certaine prégnance de leur pensée en France.

¹ Charles De Gaulle, lors d'une conversation avec Claude Chayet, rapportée sur le site de la fondation Charles De Gaulle : <http://www.charles-de-gaulle.org/>

² Charles De Gaulle, lors de la conférence de presse du 31 janvier 1964, à l'occasion du rétablissement des relations diplomatiques avec la Chine.

³ Stuart Shram, *Mao Tse-Tung*, New-York, NY : Simon and Schuster, 1966

B - Discussions sur les moyens employés

1) Des moyens efficaces et nécessaires

La théorie du développement conduisit à des jugements contraires sur la politique et le régime chinois. La difficulté d'avoir des évaluations fiables des résultats économiques et sociaux des politiques chinoises rendaient assez subjective toute tentative de jugement.

La majorité des observateurs fut favorable à la « voie chinoise », estimant que le régime chinois avait mis en place des moyens d'action qui étaient à la fois efficaces et nécessaires. Les résultats économiques et les réalisations du régime étaient généralement perçus comme très positifs. Ainsi une note de l'ambassade d'août 1970 signée de Charles Malo affirmait que « *Les lignes générales de la stratégie économique adoptée par les autorités de ce pays sont déjà connues. Elles témoignent de la souplesse des dirigeants qui n'ont pas hésité jusqu'ici à rompre avec des choix qui semblaient inadéquats tout en maintenant ceux qui paraissaient avoir fait la preuve de leur efficacité.* »¹. Dans une autre note de septembre, également signée de Charles Malo, on trouve cette affirmation : « *quoi qu'il en soit, le système actuel est efficace, les progrès actuels en témoignent* ».²

La dictature, le manque de libertés, étaient alors perçus comme des maux nécessaires et étaient justifiés par les résultats qu'ils permettaient d'obtenir. Léon Vandermeersch illustra parfaitement cette idée lorsqu'il s'exprima dans une table ronde intitulée « comment connaissons-nous la Chine » : « *il faut avoir présent à l'esprit, dit-il, l'état de sous-développement du pays, se souvenir de ce qu'était ce pays avant la révolution communiste. Ce sont de telles considérations qui m'inspirent, pour ma part, malgré tous les récits qu'on voudra de réfugiés ou d'immigrés, le sentiment qu'à l'actif de la révolution chinoise il y a tout de même un progrès fantastique. Même si le régime nous apparaît, à nous, comme le contraire de la liberté, par rapport à ce que nous entendons par liberté ici, en France, je pense que la Chine est un pays où s'est quand même effectuée une libération de l'ensemble de la population ; je parle des masses, des masses paysannes, et quand ce ne serait que la libération des contraintes effroyables qui existaient au niveau des exigences les plus indispensables de la vie tout court.* »³

Dans ses mémoires, Jean-Pierre Angrémy écrivit, dans une perspective similaire : « *Sans discuter des moyens employés on doit bien reconnaître qu'un oeuvre gigantesque a été*

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, Dossier 664, 20 août 1970, 16/AS

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, Dossier 664, 17 septembre 1970, 18/AS

³ AUBERT, Claude, BIANCO, Lucien, DOMENACH Jean-Luc, RICHER Philippe, *Regards froids sur la Chine*, Seuil, 1976, p. 47

en peu de temps accomplie avec pratiquement les seuls « moyens du bord », qu'ainsi l'indolente inaction de ce grand peuple a été secouée et qu'une partie importante de l'humanité est en moyenne dans une situation matérielle améliorée. Ces résultats peuvent en tout état de cause inspirer le respect ».

Quand la Chine s'éveillera..., le livre de référence à partir de 1973 pour une grande partie de la population française, contenait également des appréciations extrêmement positives quant au développement de l'économie, mais aussi de la technique et de la science chinoises. Le « modèle chinois » du tout politique était vu comme très efficace par l'auteur, Alain Peyrefitte. Selon lui, grâce à ce modèle, « *les médecins occidentaux ne sont sûrement pas, dans leur masse, aptes à sauter le pas que leurs confrères chinois viennent de franchir sous la rude impulsion de la révolution culturelle.* »¹

Les diplomates français, confrontés à l'évolution quotidienne de la politique chinoise et ayant des possibilités plus importantes de voyager dans le pays, furent pour la plupart relativement optimistes sur le développement de l'économie chinoise. Lucien Paye, dans son rapport de fin de mission en Chine, écrivit ainsi : « *Malgré la défection, quatre ans auparavant, des techniciens soviétiques, l'industrie s'accroissait à un rythme satisfaisant et le rajustement économique opéré après les erreurs du Grand Bond en Avant de 1958 semblait permettre d'atteindre, en 1965, tout en appliquant strictement la consigne officielle de « compter sur ses propres efforts » sans l'aide de l'étranger, et après avoir scrupuleusement acquitté les dettes à l'égard de l'URSS, l'objectif d'un développement de 11% qui avait été fixé par Chou Enlai dans son discours de 1964.* »

Les méthodes employées étaient perçues par lui comme efficaces et comme une solution positive de développement. Lucien Paye décrivait un modèle fonctionnel et intelligent de développement : « *Les communes populaires représentaient, à mes yeux, dans ce pays surpeuplé et attardé, une formule intelligente et féconde d'économie rurale.* »²

Le domaine, en effet, qui était perçu comme le plus positif et qui justifiait véritablement la politique suivie par le régime était celui de l'agriculture et de l'alimentation. Passant souvent outre la gigantesque famine occasionnée par le Grand Bond en Avant, les observateurs s'accordaient généralement à dire qu'il s'agissait de la plus grande réalisation du régime que de supprimer la faim. Claude Chayet, dans un récit de voyage, fut forcé de reconnaître que malgré les difficultés et les incohérences du développement économique chinois, le problème de l'alimentation était résolu : « *partout la nourriture semblait abondante, voire même variée, jusque dans les restaurants les plus modestes. C'est peut-être dans ce domaine que ce pays a marqué l'un des points les plus tangibles, au cours des dernières années, grâce à l'amélioration relative des réseaux de distribution* »³.

¹ Alain Peyrefitte, *Quand la Chine s'éveillera... Le monde tremblera : regards sur la voie chinoise*, Paris : Fayard, 1973, p.108

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, Dossier 646, 192/AS, Rapport de fin de mission de Lucien Paye

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, Dossier 629, 12 mars 1966, n°391/AS

L'explication du régime et de la politique chinoise par la théorie du développement était fréquemment liée à des jugements positifs.

2) Des résultats mitigés

Pourtant les résultats économiques obtenus par la Chine furent souvent nuancés par les observateurs. Si le progrès par rapport à l'époque impériale fut quasiment toujours souligné, la plupart des Français qui s'intéressaient à l'économie chinoise insistèrent également sur les limites de son développement et les progrès qui restaient encore à accomplir. Ils se démarquaient d'une tendance récurrente chez les « pro-maoïstes » français à idéaliser le développement chinois.

Par exemple, lors d'un voyage dans le Hunan et le Shandong, Claude Chayet pointa du doigt les carences et les incohérences du développement. Ainsi, lors d'un voyage, il remarqua dans une usine un haut fourneau géant déjà en panne et « *une énorme accumulation de stocks due sans doute aux déficiences des transports* »¹. Il écrivit ensuite : « *L'impression dominante de ces quelques jours passés en dehors de la capitale reste celle de la pauvreté. Pauvreté dans l'habillement à Luoyang où l'on ne voyait pas une seule toque en fourrure, pauvreté dans l'habitat entre ChengChou et Xuchou où le soir, pendant plus de 200 km de voies ferrées, je n'ai pas vu une seule lumière électrique, pauvreté aussi des moyens de transports publics à Luoyang où, dès que l'on quitte le centre de la ville, la plupart des liaisons sont assurées par de simples camions, comme il en est le cas de la ligne qui dessert le temple du cheval blanc* »².

L'attitude la plus fréquente face au développement chinois était de reconnaître les efforts du régime mais de constater que les résultats étaient encore mitigés. Cependant, les méthodes utilisées pour sortir du sous-développement furent parfois aussi contestées.

3) Des méthodes contestées

En effet, la position adoptée par certains spécialistes de la Chine fut finalement de constater l'énergie sans pareille mobilisée par le gouvernement chinois pour sortir le pays du sous-développement, tout en contestant les méthodes utilisées et en constatant des carences subsistant dans les résultats. La Chine essayait bien à tout prix de se sortir du sous-développement, mais elle était parfois maladroite et inefficace. C'est exactement la position que tint Lucien Bianco, qui s'exprima sur le sujet dans un cours d'économie destiné à des étudiants de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris : « *la Chine a effectivement, comme Mao l'y engage, à remuer des montagnes. Elle s'y emploie avec un acharnement et une persévérance qui mériteraient mieux que l'indifférence ou la malveillance des gouvernements des pays riches.* »³ Pourtant, le modèle ne paraissait pas approprié : en effet, « *on ne peut pas*

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, Dossier 629, 12 mars 1966, n°391/AS

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, Dossier 629, 12 mars 1966, n°391/AS

considérer que la Chine fournisse un modèle pour sortir du sous-développement. Le cap n'est pas franchi. »¹

Une des principales critiques faite par les observateurs français portait par exemple sur le principe de la « self-reliance », consistant à se développer, au niveau national, sans aucune aide étrangère, et au niveau local, sans aucune aide de l'Etat et des autres provinces. Imposée par la politique étrangère suivie par le gouvernement chinois et par une conception extrêmement volontariste et utopique du développement, cette solution paraissait conduire à des inégalités de développement au sein du pays et à un développement limité de la Chine elle-même. Ainsi, dans le récit d'un voyage de M. Le Blanc, premier secrétaire, M. Jean Chauvel, représentant Couve de Murville à l'exposition industrielle à Xi'an et Yan'nan, et l'épouse de M. Richard, conseiller commercial, l'auteur remarqua qu'« aucune aide importante ne semble attendue de l'extérieur, et notamment du sud de la province, comme si chaque vallée du Shensi devait encore vivre en économie fermée. Etrange conception de la politique de la "self-reliance", appliquée jusqu'au niveau de l'unité économique intérieure de base, et qui, si elle a sauvé le communisme chinois à ses débuts dans des conditions d'exception, pourrait bien entraver l'essor de la Chine à une époque où les échanges conditionnent le développement économique. »²

4) Le problème de la révolution culturelle

La révolution culturelle posa bien des problèmes à cette interprétation. Comment pouvait-on affirmer qu'elle consistait en une solution pragmatique à des problèmes de développement ?

Une des attitudes possibles était de considérer que la révolution culturelle était bien une solution, un modèle de développement. Ce fut l'attitude adoptée, nous l'avons vu plus haut, par Alain Roux, mais aussi par certains diplomates français. Ainsi on trouve écrit dans une note de l'ambassade en juin 1969 signée d'Etienne Manac'h que la révolution culturelle était une « crise dont certains aspects n'auront pas entièrement été négatifs et, en tous cas, répondaient à des nécessités inscrites dans les réalités de la terre chinoise. »³

Une autre attitude face à cette crise consista à considérer que la Chine était un pays du Tiers-Monde confronté aux mêmes problèmes de sous-développement que bien d'autres, mais qui refusait de les résoudre efficacement et se consacrait, de façon criminelle, à l'idéologie. C'est exactement la position de l'Américain Lucian Pye, notamment dans son chapitre intitulé « la découverte de la haine » de *Spirit of Chinese Politics*⁴, où il écrivait : « aucune culture

³ Lucien Bianco, *Histoire économique : conférences pour l'année préparatoire*, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1970-1971 (fascicule photocopié), p. 18

¹ Lucien Bianco, *Histoire économique : conférences pour l'année préparatoire*, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1970-1971 (fascicule photocopié), p. 17

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, Dossier 629, 7 janvier 1966 n°4/AS

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 656, 3 juin 1969

⁴ Lucian Pye, *The Spirit of Chinese Politics : a psychocultural study of the authority crisis in political development*, Cambridge (Mass.) : MIT Press, 1968, 255 p.

politique n'est autant marquée par la haine que la culture politique chinoise. A la fois en exaltant la haine comme vertu positive, et en cherchant à capter les sentiments hostiles, les communistes chinois ont porté à de nouvelles extrémités une tendance qui était bien établie dans les politiques chinoises modernes »¹.

Chez les diplomates français, on retrouve à de multiples reprises cette idée. Beaucoup insistaient en effet sur la contradiction des politiques chinoises qui hésitaient entre développement et idéologie ; ce qui expliquerait les coups de barre successifs à gauche et à droite.

La théorie du développement fut à mon sens, le paradigme le plus important dans la perception de la Chine par les Français. Les traditions des sciences sociales françaises, la vision particulière de la scène internationale, et la volonté de trouver des explications pragmatiques aux évolutions politiques de la Chine, en sont des explications.

¹ Cité par Yves Viltard, *La Chine américaine : « il faut étudier la Chine contemporaine »*, Paris, Belin, 2003, 352p

CHAPITRE 3

L'évolution des interprétations de la révolution culturelle par les Français

« La Chine est une étrange planète où le visiteur oublie son sens critique, où la statistique n'existe pas, où les itinéraires sont toujours semblables... L'historien ou le journaliste, de ce fait, erre dans un palais des glaces plus ou moins déformantes qui renvoient à l'infini l'image d'une Chine irréaliste dessinée par les agences de presse officielles. Il n'est donc pas d'histoire véritable de la révolution culturelle. Il n'est, pour l'instant, que des points de vue, plus ou moins bien établis sur des faits plus ou moins sûrs. Ce qui ne signifie pas que tout soit confus, inexplicable, que l'on ne puisse dégager quelques problèmes essentiels, quelques lignes de force derrière le chaos déroutant des événements. »

Alain Roux, 1976¹

¹ Alain Roux, *La Révolution Culturelle en Chine*, Paris : PUF, 1976 (Document Histoire), p.9

La connaissance d'un événement contemporain est non seulement difficile, mais elle évolue aussi très rapidement au fur et à mesure que les faits sont connus et que le contexte, même extérieur à ces événements, change. Une évolution très nette des interprétations de la révolution culturelle par les observateurs français est donc visible dans une période aussi courte que celle que j'ai choisi (1966-1971). Il m'a donc semblé intéressant de les examiner dans une perspective chronologique, qui permette de montrer l'évolution des perceptions, les changements de paradigmes ou simplement de jugements, le retard par rapport aux faits, l'écart ou le rapprochement de ces perceptions entre elles.

Un mouvement de balancier est observé entre l'idéalisme de la révolution culturelle et le retour au réalisme, qui explique, d'après les observateurs, les rebondissements successifs de la révolution culturelle. Le manque d'éléments factuels les empêche de déterminer clairement les causes et les conséquences des évolutions qu'ils perçoivent.

La périodisation en trois moments que je ferai de cette histoire des perceptions recoupe bien sûr en partie celle de l'histoire de la révolution culturelle, mais elle ne lui est pas substituable. Les grands tournants de la révolution culturelle sont perçus avec retard (un retard pouvant aller de quelques jours à plusieurs mois) et, a contrario, beaucoup d'événements mineurs sont perçus comme très importants à cause du manque de recul.

VII - La première phase de la révolution culturelle

Les observateurs étrangers ont éprouvé des difficultés visibles à appréhender le mouvement qui se déclenchait devant leurs yeux. La première phase de la révolution culturelle fut sans doute la plus difficile à appréhender pour les observateurs étrangers car elle constituait une rupture avec ce qu'ils connaissaient de la Chine communiste. Elle les obligea à repenser le régime et la société chinois, ce qu'ils firent progressivement au cours de l'année 1966.

A - Jusqu'en juin 1966 : la révolution culturelle n'intéresse pas les observateurs

La révolution culturelle, pourtant lancée en novembre 1965, n'apparut aux yeux des occidentaux qu'en mai ou juin 1966. Le mot de révolution culturelle fut prononcé pour la première fois à la fin de l'année 1965, mais on ne lui prêtait alors pas le sens qu'il allait prendre par la suite. La période de 1965 à l'été 1966 se caractérisa par un manque d'informations évident, la révolution culturelle étant lancée en coulisses dans les hautes sphères du pouvoir. Si quelques signes auraient pu faire présager le grand bouleversement de la révolution culturelle, les Français ne surent pas les interpréter.

1) Insensibles aux premiers signaux de la crise

Certains éléments dénotaient depuis la fin de l'année 1964 une certaine reprise des tensions au sein du parti. Selon Marianne Bastid-Bruguière, cette tension fut perçue par certains « China watchers » taiwanais : elle raconte en effet qu'« *en octobre 1965, un ami taiwanais de (sa) mère (qui travaillait en tant que juriste aux Nations Unies), lui a dit : attention, la situation est extrêmement mauvaise en Chine, il va y avoir une lutte à mort, et un danger d'éclatement et de révolution grave. Cela prouve bien que Taiwan était très bien informé, déjà avant le lancement officiel de la révolution culturelle* »¹.

Pourtant, du côté français, les informations manquaient pour conclure à un regain de tension au sein du parti communiste chinois. Si une « révolution culturelle » avait été lancée en 1965 et confiée au « groupe des cinq » dirigé par Peng Zhen, rien ne permit aux observateurs français d'affirmer qu'il ne s'agissait pas d'un mouvement strictement limité au domaine culturel. Aucun élément ne permit, même à l'attaché militaire de l'ambassade, d'avoir l'intuition de ce qui allait se produire. Ce rapport de l'attaché militaire en décembre 1965 est à cet égard flagrant : « *dans l'histoire de la Chine contemporaine, 1965 apparaîtra comme une année sans relief dans l'ordre intérieur et dans l'ordre économique tout au moins. C'est cependant, comme les précédentes, une année de transformations et certaines directions importantes y ont été prises dans le domaine idéologique et culturel. En revanche, la politique étrangère s'est révélée particulièrement active, voire même spectaculaire, et ses grands objectifs se sont affirmés plus clairement. Elle a été caractérisée par un raidissement des positions chinoises sur toutes les grandes questions internationales* »². Plusieurs années plus tard, le général Guillemaz revint sur cette époque et expliqua que « *tel était l'hermétisme du monde chinois que nous ignorâmes l'existence d'une importante réunion de travail du comité central en septembre-octobre 1965, celle des Thèses de février (1966) et même la Circulaire du 16 mai de Mao Zedong qui les condamnait. Nous ne comprîmes pas que Qiang Qing (Mme Mao Zedong), restée à l'écart de la vie politique pendant de longues années, allait y reparaître et y jouer un rôle aussi considérable que néfaste* ». Il ajoutait : « en

¹ Marianne Bastid-Bruguière, entretien avec l'auteur, avril 2011

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 838, 13 décembre 1965 320/CHN

*revanche, l'affaire Wu Han nous fut connue, mais elle nous apparut tout d'abord comme un simple épisode des controverses politico-littéraires qui agitaient parfois l'intelligentsia ».*¹

Le 10 novembre 1965 était publié dans le *Wen Hui Bao* de Shanghai un article de Yao Wen-Yuan critiquant l'opéra écrit en 1961 par Wu Han (cet article que l'on considéra par la suite comme le lancement de la révolution culturelle). L'ambassade française en Chine mentionna ces attaques dans l'un de ses rapports, mais le fait était considéré comme d'importance secondaire et relégué dans le domaine purement culturel. Le principal intéressé, Peng Zhen, ne se savait d'ailleurs sans doute pas encore visé par cette critique d'aspect purement littéraire.

Aux yeux des Français, d'autres questions semblaient alors surpasser largement cette polémique, en particulier le quatrième plan quinquennal, qui aurait dû être au point en janvier 1966. A ce sujet, un silence anormal régnait, qui alerta l'ambassade française. Diverses hypothèses furent envisagées pour expliquer ce fait : « *Pour ces exégètes de la presse chinoise, il serait également possible qu'un débat se soit instauré dans les milieux dirigeants sur l'orientation à donner à l'économie du pays. Bien que ne reposant que sur des conjonctures, une telle hypothèse est évidemment séduisante. Elle conduirait à penser que deux conceptions auraient pu s'affronter et que, pour reprendre une terminologie courante à Pékin, leurs contradictions ne seraient peut-être pas entièrement résolues. Ces discussions ne seraient en réalité que la poursuite des débats qui préludèrent d'abord au Grand Bond en Avant, puis, au cours des années qui suivirent, et singulièrement dès le début de 1959 puis en 1961, amenèrent le renversement de la politique économique du pays dans le sens d'un prudent « réajustement ».*

L'idée d'une division au sein du parti communiste chinois commençait à apparaître. Ceux qui la partageaient étaient cependant encore très minoritaires.

2) Polémiques sur le rapport Xiao Hua

Aucun renseignement militaire n'avait rendu compte des purges de Yang Shangkun et de Luo Ruiqing effectuées dans l'armée à la fin de 1965. Ce n'est qu'en juillet 1966 que, inquiet de ne plus le voir paraître en public, l'attaché militaire évoqua une probable épuration de Luo Ruiqing³.

En revanche, l'élément qui attira véritablement l'attention des spécialistes de la Chine sur des possibles tensions existant au sommet du pouvoir fut la publication du rapport de Xiao Hua sur les rapports entre l'armée et la politique. Présenté par Xiao Hua en janvier 1966 à la conférence du département politique de l'armée, le texte fut jugé assez important pour être diffusé à Paris, et parut notamment dans *Le Monde* du 26 janvier. Il est significatif que cet

¹ Jacques Guillermez, *Une vie pour la Chine, Mémoires 1937-1993*, Editions Robert Laffont, S.A., Paris, 1989, 450 p.

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 411, 5 janvier 1966, 24-34

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 839, 1er juillet 1966, 120/CHN/S

élément militaire ait fait couler plus d'encre que la polémique culturelle poursuivie en parallèle : plus que l'inattention des observateurs, il faut y voir la réussite de la stratégie maoïste, qui comptait sur le caractère bénin du domaine culturel pour garder le secret sur ses intentions. Quoi qu'il en soit, l'interprétation du rapport Xiao Hua suscita une polémique interne aux spécialistes de la Chine. Interprété par certains comme le signe de divergences profondes et même d'une crise entre l'armée et le parti, il provoqua en réponse des rapports vigoureux de la part du général Guillermaz, qui niait toute possibilité de tension entre l'armée et le parti : « *le rapport, affirme-t-il, est simplement et pleinement en harmonie avec la conjoncture et l'esprit du moment.* »¹

Ce rapport entraîna un début de prise de conscience par les Français de la crise qui allait bouleverser la Chine. C'était aussi la première fois qu'était évoquée la possibilité de tensions au sein du pouvoir communiste. Mais le dogme du monolithisme chinois, enraciné qu'il était dans l'esprit des meilleurs spécialistes de la Chine contemporaine, resta vivace durant les quelques mois qui suivirent le lancement de la révolution culturelle, et explique en partie le long temps qu'il fallut aux Français pour comprendre qu'une crise grave se préparait. Le général Guillermaz figurait en premier plan de ces spécialistes qui croyaient à l'impossibilité de divergences au sommet. C'est ce qu'explique Marianne Bastid Bruguière : « *le général Guillermaz, qui était la grande autorité, considérait qu'il ne pouvait pas y avoir de division à l'intérieur du parti, que le parti était nécessairement uni. Il était militaire et croyait au parti communiste comme à l'armée. Et jusqu'en juillet 66, il a nié ! Je me souviens être allée à l'ambassade et lui dire : il y a eu un meeting contre Liu Shaoqi, qui y était nommé par son nom et non désigné seulement comme « chef du révisionnisme au sein du parti » ; et le général Guillermaz m'a dit : non, ce n'est pas possible, il n'y a pas de division à l'intérieur du parti. Ensuite, il a changé d'avis, bien sûr, mais il a mis vraiment du temps à l'admettre. Il avait été jeune en Chine. Il avait vu la création du parti communiste comme quelque chose d'extraordinaire dans la société chinoise. Il n'était pas communiste mais admirait la manière dont les gens avaient su s'organiser, dans cette société violente et désordonnée. Je me souviens très bien, par exemple, qu'en janvier 66, un article est apparu dans le Quotidien du peuple et qu'après l'avoir lu un correspondant de l'agence France Presse, qui ne savait pas le chinois, avait sorti un papier affirmant qu'il y avait une division à l'intérieur du parti. Le*

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 411, 28 janvier 1966

général Guillermaz et beaucoup de diplomates ont souri et n'y ont pas cru, alors qu'en réalité il avait raison ! »

La première explication à cette réticence des Français à appréhender le début de la révolution culturelle est donc, sans doute, que celle-ci remettait en question le dogme du monolithisme du parti communiste chinois, remettait en question toute une vision de la Chine mise en place au cours de décennies d'étude du pays. Il y avait cependant une autre raison, plus insidieuse, évoquée par Marianne Bastid-Bruguière : *« Il y avait aussi une question de logique : on venait de reconnaître la Chine, donc il fallait qu'elle tienne debout ! »* La politique de reconnaissance de la Chine populaire par De Gaulle influença peut-être, en effet, les diplomates Français dans le sens d'une minimisation, dans un premier temps, de la révolution culturelle.

3) Une affaire plus politique qu'il n'y paraît

La campagne de critiques contre Wu Han se renforça beaucoup en mars-avril 1966, devenant obsédante dans la presse chinoise. Mais ce n'est qu'en mai 1966 que les observateurs étrangers firent le rapprochement entre la campagne « culturelle » contre Wu Han et sa position de vice-maire de Pékin. Le 17 mai, on trouve ainsi cette réflexion dans un rapport de Claude Chayet : *« quel que soit l'angle sous lequel on examine cette « affaire », on y trouve une convergence voulue des attaques contre le comité municipal du parti. »*¹ Puis, dès le 20 mai, un nouveau rapport de Claude Chayet envoyé à la direction d'Asie-Océanie au Quai d'Orsay mentionna le maire de Pékin, Peng Zhen, qui était le principal visé par la polémique : *« quoi qu'il en soit, il y a lieu de s'interroger sur la part de responsabilité qu'un tel dossier reporte logiquement sur Peng Chen, maire de Pékin et premier secrétaire du comité municipal. Bien que les accusations ne l'aient pas nommément impliqué et qu'il ait constamment adopté dans le passé des positions radicales, le silence dans lequel il se tient, au moment où son comité est, indirectement, mis en cause, est de nature à affecter la personne du numéro 9 du bureau politique, no 2 du secrétariat du comité central. »*²

Malgré ce début de prise de conscience, les Français étaient loin de comprendre l'ampleur de la crise qui se déroulait. Le général Guillermaz, sans doute de par sa longue expérience des purges et des campagnes du Parti communiste Chinois, relativisa plus encore que d'autres la situation et écrivit en mai 1966 que ce début d'année avait vu, *« au demeurant, peu de grands événements politiques ou idéologiques »*.³

En juillet 1966, l'ambassade française en Chine commença à connaître et à trouver remarquables les épurations de la révolution culturelle, mais sans les lier entre elles et sans comprendre véritablement leur portée, ce que montre bien ce rapport du 1er juillet 1966 : *« Deux événements d'une très grande importance, distincts dans leurs origines mais en partie*

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 411, 17 mai 1966 1375-79

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 411, 20 mai 1966 1410-20

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 839, 21 mai 1966, 181

confondus dans leurs manifestations et leurs résultats, ont caractérisé la situation chinoise de ces deux derniers mois. Le premier correspond au développement d'une révolution culturelle qui s'encadre dans le Mouvement d'Education Socialiste depuis longtemps signalé et défini dans ses diverses composantes. L'épuration qui en est la conséquence a déjà frappé de nombreux cadres, Chou Yang étant jusqu'ici le plus élevé. Le second [a consisté en l'élimination] des éléments politiques de premier plan dont Peng Zhen, maire de Pékin et membre du bureau politique, est sans doute le représentant le plus important »¹.

La révolution culturelle commença dès lors à faire parler d'elle dans les notes de l'ambassade, sans que l'on soupçonnât encore son ampleur.

B - La révolution sur les campus : un mouvement libertaire ou une nouvelle campagne de rectification ?

La poursuite de la révolution culturelle dans les campus des universités interpella brusquement les observateurs et les força à prendre en compte un mouvement dont ils avaient jusque là sous-estimé l'ampleur. Ce nouvel épisode les poussa aussi à faire un effort d'interprétation face à quelque chose qui rompait si radicalement avec ce qu'ils connaissaient. Perplexité, incompréhension, doutes, interprétations contradictoires : cette période fut particulièrement difficile pour les spécialistes de la Chine.

1) La critique des professeurs par les étudiants, les premiers *dazibao*

Les Français qui virent le mieux la révolution culturelle sur les campus universitaires furent les étudiants et professeurs en poste en Chine. Marianne Bastid, étudiante à l'université de Pékin, était logée en 1966 dans une chambre individuelle à l'intérieur d'un bâtiment pour des étrangères et des Chinoises. Le mouvement se déroula sous ses fenêtres : des affiches aux murs dénonçaient les professeurs, puis l'université devint un lieu de violences et de désordres et beaucoup d'étudiants furent envoyés à la campagne. Un campus fut créé dans la banlieue de Pékin où furent envoyés les professeurs et les étudiants pour les mettre en contact avec les paysans. A partir de novembre 1965, il ne restait aux départements d'histoire et de chinois du campus de Pékin presque que les étudiants étrangers et les professeurs malades. Il y avait alors un plan de transfert total des universités à la campagne, en système mi-travail manuel, mi-études, pour prolétarianiser les intellectuels en place et futurs.

Dès le mois de juin, les attaques formulées fin mai par voie d'affiches contre le président et les autorités du parti de l'université de Pékin furent rendues publiques et furent constatées par les diplomates eux-mêmes². Le 3 juin (avec quelques jours de retard), ils furent

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 839, 1er juillet 1966, 120/CHN/S

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 411, 3 juin 1966, Pékin, 1515-20

mis au courant de la campagne « balayer tous les monstres » contre le « village des trois familles »¹.

Les premières réactions à ce mouvement de critique de l'ordre établi par les étudiants chinois furent globalement positives. Les Français jugeaient généralement le système chinois trop bureaucratique et manquant de liberté, or cette révolution semblait, contrairement aux précédents mouvements de rectification, provenir des étudiants eux-mêmes et viser une plus grande liberté. Marianne Bastid raconte ainsi que « *quand les choses ont commencé, avec l'affiche de Nie Yuanzi, je me souviens avoir écrit une lettre disant qu'après tout, les Chinois n'avaient pas tort de se rebeller. En tant qu'étudiants, nous trouvions le système beaucoup trop bureaucratique, nous pensions qu'énormément de choses ne fonctionnaient pas, qu'il était légitime de lutter. Nous partagions les critiques des étudiants chinois. Je pense que la plupart des jeunes de l'ambassade étaient du même avis. Notre opinion sur le régime communiste était qu'il opprimait le peuple. On avait l'impression d'une énorme différence entre les huiles du régime, qui en profitaient, et les pauvres travailleurs, souvent pieds nus en hiver par -20°C. On avait de la sympathie pour eux. Mais quand nous avons vu que le mouvement commençait à s'en prendre à des gens innocents, à les torturer, nous avons eu l'impression que l'on ne s'attaquait pas au bon problème.* »² Martine Monod-Broca, professeur à la petite école française de Pékin, confirme cette impression : « *C'est après que c'est devenu violent. Au début, on croyait que c'était une fête : on allait remettre en question les méchants cadres... Ça a commencé par une fête, comme mai 68 ! On trouvait ça juste de critiquer les profs qui étaient autoritaires. Au début, ça paraissait vraiment juste comme mouvement. Ce n'est qu'après qu'on a compris que c'était Mao qui avait lancé ses troupes pour reprendre le pouvoir. Ey puis il y avait des gens, des chinois, qui y croyaient ! Et puis même, aller un mois travailler au champ, ça paraissait très bien ! Du moment qu'on n'a pas froid, qu'on mange à notre faim...»³*

Les Français qui ne résidaient pas en Chine eurent pour la plupart la même impression, diffusée par la presse et coïncidant avec leurs horizons d'attente. Gérard Chaliand, dans *Voyage dans le demi-siècle*, écrit ainsi à propos de la révolution culturelle : « *On sait qu'elle mobilise les étudiants et les jeunes qui ont pour mission de redonner l'élan à la révolution, afin qu'elle se "débureaucratise". On sait également que les intellectuels sont envoyés à la campagne pour se retremper ou se ressourcer. La révolution culturelle est comprise comme un mouvement révolutionnaire et populiste à la fois, donc positif pour l'extrême gauche. Ce mouvement n'a pas du tout été perçu comme sanglant* »⁴.

Il est plus difficile de déterminer la perception que les diplomates eurent du début de la révolution culturelle, car leurs notes étaient plus neutres et dépourvues en général de jugement. Néanmoins il est possible d'affirmer, comme le pense Marianne Bastid, que la

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 411, 3 juin 1966, Pékin, 1500/1509

² Marianne Bastid, entretien avec l'auteur, avril 2011

³ Martine Monod-Broca, entretien avec l'auteur, avril 2011

⁴ Gérard Chaliand, Jean Lacouture, André Versaille, *Voyage dans le demi-siècle : entretiens croisés avec André Versaille, Gérard Chaliand, Jean Lacouture*, Bruxelles, Complexe, 2001, p. 288

plupart des jeunes diplomates jugeaient positivement ce mouvement, tandis que quelques vieux observateurs de la Chine communiste, désabusés après le mouvement « *Cent Fleurs* » (durant lequel Mao avait laissé, dans un premier temps, les Chinois contester le régime, pour décider ensuite une violente répression), se faisaient moins d'illusion sur la réalité de la liberté qui était proposée aux étudiants. En outre, la révolution culturelle dans les campus des universités fut comprise dès le début comme un événement violent. Les exactions des étudiants entre eux et sur leurs professeurs furent très tôt soulignées par les observateurs. Ainsi une note de l'ambassade fit remarquer que « *les séances de critiques publiques ont rapidement revêtu un tour extrêmement déplaisant, provoquant chez les intéressés des crises de larmes et des attaques de nerfs tandis que l'assistance se déchaînait en hurlements. Les voies de fait semblent avoir été assez fréquentes. On cite des cas de professeurs battus en public et coiffés du bonnet d'âne. (...)* »¹.

Outre ces jugements contradictoires, les mois de juin et juillet 1966 laissèrent perplexes beaucoup d'experts de la Chine, qui ne comprenaient pas quel était le but de ce mouvement dont on ne pouvait plus douter de l'ampleur ni de l'importance.

2) Un tour plus violent : l'été des gardes rouges

Au début de juillet, la poursuite de la révolution et le tour plus violent qu'elle prenait n'échappèrent pas aux observateurs étrangers. L'apparition en août des Gardes Rouges, à l'occasion de meetings gigantesques à la gloire de Mao, fut perçue comme un événement au « *caractère nouveau, brutal, parfois dramatique* ».²

En septembre 1966, un diplomate décrivit l'ambiance à la fois festive et violente de la révolution culturelle : « *une curieuse allure de kermesse débridée et parfois sanglante* ». « *L'aspect de la garde de Pékin suffisait à plonger le voyageur non prévenu dans l'atmosphère de la révolution culturelle. Des dizaines de milliers de jeunes gens et de jeunes filles venus dans la capitale pour sacrifier devant l'un des autels érigés à la gloire du président Mao* »... « *Dans le grand hall de la gare une autre image de la révolution culturelle accueille le visiteur : debout devant une verrière, la tête basse, un couple de vieillards maculés de boue et de slogans infamants attend aussi.* » « *Sur le quai, d'autres vieux aussi que l'on pousse vers l'exil* »³.

L'été 1966 vit donc les observateurs étrangers devenir de plus en plus pessimistes sur la nature profondément violente de la révolution culturelle. Perçue au départ comme un mouvement certes désarçonnant, mais essentiellement festif et joyeux, elle fut considérée par la suite comme un déchaînement de violence de la part de jeunes Chinois.

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 412, 2 juillet 1966, 883/AS

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier, 413 Note du 20 septembre 1966

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 629, 14 septembre 1966 n°1247/AS

3) Le Groupe Central de la révolution culturelle

L'existence du Groupe Central de la Révolution culturelle fut connue le 9 juillet 1966, mais son rôle ne fut compris que très progressivement et on ignorait la place essentielle qu'il avait pris dans la vie politique chinoise. En revanche, la montée en puissance des leaders de la révolution culturelle fut perçue au cours de cet été. La présence inhabituelle de Jiang Qing, qui apparut vite comme le directeur adjoint du GCRC, fut remarquée. A l'hiver 1966 et plus encore en 1967, on parla « d'étoile montante », de « passionaria » du mouvement de la révolution culturelle¹. Elle n'était pourtant pas très appréciée des Français. Marianne Bastid raconte que Jiang Qing lui « *semblait être une virago idiote et venimeuse. Liu Shaoqi n'était pas beaucoup plus sympathique, mais nous paraissait plus équilibré, moins désagréable. C'était très subjectif, mais nous avons l'impression que les personnes qui montaient en grade n'étaient pas sympathiques* »². Lin Biao était aussi assez mal considéré par les Français. Perçu comme vieux et malade en 1966, on lui prêta par la suite de grandes ambitions mais de faibles capacités. Jean Leclerc du Sablon le décrit ainsi dans *L'empire de la poudre aux yeux* : « *autrefois général de génie, le dauphin était devenu un petit maréchal hypocondriaque d'allure souffreteuse, visage d'une grande pâleur sous son éternelle casquette verte* » ; il ajoute que Lin Biao était un « *héros chétif et chafouin, ancien morphinomane, plutôt agoraphobe* »³. Enfin, voici la description qu'on fit des hommes du GCRC dont l'influence grandit avec la révolution culturelle : « *trois hommes proches de Mao Tse-Tung viennent donc d'être désignés pour prendre la direction effective du mouvement de révolution idéologique et culturelle. L'un, Chen Po-Ta, est un homme de doctrine dont la tâche essentielle est d'exprimer la pensée du vieux chef communiste. Le deuxième, Tao Chu, semble particulièrement qualifié pour acheminer cette pensée jusque dans les masses paysannes et ouvrières, par le truchement des cadres, le troisième, Kang Sheng, apparaît comme l'exécuteur final, l'homme des sanctions et de l'épuration* »⁴.

La montée en puissance de ces personnages à l'occasion de la révolution culturelle fut donc non seulement bien connue mais aussi perçue plutôt négativement par les observateurs. Leurs vision des personnalités de la révolution culturelle influença dans un sens négatif leur perception du mouvement lui-même.

C - Qu'est-ce que la révolution culturelle ?

Il est particulièrement intéressant de noter que les interprétations qui furent faites jusqu'à l'automne 1966 de la révolution culturelle restèrent très pragmatiques, rationnelles, voire politiciennes. Il s'agissait, selon les observateurs, d'une lutte pour le pouvoir ou entre des tendances divergentes au sein du parti. Durant cette période il fut très peu question de

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 413 15 octobre 1966 3344-48

² Marianne Bastid-Bruguière, entretien avec l'auteur, avril 2011

³ Jean Leclerc du Sablon, *L'empire de la poudre aux yeux : carnets de Chine : 1970-2001*, Paris : Flammarion, 2002, p. 47

⁴ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 412, 11 juillet 1966, Paye, 2060-72

l'idéologie. Elle fut invoquée quelques mois plus tard, nouvelle interprétation nécessaire devant la confusion croissante des étrangers face à la révolution culturelle.

1) Une lutte de succession

Si les observateurs occidentaux furent désarçonnés par les débuts de la révolution culturelle et l'impression de liberté qu'ils donnaient, ils conclurent très vite que l'autonomie des étudiants était extrêmement mince. Aucun spécialiste de la Chine n'affirma sérieusement qu'il y avait là une véritable révolution menée par les étudiants contre la bureaucratie et le pouvoir maoïste. Du moins, si les étudiants pensaient lutter pour leur liberté, il semblait certain que le signal de la révolution avait été lancé d'en haut et que l'action des étudiants allait être contrôlée par le pouvoir maoïste. Le mythe de la révolution étudiante, répété par les pro-maoïstes français jusque dans les années 1970, est d'autant plus coupable que tous les spécialistes et les observateurs de la Chine contemporaine le récusaient.

En revanche, l'interprétation à donner aux événements n'en était pas plus aisée. Très tôt, l'hypothèse privilégiée par les observateurs fut celle d'une lutte pour le pouvoir. Mais quelle lutte pour le pouvoir ? Une lutte de qui contre qui et pour quoi ?

Durant les premiers mois de la révolution culturelle, la majorité des observateurs penchèrent vers une lutte de succession. Des rumeurs couraient en effet sur la santé de Mao Zedong, qui n'était pas paru en public depuis longtemps et qui paraissait de plus en plus en retrait de la vie politique. Plusieurs factions semblaient s'arracher le pouvoir : conservateurs (parmi lequel était compté Peng Zhen), plus modérés (Zhou Enlai), militaires (Lin Biao). La lutte de personnes se conjugua à des divergences de vues sur l'évolution du régime. En mai 1966, un diplomate français notait : « *L'existence de divergences de vues fondamentales à un niveau élevé de la hiérarchie politique de la Chine n'est plus désormais une simple hypothèse de travail* »¹. A Taiwan, l'hypothèse d'une lutte pour la succession était généralement acceptée, ainsi que dans la délégation britannique en Chine, qui écrivait en juillet : « *Speculation about rivalry within the Chinese Communist Party (CCP), stimulated by Mao's long absence from the public scene and the belief that he is nearing the end of his rule* »².

Pourtant, cette première hypothèse fut démentie avec la réapparition spectaculaire de Mao sur la scène publique à partir de juillet 1966. L'interprétation, qui paraissait cohérente et correspondait à l'idée que se faisaient les observateurs d'une scène politique faite de luttes de pouvoir, dut être abandonnée. Cette note montre le désarroi des observateurs devant réinterpréter l'événement de la révolution culturelle : « *L'hypothèse d'une « lutte pour le pouvoir » a le double mérite de la simplicité et de la cohérence. Les rumeurs qui ont circulé pendant plusieurs mois sur l'état de santé de Mao Tse-Tung ont contribué à l'accréditer. La*

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 411, 23 mai 1966

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 412, 19 juillet 1966

réapparition spectaculaire du Président du Parti communiste chinoise lui porte un coup sévère »¹.

Mao Zedong n'était pas aussi faible qu'on le pensait et ne certainement pas inactif tandis que ses successeurs se disputaient le pouvoir. Il fallait recourir à une autre interprétation.

2) Reprendre le pouvoir

Dès lors, l'hypothèse qui fut privilégiée fut celle d'une lutte de Mao pour reprendre le pouvoir dont la maîtrise lui avait échappé depuis la fin du Grand Bond en Avant. La très grande majorité des observateurs Français se rangèrent à cette interprétation.

Dans cette perspective, ils eurent tendance à comprendre les personnalités purgées par Mao comme faisant partie d'une opposition, sinon organisée, du moins cohérente. Cette tendance fut d'ailleurs partagée par tous les observateurs, qu'ils soient taiwanais, américains, anglais ou soviétiques. En témoigne cette remarque d'un membre de l'ambassade soviétique : « *Liu Shao-Schi serait actuellement le chef de file des opposants derrière lequel se sont rangés des hommes comme P'engChen, Liu Ting-Yi, Lo Juei-Ch'ing. Les attaques menées contre Li-Hsue-Feng, successeur de P'engChen au comité municipal, montrent que, même ceux que Mao a choisis pour remplacer ses ennemis se révèlent, à leur tour, non moins hostiles à sa politique. La rivalité entre les deux tendances équivaut maintenant à une véritable lutte pour le pouvoir* »². Il faut voir dans cette tendance la propension très courante à vouloir trouver dans l'attitudes d'autrui une cohérence, une rationalité qui n'y est pas toujours. Selon les mots de Robert Jervis : « *a common misperception is to see the behavior of others as more centralized, planned, and coordinated than it is. This is a manifestation of the drive to squeeze complex and unrelated events into a coherent pattern* ». ³ Or quel intérêt aurait eu Mao à lancer ce gigantesque bouleversement si une opposition organisée et importante n'existait pas au sein du parti ?

Cette interprétation posait pourtant de nombreux problèmes. En effet, la question posée par beaucoup de spécialistes de la révolution culturelle était la suivante : comment Mao, s'il a perdu le pouvoir, aurait-il eu assez de force pour faire modifier la structure du comité permanent du bureau politique à deux reprises, notamment en 1962 ? Comment aurait-il pu faire monter à Pékin des millions de gardes rouges ?

Autre problème de taille : les personnages incriminés par Mao au cours de la révolution culturelle n'étaient pas perçus comme des opposants et, surtout, ils ne semblaient pas faire partie de la même tendance politique. Si l'on accepta relativement bien de considérer Luo

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 412, 27 juillet 1966, 225/AS

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 414, 2 novembre 1966, 6315-19

³ Robert Jervis, *Perception and misperception in international politics*, Princeton, Princeton University Press, cop. 1976, p. 320

Ruiqing comme un représentant du courant « droitiste » de l'armée (car il s'était prononcé pour plus de professionnalisme dans la formation des militaires), en revanche, Peng Zhen était plus considéré comme un ultra-gauchiste que comme un droitiste. Il va sans dire qu'aucun observateur (hormis Simon Leys, des années plus tard) n'osa interpréter ces désignations de « gauchiste » et « droitiste » comme des expressions uniquement formelles, au sens fluctuant selon les impératifs du moment et destinés uniquement à fournir des prétextes pour purger les individus. Les hypothèses proposées pour expliquer les critiques contre Peng Zhen furent les suivantes¹ :

- Il était moins radical sur le plan intérieur qu'il ne le semblait sur le plan international ;
- Emporté par l'ambition, il avait cherché à utiliser des intellectuels d'origine bourgeoise pour servir son ascension politique ;
- Il avait eu une attitude extrémiste (donc ultra-gauchiste) et considérée comme dangereuse. Cette dernière interprétation fut principalement celle des spécialistes américains qui, dans un premier temps, virent dans les critiques contre Peng Zhen l'élimination d'un extrémisme gauchiste et le prélude à un tournant modéré de la politique chinoise².

Les observateurs s'interrogeaient en outre sur le degré de contrôle de Mao sur la situation. Si le *Foreign Office* anglais niait les possibilités de désagrégation du parti et de guerre civile, assurant qu'il « *s'agi[ssait] d'un chaos voulu et organisé par la direction du parti* »³, si Robert Guillain assura que « *Mao n'a qu'à appuyer sur un bouton* »⁴ pour stopper les désordres, les diplomates français penchèrent pour une interprétation beaucoup plus alarmiste et privilégièrent l'hypothèse d'une lutte grave au sein du parti communiste.

3) La politique étrangère

Le dernier volet des interprétations proposées par les étrangers pour expliquer la crise fut celle de la politique étrangère et du contexte international hostile à la Chine.

Une publication dans *The New York Review of Books* du 20 octobre 1966 d'une étude sur la situation en Chine, de Franz Schurmann, président du centre d'Etudes Chinoises de l'Université de Berkeley, insistait notamment sur cet aspect. Selon lui, l'intensification du conflit vietnamien et la croissance des risques de guerre étaient à l'origine même de la

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 411, 4 juin 1966 1560-1570

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 411, 9 juin 1966

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 414, 10 novembre 1966, GB, 1197/AS

⁴ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 414, 10 novembre 1966, 1197/AS

« révolution culturelle ». En vue d'une guerre éventuelle, les avocats du centralisme de l'armée (Luo Ruiqing) avaient été éliminés au profit de ceux de la décentralisation (Lin Biao)¹. Robert Guillain faisait également du conflit avec les Etats-Unis le facteur majeur du lancement de la révolution culturelle. En revanche, le consulat français à Hong-Kong, en octobre 1966 paraissait moins convaincu par cet argument : « *L'intervention des facteurs de politique étrangère dans la crise actuelle paraît moins évidente, appréciée de Pékin, si l'on excepte le problème des rapports avec le monde socialiste et de la lutte anti-révisionniste, c'est-à-dire antisoviétique, qui prime tout sur ce plan : les Européens de l'Est à Pékin sont maintenant « coupés » depuis assez longtemps et font visiblement de l'intoxication presque au même degré que Taiwan. Du Vietnam il est en somme peu question si ce n'est comme d'une clause de style* »².

Les diplomates français ne furent pas dupes, sur ce sujet, de la propagande chinoise. En règle générale, il faut remarquer que la politique étrangère chinoise était mieux connue que sa politique intérieure ; le contexte international, appréhendé avec plus de facilité que les contradictions de la société chinoise. En revanche, les journalistes français – et plusieurs spécialistes américains, dont notamment Franz Schurmann, attachèrent beaucoup d'importance au facteur géopolitique dans l'explication de la révolution culturelle. Peut-être

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 414, 2 novembre 1966, 6315-19

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 413, 12 octobre 1966

pourrait-on en conclure qu'il était plus facile, si l'on ne résidait pas en Chine, de percevoir les éléments liés à une politique étrangère que les évolutions intérieures du pays.

VIII - Deuxième période : janvier 1967 – décembre 1968

Les années 1967 et 1968 furent les plus troublées et les plus violentes de la révolution culturelle. Préoccupé par le double objectif de poursuivre la révolution et de rétablir l'ordre, les autorités suivirent une politique contradictoire, en « dents de scie », qui fut particulièrement difficile à appréhender par les Français en Chine. Quel était le but véritable de la révolution ? Pourquoi était-elle poursuivie puisque les « traîtres » avaient perdu le pouvoir ? Qu'est-ce qui empêchait le gouvernement de rétablir l'ordre ? Autant de questions que les observateurs eurent à résoudre et qui les poussa à proposer de nouveaux facteurs explicatifs de la révolution culturelle.

A - Guerre civile

1) Relance de la révolution ?

En décembre, les inquiétudes des observateurs se trouvèrent justifiées. Contrairement à l'avis de ceux qui, parmi les spécialistes de la Chine, prévoyaient un retour à la normale ou tout du moins une pause hivernale¹, la révolution culturelle fut relancée. Parallèlement, le rôle de l'armée dans la révolution culturelle fut réaffirmé et se fit désormais très visible.

Le 13 décembre 1966, un important discours de Tao Zhu annonça que la révolution culturelle allait concerner désormais les ouvriers et les paysans². Peu après, Jiang Qing prononça un violent discours devant 2000 personnes, confirmant qu'elle était l'un des éléments les plus durs et dynamiques de la révolution culturelle. Ces deux discours furent perçus très clairement par tous les observateurs comme une relance de la révolution culturelle.

Janvier 1967 fut le moment où les étrangers écrivirent le plus sur la révolution culturelle. Ils remarquèrent le tour nouveau qu'avait pris la révolution culturelle avec la création de la commune de Shanghai. Ce fut la première tentative d'une reconstruction du pouvoir sur d'autres bases que le parti communiste et les observateurs prirent alors conscience de l'ampleur des buts de la révolution culturelle. C'est aussi le moment où ils commencèrent à prendre conscience de l'ampleur qu'avait prise le mouvement et de sa gravité. Les affiches et les journaux racontèrent des faits absolument dramatiques et qui concernaient la quasi-totalité du pays. Les écoutes de radios régionales effectuées par les services américains montraient que seules cinq capitales n'étaient pas mentionnées comme étant le siège d'incidents majeurs: « *Hofei (Anh Wei), Chang Chun (Chanin), Nanning (Kouang Si), Chang Shah (Hounan), Huhehot (Mongolie intérieure).* »³ Or, selon une note de l'ambassade du 9 janvier 1967, « *même si, dans certains cas, les faits ainsi rapportés semblent grossis par ceux qui cherchent à orienter l'opinion contre la « bande noire », il semble que l'on soit entré à nouveau dans une période relativement violente de la révolution culturelle* »⁴. Le 14 janvier 1967, Pierre Cerlès remarquait : « *Au cours des derniers mois, des affrontement ont en effet opposé entre elles des formations de jeunes révolutionnaires, sans que l'on ait pu toujours, de façon précise, déterminer les circonstances réelles de ces luttes intestines.* » « *Pour venir à bout des opposants les plus acharnés (parmi les gardes rouges), le pouvoir s'est trouvé dans l'obligation de procéder à des opérations de type policier.* »⁵

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 414, 3 décembre 1966, 1484/AS

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 414, 15 décembre 1966 04041-46

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 415, 17 janvier 1967, 28/30

⁴ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 415, 9 janvier 1967, 90-93

⁵ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 415, 14 janvier 1967, 26/AS

On remarque toutefois que le ton restait nuancé et que l'ambassade se refusait à tout catastrophisme. Dans les ambassades étrangères, ce fait était peut-être encore plus marqué : les Etats-Unis et la Grande-Bretagne notamment voyaient seulement dans ces informations l'effet de la propagande chinoise et ne les prenaient pas au sérieux. Selon l'ambassade britannique, « *en fait, il n'y aurait eu nulle part de rébellion vraiment sérieuse et organisée contre la ligne maoïste.* »¹ Les Américains voyaient la persistance du cours modéré et estimaient que Mao avait atteint son but au niveau de la reconstruction de l'Etat, ce qui rendait improbable la poursuite d'une ligne dure de la révolution culturelle : « *On reconnaît au département d'Etat que Pékin peut se targuer de succès non négligeables au cours de l'année 1967. Les progrès dans le domaine des missiles et des armes nucléaires ont montré que la révolution culturelle n'empêchait pas des réalisations importantes. Pour ce qui est des résultats agricoles, sans doute peut-on parler d'un record* »². Les « China watchers » de Hong-Kong, quant à eux, avaient tendance à plus insister sur l'ampleur des combats, notamment au Guangdong dont ils étaient très proches. Mais nulle part il n'était question des nombreuses pertes humaines que provoquaient les combats. Sans doute le chiffre était-il très difficile à établir, mais il est étonnant que la question des morts de la révolution culturelle n'ait pas été posée. C'est ce que prouve cette réflexion de Pierre Cerlès, à propos de l'usage du terme de « guerre civile » par Lin Biao pour qualifier la situation chinoise. « *Il semble bien, tempéra-t-il, qu'il ne s'agisse là que d'un image destinée à dépeindre l'âpreté d'une lutte politique, désormais étendue au pays tout entier, dans laquelle cependant le recours à la violence reste encore exceptionnel.* »³ Il faut y voir, à mon sens, la preuve que l'ampleur du mouvement n'était qu'entre-aperçue au début de l'année 1967.

2) L'épisodes de Canton et Wuhan

Deux épisodes particulièrement graves attirèrent l'attention des observateurs étrangers : la bataille de Canton et l'incident de Wuhan au cours duquel deux émissaires du gouvernement furent faits prisonniers et molestés par l'armée locale.

La bataille qui se déroula à Canton en août 1967 fut assez bien connue par les Français grâce aux informations de Hong-Kong. Le 17 août, le consulat de Hong-Kong appela l'ambassade pour lui annoncer « *qu'on entendait dans la ville non seulement des tirs d'armes mais des coups de canon* »⁴. Le 19 août, alors que le premier conseiller de l'ambassade faisait un voyage au Guangdong, il remarqua que « *la ville est sillonnée par des transports de troupes – mais dont les armes ne sont pas apparentes, ainsi que par des ambulances. Beaucoup de voies de circulation sont barrées par des chevaux de frise ou même par des arbres abattus à la hâte en travers de la chaussée. Au surplus, la plupart des immeubles ont*

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 415, 17 janvier, 327/37

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 652, 17 février 1968 1084/94

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 415, 24 janvier 1967, 267-70

⁴ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 419, Pékin, 19 août 1967

été mis en état d'autodéfense. Les clôtures ont été renforcées, ici par des barbelés ou des palissades de bambous avec arcs-boutants, et là par des sacs de sable ou des amoncellement de briques comportant des créneaux pour les tireurs. Presque partout les portes d'entrée dans les cours intérieures ont été étayées par des madriers comme s'il s'agissait de les mettre en état de résister à des fortes pressions, voire à des coups de bélier. Enfin, de hautes palissades de bois ont été élevées autour des blocs d'habitation modernes et les chicanes pratiquées dans ces défenses sont refermées de nuit. » « Les factionnaires tenaient ostensiblement le livre rouge sur la poitrine. » « Mais, à entendre les détonations sporadiques d'armes à feu, on se rend compte que la diffusion de la pensée de Mao Tsé-Tung n'est pas le seul moyen utilisé pour mettre au pas les récalcitrants. »¹

Plus tard, les témoignages recueillis à Hong-Kong permirent d'éclairer l'événement d'une lumière supplémentaire. La bataille était le fruit d'une opposition entre deux tendances, le Drapeau qui regroupait les étudiants de l'université Sun Yat Sen et les conservateurs disposant de plusieurs groupes : le Quartier Général local, le Tonnerre de Printemps. Leurs Gardes de la doctrine de Mao Tsé Tung. Le 23 juillet se produisit un premier incident grave à la maison de SYS : un service funéraire avait été organisé par le Drapeau à la membres membres disparus et le camion les transportant tomba en panne près du palais Sun Yat Sen où les Gardes de la doctrine tenaient une réunion, ce qui provoqua de violentes bagarres. Des témoignages de réfugiés à Hong-Kong confirmaient les impressions recueillies par le deuxième conseiller en les accentuant même : *« les prisonniers sont contraints de sauter dans une piscine sous le feu des conservateurs. Les étudiants de l'université Sun Yat Sen sont abattus un à un. Après des pourparlers, l'armée sépare les combattants. Evaluation des pertes : 180 tués, 300 blessés. »* Aux chantiers navals de Wen Chung : *« Véritable bataille : coups de mitrailleuses, coups de canons. Un navire japonais et un bateau nord-vietnamien sont endommagés. Un détachement du Drapeau fait retraite sur une colline où il subit un siège en règle pendant plusieurs jours. L'armée intervient pour le dégager, on tire sur ses hélicoptères. »* « Véritables massacres de prisonniers et de suspects les 11, 12 et 13 juillet. » « Sans doute s'agit-il là de récits de réfugiés qui n'ont certes pas tendance à minimiser les désordres dont s'accompagne la révolution culturelle. »²

En juillet également, l'incident de Wuhan fut pris très au sérieux par l'ambassade française et par les anglo-saxons, qui hésitèrent à y voir le début d'un éclatement du pays et le lancement d'une guerre civile. Les faits ne furent cependant pas connus immédiatement. Les violences faites aux émissaires de Pékin ne furent connues que plusieurs jours après les faits, lorsqu'elles furent rendues publiques par des affiches murales. Le 29 juillet, l'attaché militaire écrivait ainsi : *« La situation s'est aggravée depuis le mois dernier, en particulier dans les provinces où de très sérieux désordres ont amené, comme au Hupeh, une quasi dissidence envers le gouvernement central. Deux membres du Groupe de la révolution culturelle, Hsieh Fu-chih et Wang Li ont été envoyés à Wuhan pour se rendre compte de l'origine des désordres signalés et tâcher de redresser la situation. Ils ont dénoncé comme erronée la ligne suivie par*

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 419, Pékin, 21 août 1967

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 420, 9 novembre 1967, 795/AS

les révolutionnaire de Wuhan soutenue par le général Chen Tsai-tao, commandant la région militaire de Wuhan. Il en est résulté des troubles graves et deux émissaires de Pékin ont été retenus prisonniers. Il aurait fallu une intervention directe de Chou En-lai pour faire libérer les otages. »¹ Certaines nuances de cette affaires ne furent pas connues : ainsi, le fait que le général Chen Zaidao, commandant la région militaire de Wuhan, fut molesté également par les militaires relevant de son commandement, parce qu'il s'était soumis aux émissaires de Pékin et avait fait son autocritique. Enfin, l'intervention de Zhou Enlai fut connue, mais la présence de Mao Zedong à Wuhan et son départ précipité à bord d'un avion de l'armée ne furent connus des étrangers (comme des Chinois) que bien plus tard.

Enfin, les observateurs eurent connaissance en partie de la situation dans les provinces – où elle n'était parfois guère meilleure qu'à Canton et Wuhan. Une note de l'attaché militaire du 9 septembre indiqua ainsi : « *bien que l'affaire de Wuhan semble réglée pour l'instant, la situation générale reste préoccupante en ce qui concerne les provinces et nettement détériorée dans la capitale. La situation serait grave au Kansu (Lanchow), au Liaoning (Shengyan), au Kwantung (Canton) où les voyageurs ne sont plus autorisés à pénétrer dans la ville.* » « *Presque toutes les provinces ont été, tour à tour, le théâtre d'actions violentes, y compris celles où l'existence d'un comité révolutionnaire est censé refléter l'entente entre les activistes.* » « *Un effort considérable est donc tenté actuellement pour entraîner l'armée d'une façon irréversible dans la lutte pour le pouvoir menée par les groupes révolutionnaires prolétariens* »².

A l'été 1967, la situation était reconnue comme très grave. Si les observateurs français n'évoquèrent que rarement le bilan humain, ils ne manquaient pas d'être très inquiets sur les violences de l'année 1967.

3) Interprétations

La relance de la révolution culturelle posait de nouveaux problèmes d'interprétation, aux étrangers comme aux Chinois. Peng Zhen avait été arrêté en décembre et jugé par des gardes rouges³ : pourquoi continuer le mouvement ? Fallait-il y voir un durcissement de l'opposition, contre laquelle le pouvoir devait lutter ? L'incertitude et l'incompréhension étaient manifestées par les Français : « *les observateurs continuent à rechercher la cause unique qui rendrait compte de la situation dans son ensemble. Il est pourtant clair à présent que ni la lutte pour la succession, ni les conflits de génération, ni l'escalade au Vietnam, ni le différend avec l'URSS, ni la volonté de créer un « homme nouveau » ne suffisent, chaque facteur pris isolément, à expliquer une réalité aussi confuse que celle de la Chine actuelle, et que bien d'autres éléments entrent en jeu.* »⁴

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 840, 29 juillet 1967, 280/CGN/CD

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 840, 9 septembre 1967, 364/CHN/CD

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 414, 6 décembre 1966, 3942

Un indice fut cependant donné fin décembre, lorsqu'un collaborateur de l'ambassade de France à Pékin vit une affiche à Tianjin affirmant que Liu Shaoqi avait fait son autocritique¹. Liu Shaoqi, critiqué de plus en plus fortement en 1967, semblait dès lors être à la tête d'une opposition organisée à Mao. Pourtant, cette opposition organisée n'était pas simple à appréhender pour les Français. Cette prétendue opposition organisée n'était-elle pas, en fait, qu'un gigantesque bouc émissaire ? Notamment, la chute de Peng Zhen, puis de Tao Zhu, surprit les observateurs. Malgré les critiques qui lui étaient faites depuis l'été 1966, Peng Zhen était toujours considéré par les Français comme un fidèle maoïste, représentant d'une ligne gauchiste dure, surtout en matière de politique étrangère. Difficile de croire à son accointance avec l'Union Soviétique et à ses velléités révisionnistes. Tao Zhu avait un profil similaire, en plus de liens anciens avec Lin Biao. Dans ces conditions, il semble que *« les dirigeants s'expriment et agissent en effet comme si leur pouvoir était encore, dans certains cas, réellement menacé par une prétendue opposition révisionniste ou, tout au moins, comme s'il était lié à celui d'une prétendue « faction révolutionnaire prolétarienne ». Pourtant, rien jusqu'ici n'a prouvé qu'une telle opposition existait ailleurs que dans la psychologie des individus. »*² De même, selon le point de vue des Américains, *« les accusations portées contre ce groupe répondaient au besoin de trouver des boucs-émissaires, qui furent ainsi rendus responsables, dans un large mesure, du chaos et des désordres provoqués par la Révolution Culturelle au cours du printemps et de l'été derniers. Les membres de ce groupe ont pu aller plus loin que les principaux dirigeants le désiraient, mais il apparaît improbable qu'ils aient pris sans leur accord les initiatives retenues contre eux. »*³

Trois interprétations furent couramment données par les observateurs occidentaux : *« les uns mettent l'accent sur les facteurs idéologiques » « les autres, impressionnés par le vieillissement manifeste du président, voient dans les événements actuels un aspect de la lutte pour la succession, voire même pour le pouvoir »*, les derniers, préoccupés par la situation internationale, *« pensent que la Chine se prépare à un épreuve de force avec les Etats-Unis. »*⁴ A ces trois interprétations s'ajoutait celle des Japonais qui, bien que très informés, s'abstenaient généralement de toute interprétation d'ensemble, mais *« considèrent volontiers qu'une des clés réside dans la personnalité de Mao lui-même. Le parallèle est souvent tracé entre la destinée du visionnaire chinois, pétri d'orgueil, nourrissant les plus hautes ambitions pour son pays, et celle du président Soekarno. » « Dans la mesure où elle est dirigée contre une classe de fonctionnaires nantis, la révolution culturelle suscite même au-delà de la curiosité, une certaine sympathie désintéressée. (...) Tout comme autrefois dans la Chine*

⁴ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 415, 2 janvier 1967, bordereau collectif, 1/AS

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 414, 27 décembre 1966, 04119-4130

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 652, 17 janvier 1968 146-55

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 655, 21 mars 1968, 578/AS

⁴ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 415, 26 janvier 1967, 307-27

impériale, les « redresseurs de torts » s'élevaient contre la dynastie opprimante, ces jeunes gens qui ont répondu à l'appel d'un vieil idéaliste ne s'en prennent finalement qu'aux dégénérescences dont toute la société est menacée. »¹

L'une des questions les plus troublantes de cette période était celle du rôle de l'armée. A la fin janvier 1967, les Français avaient été informés de la parution d'instructions en huit points, signées par la commission militaire du Comité Central et affichées dans Pékin, qui proclamaient la nécessité pour la population de soutenir l'ordre et l'armée². Le 6 avril, un ordre en dix points fut publié, rappelant à l'armée que sa mission était de soutenir la gauche. Ces informations qui paraissaient contradictoires (l'une soutenant la gauche, l'autre l'armée) expliquent que les observateurs étrangers furent divisés sur le rôle qu'elle jouait. Washington considéra la révolution culturelle elle-même comme la conséquence de la lutte entre le parti communiste et l'armée : « *Les services de recherche du département d'Etat pensent que, dans sa phase actuelle, la crise intérieure chinoise se caractérise essentiellement par une lutte entre l'armée et la parti.* »³. Au Foreign Office également, « *certains estiment que c'est au sein de l'Armée Populaire chinoise que se développent les tendances les plus hostiles à la ligne « aventuriste » du groupe Lin-Mao.* »⁴ Plus nuancée, l'ambassade française vit les tensions au sein de l'armée comme la conséquence du rôle que le pouvoir entendait lui faire jouer : en effet, « *la paralysie du parti rend d'autant plus difficile la mise au pas de cette population, particulièrement de ses éléments actifs (...). Aussi est-ce à l'APL que le régime continue à s'en remettre pour expliquer, rectifier et guider.* »⁵ Tâche ingrate qui lui valut l'hostilité des révolutionnaires car l'armée était généralement contre les organisations de masse de la première phase de la révolution culturelle. Le paradoxe de la révolution culturelle commença à apparaître aux étrangers : l'armée était nécessaire pour éliminer les désordres issus de la révolution culturelle, mais son intervention conduisait en fait à liquider la révolution culturelle, ce que le pouvoir refusait.

B - L'année 1968 : retour à la normale ?

1) La fin de l'année 1967 : retour à la raison

A partir de janvier 1967, le pouvoir avait essayé de restaurer un ordre institutionnel à travers les comités révolutionnaires, sans parvenir par ce moyen à éviter une véritable guerre civile. Après avoir hésité entre l'ordre (militaire) et la révolution (l'anarchie des gardes

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 415, 27 janvier 1967, 58/AS

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 415, 30 janvier 1967, 414-20

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 414, 10 décembre 1966, 7133/38

⁴ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 415, 5 janvier 1967, 2/AS

⁵ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 652, 17 janvier 1968, 146-55

rouges), le premier devint largement prioritaire à l'automne 1967 et durant toute l'année 1968. Ce souci de remettre le pays en ordre fut perçu par les observateurs étrangers. En octobre 1967, l'attaché militaire de l'ambassade de France en Chine notait : « *c'est un revirement spectaculaire et sensationnel que celui qui vient d'être exécuté ce mois-ci par le groupe des modérés appuyés par Lin Piao et Mao Tze-tung en personne. La situation en mois dernier tournait à la guerre civile et le plus grand désordre régnait à Canton et dans de nombreuses autres provinces, touchant même la capitale. (...) C'est un réflexe de fierté nationale devant le danger qui, à la veille du 1er octobre, a lancé les dirigeants dans la voie du redressement de la situation.* »¹ Selon une note de l'ambassade du 17 janvier 1968, « *les dirigeants chinois paraissent plus soucieux qu'ils ne l'ont jamais été depuis le début de la Révolution Culturelle de restaurer un ordre indispensable à la consolidation du pouvoir et au développement du pays.* »²

Pourquoi ce revirement ? La plupart y virent une attitude de raison, après le déchaînement irrationnel de la révolution culturelle. Les conséquences de l'affaire de Wuhan, notamment, furent perçues comme très importantes : Mao, alerté par la gravité de la situation, aurait décidé de ramener l'ordre et de modérer la révolution culturelle. Il est frappant de constater que l'historiographie actuelle a plutôt tendance à considérer l'épisode de Wuhan comme la cause d'un nouveau durcissement de la part de Mao, avec notamment l'appel à « armer la gauche » pour la protéger de l'armée. Sans doute manquait-on d'informations pour comprendre toutes les subtilités des retournements de situation de la politique maoïste. Mais peut-être, également, la perception que les Français avaient de la psychologie du leader joua dans leur interprétation des conséquences de Wuhan. La réaction pragmatique qu'ils lui prêtèrent et les buts rationnels (empêcher le pays de sombrer dans la guerre civile) qu'ils pensaient être les siens ont donc certainement faussé leur perception de cet événement.

Les mauvais résultats économiques, les difficultés en politique étrangère et les menaces de guerre civile furent également compris comme des incitations fortes à un retour à la raison. Les Américains, généralement plus optimistes que les Français quand à la stabilité du pays et à l'efficacité de son économie, pensaient cependant que les Chinois avaient atteint le but recherché à travers la révolution culturelle et qu'ils pouvaient être fiers des résultats accomplis.

2) Contradictions

Cette politique de retour à l'ordre et de modération de la révolution culturelle, ne fut pas exempte de contradictions perçues par les observateurs. Ceux-ci, qui appelaient de leurs vœux le retour à la normale, comprirent difficilement les hésitations et les multiples revirements de la politique maoïste, qui leur paraissait faite d'incessants va-et-vient, d'à-coups à gauche puis à droite. En février 1968, notamment, après une tentative de modération, se fit un revirement gauchiste qui suivit ce qu'on appela le « contre-courant de février ». Rappelons

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 840, 6 octobre 1967, 412/CGN/CD

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 652, 17 janvier 1968, 146-55

que ce « contre-courant » fut en fait une opposition de la « vieille garde » des dirigeants chinois à la politique maoïste de destruction du parti, et que Mao, extrêmement mécontent de cette opposition, donna un coup de barre provisoire à gauche en développant une campagne anti-droitiste. Il est intéressant de constater que cet épisode fut très mal connu par les observateurs de la Chine maoïste – et pour cause, il ne donna lieu à aucune annonce publique et resta confiné au milieu dirigeant. Les observateurs n'y virent qu'une hésitation de la politique maoïste ou une opposition gauchiste persistante à la politique modérée de Zhou Enlai, qui retrouva d'ailleurs rapidement son cours.

Le gouvernement leur paraissait donc être traversé par des contradictions insolubles entre la raison et la révolution. Deux explications furent données à ce fait : soit la contradiction était contenue tout entière dans la pensée de Mao, qui hésitait entre facteurs idéologiques et objectifs de développement économique, soit elle devait être expliquée par des luttes de tendances au sein du parti. Les deux solutions furent envisagées par les spécialistes de la Chine, mais la deuxième satisfait plus les diplomates français, qui voyaient en Zhou Enlai l'homme d'état modéré qui essayait de reconstruire la Chine¹. Pour les spécialistes de la Chine, les dirigeants chinois, quelles que soient leurs conceptions doctrinales, recherchaient tous la formation d'un Etat doté des attributs d'une grande puissance mondiale dans les domaines économique, publique et utilitaire et des relations extérieures. Mais l'existence d'un conflit au sommet entre trois grandes conceptions du développement chinois fut évoqué à de multiples reprises². La première conception, qui ne voulait pas sacrifier le développement du pays à des conceptions doctrinales, essayait de moderniser l'Etat dans une entreprise de longue durée (Liu Shaoqi). La deuxième, volontariste, voulait faire l'impasse sur le facteur de longue durée et insistait sur les notions d'austérité, de sacrifice et d'indifférence pour le progrès social. La troisième, pragmatique, souhaitait suivre des voies plus traditionnelles de développement.

La plupart des analyses rangeaient en quatre groupes (qui tous se réclamaient de Mao) les tendances politiques au sommet du parti : le premier, le groupe de la révolution culturelle, composé de Qiang Ching, Yao Wenyuan, Chen Boda et peut-être Kang sheng, le deuxième, le groupe des militaires dirigé par Lin Biao, le troisième, le groupe de gestion administrative derrière Zhou Enlai ; enfin le dernier étant le groupe des extrémistes de gauche, au pouvoir jusqu'en 1967 puis en minorité d'opposition pouvant néanmoins influencer le pouvoir. Comme l'écrivit un diplomate français en juillet 1968, « *on est frappé par la passivité dont semblent faire preuve les autorités. Elle ne peut s'expliquer que par les divisions qui règnent parmi elles et se traduisent, pour le moment, par un équilibre des forces entre les révolutionnaires et ceux favorables à un retour à l'ordre* »³ : les revirements politiques étaient expliqués par des alliances fluctuantes entre ces différentes tendances.

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 652, 26 mars 1968, 786/90

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 652, 18 avril 1968, 147/AS

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 653, 23 juillet 1968, 1545-47

3) Troubles violents de l'été 1968

Selon les spécialistes de la Chine maoïste (Walder, Song, Zheng, Escherick, Macfarquhar), l'été 1968 atteignit des sommets de violence jusqu'alors inégalés en Chine. L'apparition réitérée d'une déviation droitière dans le camp révolutionnaire donnait naissance à une «cinquième catégorie noire». Elle s'expliquait par la mauvaise origine de classe de personnes ralliées à la révolution par opportunisme ou par ruse, mais toujours prêts à retrouver leur classe d'origine. Dans le contexte difficile traversé par la révolution chinoise, il fallait sans cesse «purifier les rangs de classe» (*qingli jieji duiwu*) pour en extirper les mauvais éléments infiltrés. C'est le mot d'ordre lancé par Jiang Qing le 21 novembre 1967 lors d'un meeting des gardes rouges de la capitale. Tandis que la situation dans les villes s'améliorait, les campagnes chinoises furent marquées par des batailles rangées entre factions rivales, des massacres de masse et des pogroms. On s'accorde aujourd'hui à penser que l'année 1968 totalise la moitié des morts de la révolution culturelle soit un chiffre (très approximatif) d'un demi-million.

Les observateurs connaissaient l'existence de troubles graves compromettant la remise en ordre souhaitée par le gouvernement. En juin 1968, Cerlès notait que «*la situation intérieure chinoise semble être marquée depuis quelques semaines par un certain durcissement. La campagne contre l'ennemi de classe, droitiers ou espions, se fait plus violente. Ses mots d'ordre semblent être suivis d'effets comme en témoigne la mise à raison de nombreux « mauvais éléments »*».¹ En juillet, une note de l'ambassade confirmait ce sentiment : «*De nouvelles informations parvenues à ma connaissance attestent la gravité de la situation dans les provinces méridionales. Au Guangxi, siège de troubles depuis plusieurs mois, les désordres paraissent sérieux. Des affiches indiquent que les affrontements entre le groupement révolutionnaire « 422 » et le « commandement allié » ont transformé toute la province en champ de bataille.*»² Le 27 juillet, on qualifiait les troubles au Guangxi des «*troubles les plus sanglants qu'ait connus la Révolution Culturelle*»³.

Néanmoins, les observateurs étrangers eurent tendance à sous-estimer la violence de l'année 1968 – qui ne fut d'ailleurs estimée à sa juste valeur que dans des recherches très récentes. Plusieurs facteurs peuvent l'expliquer. Tout d'abord, ces violences étaient situées beaucoup plus dans les campagnes tandis que les villes étaient le théâtre des désordres de l'année précédente ; or les étrangers n'étaient autorisés à voyager que dans les villes et ne pouvaient donc pas voir la situation. En outre, les appels du gouvernement à l'ordre et au calme furent pris au sérieux par les Français et leur laissèrent penser que la situation était véritablement en passe de s'améliorer. Il faut bien comprendre la valeur très importante que revêtait, aux yeux des étrangers, la notion d'ordre. Synonyme de stabilité intérieure, mais aussi extérieure, d'efficacité économique et de rationalité, l'ordre, même extrêmement violent,

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 653, 13 juin 1968, N01287-1293

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 653, 23 juillet 1968, 1545-47

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 653, 27 juillet 1968, 1568-73

qu'imposaient les comités révolutionnaires était préférable aux désordres des étudiants en quête de liberté. Enfin, l'attention des observateurs étrangers était retenue par les aspects institutionnels de la révolution et la reconstruction politique du Parti.

C - Jugements et interprétations sur l'évolution du régime

1) Un retour à l'ordre salubre

Le retour à l'ordre fut jugé très positivement par les observateurs français. Après les destructions des gardes rouges et les batailles de factions de l'année 1967, ils approuvaient pleinement ce « *retour à la raison* », cette « *attitude plus mature* » (termes qui reviennent à plusieurs reprises dans leurs écrits). Cette raison retrouvée était expliquée par le changement dans les personnes qui portaient alors la révolution : aux enfants et étudiants, qui furent totalement évincés de la politique en 1968, se substituaient les ouvriers et les paysans, supposés moins violents et plus raisonnables. L'attaché militaire de l'ambassade affirmait ainsi en septembre 1968 : « *La révolution culturelle destructive des gardes rouges s'achève alors que s'amorce déjà une phase qu'on espère constructive et de longue durée, avec la rentrée en scène fracassante de la « classe ouvrière* ». ¹

Cette remise en ordre du pays s'accompagnait de jugements positifs et de soulagement de la part de la plupart des observateurs, qui s'estimaient heureux de voir que les autorités chinoises « revenaient à la raison ». La remise en ordre institutionnelle, avec la création des comités révolutionnaires, fut particulièrement bien reçue par les Français. En effet, il semblait que cette reconstruction mettait fin à une période de troubles et permettait désormais de déclarer : « *la révolution culturelle semble finie ou presque* » ².

Parallèlement à ces jugements se développa l'admiration française pour Zhou Enlai, véritablement perçu comme l'homme fort et intelligent qu'il fallait à la Chine. Dans *L'empire de la poudre aux yeux*, Jean Leclerc du Sablon le décrit comme « *le vrai personnage aristocratique (...). C'est à travers lui que les diplomates préfèrent voir le nouveau membre de la famille planétaire* » ³. En mars 1967, l'attaché militaire affirmait : « *Chou En-lai, le plus clairvoyant, le plus modéré et le plus habile des dirigeants actuels, s'est rendu compte du danger et aurait pris la tête d'un petit « groupe secret » au sein du Comité Central du PCC pour prendre les mesures qui s'imposaient* » ⁴.

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 841, 9 septembre 1968, n°358/CHN/DR

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 653, 5 septembre 1968, 588/AS

³ Jean Leclerc du Sablon, *L'empire de la poudre aux yeux : carnets de Chine : 1970-2001*, Paris : Flammarion, 2002, p.65

⁴ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 840, 11 mars 1967, 62/CHN/CD

La perception positive de Zhou Enlai influença sans doute dans un sens positif également la perception que les Français eurent de la remise en ordre du pays au cours d'une période où ils le pensaient en position de pouvoir.

2) La dictature

Malgré la perception globalement positive de l'évolution de la révolution culturelle, une certaine inquiétude naquit, me semble-t-il, à cette époque, quant au renforcement de la dictature.

Le renforcement de la dictature, du contrôle policier et de la répression au cours de l'année 1968 fut perçu par les diplomates français en Chine. En janvier 1968, une note de l'ambassade indiquait ainsi que « *de nouvelles mesures prises par les autorités de Pékin marquent un sévère resserrement de la discipline.* »¹ De nombreux écrits mentionnèrent en outre les campagnes de rééducation par le travail et de *xiafang* (envoi à la campagne). Une note d'octobre affirmait que la « *campagne de rééducation, qui avait d'abord touché principalement les gardes rouges et avait ensuite été étendue à tous les intellectuels, embrasse maintenant l'ensemble des cadres du pays* », et la décrivait comme une « *épuration déguisée* »² (l'expression étant d'ailleurs répétée dans tous les rapports sur ce sujet).

Outre cette transformation du régime en dictature policière, il semble que les Français aient pris conscience du cynisme et de la manipulation effrayante dont étaient capables les dirigeants. La façon dont chutaient les personnalités politiques prouvait la duplicité de Mao. La fait que l'on présentait sciemment comme ami de la population chinoise celui que l'on dénonçait ensuite comme ennemi exaspéra et inquiéta certains observateurs.

3) Renforcement de l'endoctrinement

L'idéologie fut considérée, de plus en plus, comme l'une des composantes importantes du régime maoïste. Il faut dire qu'elle était de plus en plus présente dans la vie quotidienne des Chinois. En juin 1968, un diplomate fit ces remarques sur les buts de la révolution culturelle : « *Il s'agit d'imposer aux divers milieux composant la société chinoise un nouveau style de travail et de comportement social. Ce style doit déboucher sur une option de morale sociale et individuelle. Il s'agit du préalable dit « idéologique » ou « politique ». Ce préalable est conçu comme devant favoriser ultérieurement le développement de la connaissance. Concrètement, à court terme, il vise à contrôler l'administration politique et technique et à contrecarrer la reconstitution « spontanée » d'une classe dirigeante* »³. L'idéologie devenait aussi le dernier recours qu'avaient les étrangers pour expliquer une politique qui paraissait de plus en plus confuse et irrationnelle et qui ne pouvait plus seulement s'expliquer par une lutte

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 652, 18 janvier 1968, 0158-158

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 653, 18 octobre 1968, Paye, 02039-44

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 653, 11 juin 1968 199/AS

de pouvoir. Dans le chapitre intitulé « La révolution chinoise : une interprétation » dans l'édition de 2007 des *Origines de la révolution chinoise*, Lucien Bianco explique ainsi : « A l'époque, ce qu'on percevait de la révolution culturelle, c'était d'une part, « bruit et fureur », d'autre part, une succession de rebondissements incohérents. Cette incohérence était toute entière dans la tête de Mao : réaliste invétéré conscient qu'il n'aboutirait à rien s'il laissait échapper le pouvoir et rêveur entêté incapable de renoncer à ses chimères »¹.

Cette « option idéologique » était, aux yeux de la plupart des diplomates français, condamnable. Le vocabulaire très sévère de cette note de l'ambassade en témoigne : « La mansuétude avec laquelle sont jugés ces forfaits procède des conceptions d'un Etat qui tolère la violence au nom d'une dialectique transcendante. On sait, en effet, que Mao Tsé Tung professe que la lutte des classes doit non seulement se poursuivre mais s'aggraver, après la conquête du pays »².

La question fut aussi souvent posée de l'attitude de la population face à la dictature. 1968 est l'année durant laquelle les diplomates commencent à douter de l'efficacité réelle de la propagande maoïste chez les masses chinoises. Les luttes entre factions rivales, la difficulté pour Mao Zedong de remettre le pays en ordre, mais aussi le contrôle policier renforcé conduisent les observateurs à minimiser l'amour que portent les Chinois à leur grand timonier. En août 1968 un diplomate écrivait, à propos du culte de la personnalité de Mao Zedong, qu'il « prend désormais la forme d'un rituel religieux, de « bigoterie ». Il sert d'arme idéologique pour faire accepter par une population naturellement réfractaire une ligne politique et morale tendant vers l'austérité, la frustration. (...) Les observateurs de Pékin doutent cependant de l'effet profond de ces pratiques dans l'opinion des masses »³. Une autre note renchérisait sur ce point : « Une chose au moins est certaine. Malgré un apparent retour au calme, la Chine ne connaît plus ce que les spécialistes nommaient autrefois sa « cohésion phénoménale » dont ils attribuaient le mérite à la série de campagnes de rectification marquant l'histoire du parti communiste chinois et de la RPC »⁴.

Tous ces éléments, que les observateurs français percevaient de plus en plus, contribuèrent à faire naître chez eux un certain pessimisme quant à la conception du régime.

La deuxième période de la révolution culturelle remettait en question des connaissances acquises sur la nature du régime chinois et suscitait des interrogations quant aux buts recherchés à travers ce mouvement. Bien que l'ampleur du désastre humain ne fut pas entièrement perçue par les observateurs, ceux-ci prirent conscience du caractère violent et sanglant des batailles et de la répression des années 1967-1968.

¹ Lucien Bianco, *Les origines de la Révolution chinoise, 1915-1949*, Editions Gallimard, 2007, p381

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 653, 3 août 1968, Paye, 1620-29

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 653, 30 août 1968, 27/AS

⁴ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 653, 31 octobre 1968, Paye, 708/AS

IX - La fin de la révolution culturelle : 1969-1971

Avec la phase de reconstruction administrative et institutionnelle, de violente répression et de dictature militaire accrue des années 1969-1971, les Français durent penser un régime qui était sensiblement différent de celui qu'ils connaissaient avant la révolution culturelle. Entre la perception positive de la remise en ordre du pays, et la perception négative du renforcement de la dictature, le jugement porté par les Français sur le régime chinois arriva à un tournant et dut se redéfinir. Enfin, les menaces de guerre contre l'Union Soviétique et l'affaire Lin Biao furent des éléments fondamentaux de l'évolution du pays, dont les observateurs durent analyser la portée et la signification.

A - La reconstruction institutionnelle : le 12e plenum et ses suites

1) Le 12e plenum

Les observateurs étrangers eurent peu de renseignements sur le déroulement du 12e plenum. Préparé en secret, il ne fut annoncé publiquement que le premier jour de sa tenue. En outre, un communiqué fut publié, mais il était très partiel et ne contenait pas de texte complet du plenum. Aussi, dans un premier temps, il fut difficile aux Français d'en connaître l'objet principal¹.

On savait cependant qu'un remaniement très important de l'appareil politique avait été effectué : 8 membres du bureau politique sur 23 étaient maintenus et 40 membres du comité central sur 90.

Deux éléments furent aussi remarqués par les Français en Chine : tout d'abord, la confirmation de Lin Biao comme successeur de Mao, et deuxièmement, « *autant qu'on puisse en juger par les extraits parvenus à notre connaissance, les futurs « statuts » du PCC apparaissent donc comme beaucoup moins « juridiques » que le document établi en 1956 et destinés, surtout, à servir le pouvoir maoïste* »². Ce ne fut qu'en décembre que les diplomates français réussirent à obtenir un texte du 12e plenum qui circulait à l'intérieur du parti et qui les conforta dans leurs analyses, tout en ajoutant un élément : la prédominance écrasante du leader Mao sur toutes les décisions³.

Le 12e plenum, dont on pensa qu'il signifiait que la réforme administrative était en voie d'achèvement, ce qui signait la fin de la révolution culturelle, fut néanmoins suivi, selon les observateurs, par un léger durcissement gauchiste, ce qui laissait supposer que toutes les « contradictions » n'étaient pas résolues au sein du pouvoir et de la population chinoise. Notamment, en décembre 1968 fut décidé un plan d'envoi de millions de jeunes Chinois à la

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 654, 4 novembre 1968 n°02154-63

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 654, 27 novembre 1968, 777/AS

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 654, 13 décembre 1968, N°98/CHN/T/CD

campagne. Si cette mesure semblait obéir à des considérations pragmatiques, d'ordre politique et économique, les Français soulignèrent qu'elle faisait « *trop bon marché des sentiments humains* »¹ pour ne pas se heurter à de vives oppositions. Puis eut lieu la campagne des « trois nettoyages », accompagnée de bagarres observées à Tianjin et au Tibet notamment². Tous ces éléments convergeaient pour indiquer que les troubles de la révolution culturelle n'étaient pas encore finis.

Au début de l'année 1969, une modération et un adoucissement de la situation se firent néanmoins sentir. En février 1969, au sujet de l'ordre du gouvernement chinois de « récupérer les cadres techniques, scientifiques, culturels et administratifs » mis à l'écart depuis le début de la révolution, un diplomate français remarqua : « *les dirigeants, chez lesquels un compromis semble s'être fait, sont résolus à se préoccuper, enfin, des problèmes fondamentaux du pays* »³.

Le 9e Congrès, prévu pour l'année 1969, était très attendu par les observateurs. La reconstruction institutionnelle était à leurs yeux l'une des meilleures preuves du retour à l'ordre et le 9e Congrès devait en conséquence marquer la fin de la révolution culturelle. Le rapport de fin de mission de Lucien Paye, un mois avant la tenue du congrès, allait dans ce sens : « *Ce mouvement tumultueux et confus, mais qui secoue la Chine entière et n'est pas sans effet à l'étranger, s'achèvera vraisemblablement avec la réunion du 9e congrès du PCC et la transformation de ce Parti selon les conceptions maoïstes* »⁴. Le Congrès, qui permit la formation d'un nouveau Comité Central, acheva, selon les Français, la normalisation et marqua la fin de la révolution culturelle. Mais cette fin était quelque peu surprenante : en effet, au lieu loin d'entraîner le rajeunissement attendu de l'appareil supérieur du Parti, le 9e Congrès en consacra le caractère gérontocratique. En outre, malgré l'appel de Mao à l'unité des dirigeants chinois, le nouveau Comité Central semblait concentrer en son sein toutes les divisions et les conflits qu'avaient mis à jour la révolution culturelle.

2) Une difficile normalisation : les Français pessimistes

Effectivement, à nouveau, en septembre 1969, fut sentie une reprise de la lutte gauchiste, les journaux appelant à lutter contre « l'ennemi de classe ». Les observateurs s'interrogèrent sur ce nouveau retournement de tendance : était-il dû à une situation interne grave ou n'étaient-ce que les dernières séquelles de la révolution culturelle ?⁵ Les arguments pour conclure à une situation plus grave qu'on ne le croyait au moment du 12e plenum ne

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 654, 26 décembre 1968; Paye, 2421-29

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 655, 20 janvier 1969, 64/70

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 655, 21 février 1969, 220/228

⁴ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 646, rapport de fin de mission de Lucien Paye, 192/AS

⁵ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 656, 8 septembre 1969, 677/AS

manquaient pas. Les procès publics dont les étrangers avaient connaissance, par exemple, atteignaient le nombre de plusieurs centaines en un an à Pékin. « *Voici qu'après avoir goûté à l'action la plus directe, écrivait un diplomate, après avoir même connu un semblant d'indépendance (certaines formations de grades rouges possédaient leur presse, leurs finances et même leurs armes), le régime signifie que le jeu est terminé* » : ce qui pouvait expliquer le malaise de la jeunesse et les graves crimes contre-révolutionnaires qu'on lui reprochait¹.

La va et vient de ces politiques aggrava le sentiment d'incohérence, de non-sens, qu'avaient les étrangers en Chine populaire. S'ils avaient tenté d'analyser la révolution culturelle comme un mouvement pragmatique à ses débuts, ils durent y renoncer dans les années 1969-1970 : la révolution ne pouvait plus que très difficilement être considérée comme un « mal nécessaire ». L'incompréhension était d'autant plus grande qu'on ne comprenait pas à quoi servaient les campagnes successives qui semblaient toujours remettre en question le retour à l'ordre et la normalisation. Le 3 juin 1969, une note de l'ambassade formulait cette question : « *pourquoi une campagne aussi longue et intense est-elle nécessaire, alors que Mao semble maître du pays ?* »².

En outre, la désillusion quant au caractère dictatorial et autoritaire du régime s'accrut encore. Chez les diplomates, aucune illusion n'était plus de mise quant à la « libération du peuple chinois » ou encore au prétendu amour des masses pour leur gouvernement. Yacovlievitch, deuxième conseiller à l'ambassade, notait en novembre 1968 : « *la vie politique apparaît sous une forme assez étriquée. Le pouvoir est aux mains d'une oligarchie, groupée dans le comité révolutionnaire (...)* »³. Il ajoutait encore : « *On ne saurait vraiment parler de vie intellectuelle dans cette agglomération* ». Une note de janvier 1969 mentionnait le « *chaos qui continuera de régner dans l'enseignement supérieur* », la « *stérilisation de toute activité intellectuelle* », le « *mépris dans lequel le pouvoir actuel tient les sentiments humains élémentaires* » et concluait sur l'impossibilité de faire le bilan et surtout le jugement de la révolution culturelle⁴. L'apathie de la population, la baisse de la moralité privée et professionnelle et la persistance de luttes intestines furent pourtant rappelées à de nombreuses reprises et témoignaient du jugement que l'on commençait à porter sur le mouvement : il s'agissait, par beaucoup d'aspects, d'un pas en arrière.

Les observateurs étaient en outre plus pessimistes qu'auparavant sur le bilan économique de la révolution culturelle : une note de l'ambassade de France à Pékin indiquait par exemple que « *la baisse de la production industrielle depuis 1966 a été sensible, ainsi que l'a reconnu Chou En-lai à plusieurs reprises, notamment en septembre 1967 et en février 1968. La désorganisation progressive des transports a entraîné une pénurie de carburants et*

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 657, 21 novembre 1969

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 656, 3 juin 1969, 1/DA

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 654, 14 novembre 1968 741/AS

⁴ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 654, 21 janvier 1969, 80/90

affecté l'approvisionnement des usines en matières premières. Des secteurs vitaux ont été touchés, comme, semble-t-il, certains centres d'extraction minière et pétrolière »¹. Le 18 février 1969, une note de l'ambassade était titrée « *stagnation du pays* » et insistait sur la « *détérioration du quotient alimentaire* »².

Tous ces éléments convergent pour montrer un certain pessimisme de la part des Français. Les menaces de guerre participèrent également à aggraver ce climat tendu.

3) Menaces de guerre

La fin de l'année 1969 fut marquée principalement par la tension sino-soviétique grandissante. Le premier signe de cette tension fut le durcissement des contraintes et des limites à la mobilité des étrangers. Tous les observateurs pouvaient aussi remarquer les travaux très importants entrepris à Pékin même afin de creuser de multiples abris anti-aériens en prévision d'une attaque de l'Union Soviétique. Selon une note de l'ambassade : « *Dans tout Pékin on voit, en effet, construire des abris anti-bombardement dans les cours des maisons, à l'intérieur des magasins et sans doute aussi dans les usines et grands établissements* »³.

En outre, l'attaché militaire de l'ambassade de France en Chine avait obtenu des informations concernant le mouvement de troupes du sud vers le nord, et connaissait relativement bien la stratégie et le niveau opérationnel des forces chinoises. D'après Michel Jan, en effet, l'observation purement militaire était généralement plus aisée que l'observation de la vie politique et sociale de la Chine (et ce, malgré l'absence de moyens d'observation par satellite)⁴.

Cependant, l'interprétation n'était pas aisée. Les dirigeants chinois se préparaient-ils vraiment à la guerre ou voulaient-ils duper l'adversaire par des dispositifs ostentatoires ? Il était aussi difficile d'évaluer l'ampleur de la menace : s'agissait-il de simples mesures de vigilance ou d'une véritable préparation à la guerre ?⁵

L'attaché militaire avait pu observer la frontière sino-soviétique et sino-mongole depuis le train (en direction d'Oulan-Bator), « *au point de pouvoir estimer qu'avec une concentration élevée d'unités mécanisées ou aériennes les Soviétiques avaient une capacité d'intervention possible sur le territoire chinois* ». Mais « *demeurait pourtant un doute sur la possibilité d'une opération, de grande envergure et longue, en profondeur sur le territoire chinois* »⁶. En définitive, les Français jugèrent pour la plupart la guerre très improbable.

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 654, 4 novembre 1968 n°02154-63

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 655, 18 février 1969 48/AS

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 843, 19 février 1970, 56/CHN/DR

⁴ Michel Jan, entretien avec l'auteur, avril 2011

⁵ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 657, 21 novembre 1969

⁶ Michel Jan, entretien avec l'auteur, avril 2011

Les buts poursuivis par les Chinois à travers cette intense préparation à la guerre n'étaient pas non plus très clairs. Si la plupart des ambassades étrangères y virent un véritable effort de guerre, les diplomates français insistaient aussi sur l'existence d'une autre hypothèse : « *on doit tenir compte de la part importante qui, dans cette mobilisation, vise un but civil, qu'il s'agisse de stimuler les forces productives ou de maintenir l'armée dans son rôle d'encadrement et de soutien* »¹.

Quelles que furent les interrogations des Français au sujet de ces menaces de guerre, ils ressentirent bien une atmosphère de crise en politique extérieure durant l'hiver 1969-1970, qui remplaçait celle de la révolution culturelle et donnait à la vie politique chinoise un tout autre aspect.

B - Retour en force de la puissance chinoise

1) Une répression constante

La gauche paraissait avoir perdu le pouvoir ; Jiang Qing et le groupe de la révolution culturelle étaient devenus moins influents que Zhou Enlai et ses partisans. Les étrangers interprétèrent ce changement de personnalités comme le signe qu'une tendance modérée et modernisatrice était au pouvoir – d'autant plus que Zhou Enlai, l'homme fort de ces deux années, était perçu très positivement. Néanmoins, les observateurs insistaient sur un certain marasme politique qui persistait malgré ces avancées significatives. Le courant modéré, s'il avait gagné la bataille politique, souhaitait visiblement se débarrasser des gauchistes. Le climat politique intérieur ne paraissait toujours pas sain, malgré la réorganisation administrative. En particulier, la sévérité de la répression montrait que le gouvernement chinois avait encore de sérieux problèmes à affronter.

Les camps du 7 mai (camps de rééducation de cadres), par exemple, furent évoqués en avril 1970 par l'ambassade française. Elle reprenait en cela un rapport soviétique : il est en effet intéressant de constater que les Soviétiques furent les premiers à comprendre l'existence des camps de concentration chinois et les principaux à insister sur cet aspect. A cela, deux raisons : l'exemple de leur propre pays pendant la période stalinienne et les tensions sino-soviétiques qui peuvent expliquer leur manque d'indulgence. Les camps furent décrits comme des « *camps de redressement* » pour les cadres, qu'on envoyait effectuer des « *travaux pénibles* »².

En juin 1970, le consulat de France à Hong-Kong notait encore l'existence d'une vive agitation dans la province du Guangdong, responsable de plusieurs centaines de morts³. En décembre 1970, les observateurs français remarquèrent la persistance de la lutte contre le

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 664, 8 janvier 1970 1/AS

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 658, 4 juin 1970 4202/05

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 658, 17 juin 1970 La Villebrune, 499/AS

groupe contre-révolutionnaire « 516 », dont le nom réapparaissait dès qu'il fallait stigmatiser des éléments qui troublaient l'ordre public.

La prise de conscience de cette situation particulièrement tendue se fit plus nette au cours du printemps 1970. L'ambassade française écrivit alors : « *Un des aspects les plus importants de la situation intérieure en Chine a été sous-estimé jusqu'au début du mois de mars : la répression énergique menée depuis le 1er janvier contre ce qu'on appelle ici « l'extrême-gauche ». Ce développement était annoncé, bien entendu, par de nombreux textes parus en 1969, mais il a pris soudain une forme radicale.* » On s'étendit cependant beaucoup sur les « procès », « réunions d'explication » et « campagnes d'affiches intérieures » mais les victimes ne furent que peu évoquées.

En juillet, la répression violente sembla s'apaiser et s'éteindre progressivement. Elle ne fut plus beaucoup évoquée par la suite et les quelques exécutions rapportées en province furent qualifiées de « *faits secondaires* »¹.

2) Le retour de la puissance chinoise

L'année 1970 fut celle du retour en force de la puissance chinoise aux yeux des Français. Au début de l'année, l'ambassade française prêta notamment attention à la réorganisation des comités du parti aux échelons administratifs intermédiaires, qui semblait achever enfin la reconstruction administrative du pays². Puis les convulsions de la révolution culturelle s'achevèrent enfin et les Français purent constater que la Chine s'acheminait vers le développement. L'attaché militaire écrivait en février 1970 : « *l'évolution de la Chine s'accélère. Elle s'exerce dans le sens d'un retour à une politique de puissance : diplomatie active et exigeante, effort militaire soutenu et équilibré, reconstitution accélérée de la structure intérieure. Il y a deux mois seulement on pouvait écrire : « La Chine s'attarde à mi-chemin ». Aujourd'hui il faut plutôt dire : « La Chine veut retrouver dès 1970 une posture de grande puissance* ». »³

L'année 1971 fut véritablement placée sous le signe de la puissance chinoise. En juillet, l'attaché militaire écrivait : « *depuis la fin de la révolution culturelle, on note en Chine populaire une évolution régulière vers l'ordre, l'efficacité, la souplesse et la puissance* »⁴. Une autre note de l'ambassade indiquait que « *la normalisation politique, la préparation du 4e plan concourent à renforcer l'autorité du centre, la crainte qu'il inspire et la révérence qu'on doit lui manifester le plus ostensiblement possible* ».

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 843, 9 juillet 1970, 309/CHN/CD

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 843, 19 février 1970, n°52/CHN/CD

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 843, 19 février 1970, n°52/CHN/CD

⁴ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 845, 8 juillet 1971, 262/CHN

La puissance chinoise renouvelée paraissait surtout concentrée sur le développement économique et sur le dynamisme extérieur. La diplomatie chinoise semblait beaucoup plus conquérante et efficace que quelques années auparavant. La bombe chinoise, qui avait explosé pour la première fois quelques années auparavant, contribuait largement à cette vision.

3) Militarisation de la Chine : des perceptions contradictoires

Les Français prirent véritablement conscience au cours de ces deux années de la militarisation de la Chine et de sa transformation en dictature militaire. Les observateurs voyaient certes dans l'armée un instrument d'ordre et de paix, mais ils percevaient de façon assez négative la place prédominante de l'armée dans la vie politique du pays. En janvier 1971, l'attaché militaire écrivit : « *On voit réellement des militaires partout, dans la Chine accessible.* » En janvier, une note de l'ambassade précisait que « *le rôle joué par l'armée populaire à quelque niveau et dans quelque secteur que ce soit sert naturellement la cause du rétablissement de l'ordre et du redressement économique. Cette place tenue par les militaires n'en paraît pas moins exorbitante. L'armée sert-elle d'ossature au Parti en cours de régénération ? N'est-elle pas plutôt purement et simplement en train d'absorber ce qui survivait de l'ancien appareil du PCC ?* »¹.

La militarisation du pays inquiéta et irrita plus d'un spectateur de la Chine contemporaine. Garante de l'ordre, elle interdisait cependant désormais toute illusion sur le caractère dictatorial du régime.

C - 1971 : l'affaire Lin Biao

La chute de Lin Biao fut un événement majeur, non seulement de l'année 1971 mais de toute la période de la révolution culturelle. L'épisode, qui fut caché dans un premier temps à la population, puis rendu public à travers une propagande qui ne rendait pas compte des faits réels, est aussi un excellent cas d'étude pour comprendre grâce à quelles sources les événements de la révolution culturelle furent connus et comment ils furent interprétés.

1) Des indices troublants

Dès la fin de l'année 1970, des indices permirent aux spécialistes de la Chine de pressentir cet événement.

A l'hiver 1970, le premier de ces indices fut l'absence anormale de Chen Boda des manifestations publiques. Cette absence, remarquée par l'ambassade soviétique puis notée par l'ambassade française, et en janvier par les observateurs anglo-saxons, fut interprétée comme une nouvelle purge anti-gauchiste, frappant cette fois un personnage très haut placé dans le Groupe de la Révolution Culturelle. L'ambassade soviétique présagea alors la chute prochaine de Kang Sheng, qui était monté en puissance au même moment, à la faveur de la révolution culturelle². En réalité, la suite des événements montra que les deux personnages n'étaient absolument pas solidaires. Tandis que Chen Boda s'était rapproché de la faction militaire et de

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 659, 22 janvier 1971

Lin Biao, y voyant sans doute la meilleure façon de rester proche du pouvoir, Kang Sheng ne s'était pas compromis avec l'armée. Et si les experts de la Chine communiste soupçonnèrent la chute de Chen Boda, en revanche, ils n'eurent aucune indication sur la façon dont elle s'était déroulée.

En janvier 1971, des informations venant de Taiwan semèrent le doute sur la situation de Lin Biao. Les journaux taiwanais, notamment le *Star*, prétendaient en effet que Mao, irrité par la place trop grande que Lin Biao se serait arrogée, aurait décidé de l'écarter. Il l'aurait fait, selon ce journal, sous l'influence de Jiang Qing, en lui reprochant d'avoir placé trop d'officiers de sa quatrième armée à des postes civils importants. Malade, Lin Biao n'aurait que peu de pouvoir pour répliquer. Cependant, les Français accordèrent peu de crédit à ces informations venant de Taipei, qui ne trouvaient aucune confirmation ailleurs et ne se basaient pas sur des sources fiables¹. En revanche, l'ambassade insista sur le fait que ces rumeurs ne semblaient pas improbables ; en effet, Lin Biao n'avait jamais su s'imposer aux yeux des Français comme un leader crédible pour la Chine.

2) La crise du 13 septembre 1971

La crise du 13 septembre 1971 (la fuite de Lin Biao et le crash de son avion en Mongolie) ne fut pas connue immédiatement. En revanche, dès octobre, plusieurs indices donnèrent aux observateurs la certitude que s'était produite une crise majeure.

Jean Leclerc du Sablon en note deux, qui ne furent cependant pas perçus comme tels sur le moment (ils les qualifie lui-même de « non-événements »). Le 1er août 1971, lors de la fête de la fondation de l'armée populaire, le *Quotidien du Peuple* insista sur un principe qui, pour être élémentaire, n'allait plus de soi : « *C'est le parti qui commande au fusil, et non le fusil au parti* ». En outre, depuis la fête de l'armée, on attendait un numéro spécial de la revue *La Chine* à la gloire du maréchal Lin Biao. Or la parution en fut mystérieusement retardée jusqu'au 13 septembre, et parmi les cinquante photos du magazine, un document suscita la perplexité générale : on y voyait le maréchal tête nue, sans son inséparable casquette, et la photographie était attribuée à Lan Ping, c'est à dire le nom d'artiste de Jiang Qing². L'épouse de Mao voulait-elle la chute de Lin Biao ?

L'indice le plus flagrant fut l'annulation du défilé du 1er octobre, fait inimaginable à l'époque. Jean Leclerc du Sablon, journaliste pour l'Agence Française de Presse, affirme avoir découvert et annoncé cette annulation le 21 septembre³ ; Michel Jan, quant à lui, estime que l'attaché militaire avait découvert l'annulation plusieurs jours auparavant. Selon ce dernier : « *Début septembre, cette année-là, comme les années précédentes, une grande partie de la*

² Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 659, 20 janvier 1971, 356

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 659, 21 janvier 1971, 71/AS

² Jean Leclerc du Sablon, *L'empire de la poudre aux yeux : carnets de Chine : 1970-2001* , Paris : Flammarion, 2002, p. 69-70

³ Jean Leclerc du Sablon, *L'empire de la poudre aux yeux : carnets de Chine : 1970-2001* , Paris : Flammarion, 2002, p. 76-77

population de Pékin – ouvriers, fonctionnaires, étudiants et écoliers, militaires, paysans des environs - était mobilisée pour préparer le défilé grandiose qui devait avoir lieu de 1^{er} octobre pour la fête nationale. La préparation consistait en des exercices de défilé en divers points de la ville, y compris sur Chang'an, l'avenue principale de la capitale. Soudainement, le 12 au matin, tous les préparatifs furent interrompus, les exercices arrêtés, et rapidement des rumeurs diverses commencèrent à circuler dans les marchés ou grands magasins, rumeurs prudemment échangées mais dont nous commençâmes à recueillir quelques bribes du genre : crainte de bombardements par des avions soviétiques, en particulier sur certaines villes du nord-est, mouvements de petites unités dans et autour de Pékin prenant place dans certains points névralgiques. Mais, surtout, une information est venue de l'extérieur (URSS) : la chute d'un avion de transport chinois dans le désert du Gobi, en Mongolie (donc à l'extérieur de la Chine)¹. Peu de jours après, on s'aperçut de la disparition de Lin Biao dans les manifestations officielles ou dans des listes de réunion où il aurait dû apparaître. La relation se fit rapidement permettant de comprendre qu'un incident politique majeur avait eu lieu au sommet de la direction, avec fuite de Lin Biao et de proches vers l'Union soviétique, avec toutes les conséquences possibles. Rencontrant le représentant de l'AFP, venu à l'ambassade pour tenter de s'informer, je lui exposai nos hypothèses et la signification d'un tel incident. Dès le lendemain, la nouvelle apparaissait dans un quotidien parisien. Il faudra attendre plusieurs mois avant que cette thèse (encore à confirmer) soit officiellement annoncée par la presse chinoise »².

3) Confirmation et interprétations

L'événement ne fut effectivement pas confirmé tout de suite, mais fut perçu immédiatement comme un événement extrêmement important.

Le 22 octobre 1971, une dépêche de l'attaché militaire de l'ambassade française affirmait qu'une « crise majeure, brisant l'unité apparente du Bureau politique, semble avoir éclaté au milieu du mois de septembre. Cet événement, d'importance sans doute comparable à ceux de 1959, de février 1966 et du début de la révolution culturelle, mobilise l'attention au cours de cette période. Il s'agit probablement de la première crise d'une telle ampleur depuis 1966-67 »³.

Certains observateurs voulurent y voir la chute de Lin Biao, d'autres pensèrent à une possible retraite du maréchal pour des raisons de santé. Certains même, refusant de croire que Mao ait pu se retourner contre Lin Biao, interprétèrent cette crise comme une phase de succession de Lin et Mao par Zhou Enlai⁴. Les Français privilégièrent l'hypothèse d'une élimination de Lin Biao. En décembre 1971, une note de l'attaché militaire en poste à Pékin

¹ Cette information fut donnée le 30 septembre, mais ne divulguait pas l'identité des victimes de l'accident

² Michel Jan, entretien avec l'auteur en avril 2011

³ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 845, 22 octobre 1971 n° 847/AS, 380/CHN/FA/CD du 14 oct 71

⁴ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 845, 22 octobre 1971 n° 847/AS, 380/CHN/FA/CD du 14 oct 71

observe que « les observateurs de l'étranger se rendent finalement à l'évidence et commencent à admettre ce qui a été annoncé et développé par ce poste depuis le début d'octobre : une crise majeure, limitée jusqu'ici au Bureau politique (BP), a conduit à l'élimination de Lin Biao et de la moitié du BP »¹. Dès cette époque, les observateurs français faisaient le rapprochement entre l'absence de Lin Biao et le crash d'un avion en Mongolie dans la nuit du 12 au 13 septembre. Mais le lien entre les deux faits restait purement hypothétique. Dans ses mémoires, à la date du 22 septembre 71, Etienne Manac'h remarquait : « on sait que le 1er octobre est annulé ». « Quel événement majeur a-t-il pu se produire ? D'après la correspondance de Charles, le bruit court que Mao est malade. » « On pourrait aussi bien imaginer que c'est Lin Biao qui est mort »².

Ce ne fut qu'au cours de l'été de l'année suivante que les responsables chinois sortirent de leur mutisme et déclarèrent que Lin Biao, sa femme et son fils, étaient morts dans l'accident d'avion du 13 septembre. Dans la presse officielle, le maréchal félon restait anonyme, mais tout le monde comprenait ce que signifiait l'expression « escroc du type Liu Shaoqi ». Lin Biao était accusé d'avoir fomenté un coup d'Etat et d'avoir voulu attenter à la vie de Mao Zedong.

Les observateurs comprirent que Mao avait tenté d'éliminer la faction militaire du Groupe de la Révolution culturelle. En revanche, ils ne surent pas si Lin Biao avait réellement comploté contre Mao Zedong (on ne le sait d'ailleurs toujours pas avec certitude) ou si Mao avait monté un traquenard pour éliminer son second. Il perçurent, par contre, l'affaiblissement de Mao et la montée en puissance de Zhou Enlai qui s'ensuivirent.

La chute de Lin Biao montre donc particulièrement bien, à la fois les difficultés à obtenir des informations fiables, mais aussi les possibilités ouvertes à l'interprétation grâce à de petits indices. Elle illustre, selon moi, la compétence des observateurs de la Chine et la possibilité, malgré tout, de saisir la portée réelle des événements.

Elle montre également l'évolution de la perception des observateurs, qui, en 1971, furent beaucoup plus dubitatifs quant à la « trahison » de Lin Biao qu'en 1966 au sujet de celle de Liu Shaoqi. La révolution culturelle, qui avait contribué à la naissance d'un mythe pro-chinois en France, eut au contraire pour effet de dessiller les yeux des observateurs français résidant en Chine.

¹ Archives du MAE, Série Asie-Océanie, Sous-série Chine, 1944-1972, dossier 845, 984/AS, rapport mensuel n°450/CHN/FA/CD en date du 9 décembre 1971

² Etienne Manac'h, *Mémoires d'extrême Asie, Tome 2 : La Chine*, Fayard, 1980, pp. 453-454

Conclusion

Un constat optimiste

L'aveuglement des pro-maoïstes des années 1960 et 1970 pourrait pousser à croire à l'ignorance générale des Français en ce qui concernait la Chine. On cite souvent l'ouvrage de Simon Leys, *Les Habits Neufs du Président Mao*, qui parut en 1971, comme la première étude lucide sur la révolution culturelle. Mon travail a prouvé que la réalité était bien plus nuancée et a mis en lumière le travail plus discret mais non moins minutieux des diplomates français et des "china watchers" anglo-saxons pour connaître et comprendre la vie politique et sociale de la Chine communiste.

La connaissance de la Chine par les Français présentait, certes, bien des lacunes. Certaines étaient dues au manque de moyens aussi bien humains que matériels ou encore conceptuels de la sinologie française. D'autres étaient dues à l'exceptionnelle fermeture de la Chine au moment de la révolution culturelle. Non seulement les étrangers ne pouvaient se rendre que dans de très rares villes de Chine, mais les sources d'informations auxquelles ils pouvaient accéder étaient rares et de mauvaise qualité. Il fournirent cependant un travail remarquable d'interprétation des moindres petits faits, grâce auquel purent être connus les principaux événements et l'évolution générale du régime.

Tous les détails n'étaient bien sûr pas connus. Ce qui se passait dans les coulisses du Comité Central du Parti Communiste était entièrement opaque, pour les étrangers comme pour la population chinoise. Certains épisodes comme celui de Wuhan en 1967 ou la chute de Lin Biao en 1971 ne furent connus véritablement que plusieurs années plus tard (et parfois encore sans certitude). Enfin, ce qui se passait dans les campagnes chinoises ou dans les provinces reculées de la République Populaire était très mal connu.

La stratégie militaire et la politique étrangère étaient probablement les domaines les plus faciles à appréhender. Sans doute touchaient-ils à un contexte international mieux connu par les observateurs et correspondaient-ils à une logique plus aisément compréhensible à des Occidentaux que celle qui régissait la politique intérieure. La situation politique était généralement connue, malgré l'absence totale de données sur les événements qui se déroulaient au sommet du parti. Les grandes lignes et les tournants de l'évolution politique furent relativement bien perçus par les spécialistes. En revanche, la société chinoise était la grande absente de la connaissance du pays. Souvent appréhendée à travers une explication historique de temps long qui en faisait une essence immuable, la population chinoise contemporaine laissait les observateurs perplexes et fit l'objet de peu d'études sérieuses.

Interprétations et historiographie

Les interprétations que donnèrent les Français de la révolution culturelle furent très similaires à celles que l'on retrouve dans l'historiographie récente. Trois hypothèses étaient privilégiées : la reprise du pouvoir par Mao, la lutte idéologique contre le révisionnisme et la préparation du pays à un conflit militaire.

A la différence de l'historiographie récente, les contemporains de la révolution culturelle cherchèrent à aplanir les contradictions qu'ils notaient dans la politique maoïste et à donner des explications les plus rationnelles possibles. Aucun ne soupçonnait le degré de folie et de paranoïa du leader suprême de la Chine. Selon Michel Jan, « *on avait une interprétation que l'on essayait d'avoir rationnelle, conforme à l'idéologie locale. En réalité, l'entourage de Mao était une cour impériale qui dépassait l'entendement : le livre du médecin de Mao l'a bien montré après coup.* »¹

Le degré incroyable d'obéissance des dirigeants chinois à Mao Zedong ne fut pas perçu par les contemporains, dont beaucoup considérèrent par exemple que Liu Shaoqi était à la tête d'une puissante opposition organisée. De manière générale, la mesure (ou la démesure) du pouvoir absolu de Mao échappa aux observateurs français. Les contemporains n'eurent pas conscience non plus des querelles de personnes dans la révolution culturelle. Selon eux, il ne pouvait s'agir que de luttes entre conceptions politiques divergentes, ou de conflits entre institutions (parti et armée par exemple).

Quel facteurs d'explication des différentes perceptions ?

Parmi les Français présents en Chine pendant la révolution culturelle, tous n'avaient pas une connaissance aussi étendue de la Chine. J'ai donc essayé de comprendre quels étaient les facteurs pouvant expliquer les différences de perceptions entre les observateurs.

La profession des Français en Chine fut à mon avis un des facteurs les plus importants. A des exceptions près, les diplomates (et parmi eux, surtout les militaires) étaient les mieux placés et les mieux formés pour comprendre le pays dans lequel ils vivaient. Les journalistes avaient une compréhension très variable de la Chine. Si Alain Bouc, journaliste au Monde, se limita à une information très propagandiste, les journalistes successifs de l'Agence Française de Presse furent, semble-t-il, très bien informés. Les experts français et les Français qui travaillaient en Chine avaient, eux, l'avantage d'être confrontés à la vie quotidienne des Chinois, mais l'inconvénient de ne pas pouvoir situer leurs expériences dans un contexte plus large par manque d'informations.

L'impact du prisme politique est plus difficile à évaluer. Il faut distinguer plusieurs cas de figure : les pro-maoïstes français, dont les perceptions étaient dues presque uniquement à un parti-pris idéologique, et les observateurs qui s'efforçaient à plus d'objectivité. Chez ces derniers, les principales évolutions de la politique et société chinoises furent interprétées de façon similaire et unanime quelle que fût leur orientation politique. Par contre, les jugements portés sur ces évolutions pouvaient être différents. Ne pas être de gauche pouvait les conduire à insister plus sur les atrocités du régime et moins sur les réalisations positives du régime. Il s'agit là d'un constat optimiste, encore une fois, qui rompt avec mes hypothèses de départ : les sensibilités politiques n'empêchèrent pas que se formât un certain consensus scientifique autour de la caractérisation du régime et de son évolution lors de la révolution culturelle.

¹ Michel Jan, entretien avec l'auteur, avril 2011

En revanche, deux autres facteurs jouaient un rôle plus important que je ne l'avais supposé : les préjugés sur le peuple chinois et l'histoire chinoise, qui influencèrent de façon récurrente les perceptions que les Français eurent de la Chine, et la vision française de la place de la Chine et de la France sur la scène internationale, qui eut pour effet une sympathie générale pour le régime chinois.

Enfin, j'ai pu constater un certain décalage dans l'évolution des perceptions de la Chine entre les Français de métropole et les Français résidant en Chine. Tandis que la plupart des Français, après mai 68, commencèrent à s'enthousiasmer pour le régime « antidogmatique » et « libertaire » chinois, les observateurs français en Chine (particulièrement les diplomates), confrontés à la révolution culturelle, prenaient véritablement conscience du caractère dictatorial, policier, répressif et doctrinaire de la Chine communiste. Enfin, dans le début des années 1970, les Français en Chine commencèrent à entrevoir la remarquable montée en puissance de la Chine sur le plan économique et en politique étrangère, alors que beaucoup de Français continuaient à en admirer le caractère révolutionnaire. Cela me conduisit à penser que la connaissance acquise par les spécialistes français vivant en Chine s'imposa en France et notamment dans le grand public avec plusieurs années de retard.

Pour conclure, je souhaite rendre hommage aux Français de Chine auxquels j'ai pu parler ou dont j'ai pu lire les écrits : Michel Jan, Marianne Bastid-Bruguière, Martine Monod-Broca, Claude Martin, mais aussi Lucien Paye et Etienne Manac'h, Robert Richard, Marc Menguy, ou encore le général Guillermaz, dont la figure tutélaire domine toute la période.

Sources primaires

Réflexions sur la connaissance de la Chine

- AUBERT, Claude, BIANCO, Lucien, DOMENACH Jean-Luc, RICHER Philippe, *Regards froids sur la Chine*, Seuil, 1976
- BIANCO, Lucien, « Voyager en Chine », *Esprit*, mars 1975, pp. 430-436.
- BIANCO, Lucien, « La page blanche », *Politique aujourd'hui*, mai 1970
- DOMENACH, Jean-Luc, « Chine 74 : des modèles aux problèmes », *Esprit*, juin 1974, n°6
- ETIEMBLE, René, *Connaissons-nous la Chine ?*, Paris, Gallimard, 1964, 183p
- PADOUL, Gilbert, « Comment connaissons-nous la Chine ? », *Le Débat*, n°9, février 1981, pp. 96-105

Ouvrages français à visée scientifique

- BIANCO, Lucien, *Les origines de la révolution chinoise : 1915-1949*, Paris, Gallimard, 1967, 375 p. (Collection Folio. Histoire, 15)
- BIANCO, Lucien, *Histoire économique : conférences pour l'année préparatoire*, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1970-1971 (fascicule polycopié)
- C.C.P Documents of the Great Cultural Revolution*, 1966-1967, Union Research Institute, Hong-Kong, 1968, 692 p.
- BOUC, Alain, *Mao Tsé-Tung ou La révolution approfondie*, Paris, Seuil, 1975, 265p
- CADART, Claude, *Crise aux frontières sino-soviétiques*, Paris, Fondation Nationale des Sciences Politiques, centre l'étude des relations internationales, 24 p.
- CHALIAND, Gérard, LACOUTURE, Jean, VERSAILLE, André, *Voyage dans le demi-siècle : entretiens croisés avec André Versaille, Gérard Chaliand, Jean Lacouture*, Bruxelles, Complexe, 2001, 629p
- CHESNEAUX, Jean, « Préface » à *Mao Zedong*, Paris, Le Sycomore, 1980.
- DAUBIER, Jean, *Histoire de la révolution culturelle prolétarienne en Chine : 1965-1969*. Paris, F. Maspero, 1970. 312 p. (Cahiers libres, 170-171)
- GUILLAIN, Robert, *600 Millions de Chinois sous le drapeau rouge*, Paris : R. Julliard, 1956, 290p
- GUILLAIN, Robert, *Dans trente ans la Chine*, Paris : Ed. Du Seuil, 1965, 301p
- GUILLERMAZ, Jacques, *La révolution culturelle chinoise*, Problèmes chinois, documentation française n°2, 20 septembre 1967 p. 23
- GUILLERMAZ Jacques, *Le Parti communiste chinois*, Bibliothèque Historique, Payot, Paris, 1972, 549p.
- ESMEIN Jean, *La révolution culturelle*, Paris : Editions du Seuil, 1970, 347p (L'histoire immédiate)
- FABRE, Guilhem (dir.), *Révo. Cul. dans la Chine Pop., Révolution Culturelle dans la Chine Populaire, anthologie de la presse des Gardes Rouges, mai 1966 – janvier 1968*, Union Générale d'Éditions, 1974
- JAN, Michel, *La vie chinoise*, Paris, PUF, 1976, 125p (Que sais-je)
- KAROL, K. S., *La Chine de Mao : l'autre communisme*. Paris, R. Laffont, 1966. 483 p.

(L'histoire que nous vivons)

LEYS, Simon, *Les habits neufs du Président Mao*, Champ libre, 1971

LEYS, Simon, *Ombres Chinoises*, Union Générale d'Éditions, 1976

La Grande Révolution Culturelle Socialiste en Chine, Pékin, Édition en langues étrangères, 1966, volume 3, 142p

MENGUY, *Economie de la Chine Populaire*, 1965, Que sais-je ?

MORAVIA, Alberto, *La révolution culturelle de Mao*. Paris, Flammarion, 1968. 215 p.

PELISSIER, Roger, *La Chine entre en scène : de 1839 à nos jours*, Paris : R. Julliard, cop. 1963, 413p

PEYREFITTE, Alain, *Quand la Chine s'éveillera... Le monde tremblera : regards sur la voie chinoise*, Paris : Fayard, 1973, 475p

ROY, Claude, *Sur la Chine*, Paris, Gallimard, 1979, 180p

ROUX Alain, *La Révolution Culturelle en Chine*, Paris : PUF, 1976 (Document Histoire)

URSEL, Pierre d', *La Chine des gardes rouges*, Paris : Casterman, 1968, 193p

Ouvrages américains

CONRAD, Brandt, FAIRBANK, John K., SCHWARTZ, Benjamin I., *A Documentary History of Chinese Communism*, Cambridge: Harvard University Press, 1952, 552p

OKSENBERG, Michael, SCALAPINO, Robert A., VOGEL, Ezra F. et alii, *The Cultural Revolution 1967 in Review*, Michigan Papers in Chinese studies n2, 1968.

SCHRAM, Stuart R., *Mao Tse-Tung*, New York: Simon and Schuster, 1966.

SCHRAM, Stuart R. *The Political Thought of Mao Tse-Tung*, New York: Praeger Publishers, 1969

SCHURMANN, Franz, *Ideology and Organization in Communist China*, Berkeley and Los Angeles: University of California Press, 1968.

SCHWARTZ, Benjamin I., *Communism and China: Ideology in Flux*, Cambridge: Harvard University Press, 1968.

SNOW, Edgar, *The other side of the river : Red China today* [La Chine en marche], Paris, Stock, 1963, 543p

SNOW, Edgar, *Red Star over China* [Étoile rouge sur la Chine], Paris, Stock, 1965, 439p

SNOW, Edgar, *The Long Revolution*, New York : Random House, 1972, 271 p.

VOGEL, Ezra F., *Canton under Communism: Programs and Politics in a Provincial Capital, 1949-1968*, Cambridge: Harvard University Press, 1969.

Articles scientifiques

BASTID, Marianne, « Origines et développement de la Révolution Culturelle », *Politique étrangère* n°1, 1967, 32e année, pp. 68-96

BASTID, Marianne, « La Chine après la Révolution Culturelle », *Politique étrangère*, 1972, 37e année, pp. 11-27

- JOYAUX, François, « Révolution Culturelle et politique extérieure chinoise », *Politique étrangère*, 1968, vol 33, n°1, pp. 35-52
- LEVY, Roger, « La grande révolution culturelle prolétarienne », *Politique étrangère*, 1970, vol 35, n°3, pp. 303-314
- FOCSANEANU, Lazar, « Les textes fondamentaux de l'idéologie politique chinoise à l'époque de la Révolution Culturelle », *Politique étrangère* n°2, 1969, 34e année, pp. 191-236
- CHI-HSI Hu, « L'impact de la révolution culturelle sur le conflit sino-soviétique », *Revue française de science politique*, 21e année, n°4, 1971, pp. 790-816

Récits de voyage en Chine, Mémoires et témoignages

- CIANTAR, Maurice, *Mille jours à Pékin*, Paris : Gallimard, 1969
- DAI, Hsiaoai, *Mémoires d'un garde rouge*, Paris, Albin Michel, 1971.
- MANAC'H, Etienne, *Mémoires d'extrême Asie, Tome 2 : La Chine*, Fayard, 1980
- GUILLERMAZ, Jacques, *Une vie pour la Chine, Mémoires (1937-1989)*, Paris, R. Laffont, 1989, 455p
- FAURE, Lucie, *Journal d'un voyage en Chine*, Paris, Julliard, 1958, 232 p.
- FROMENT-MEURICE, Henri, *Journal d'Asie : Chine-Inde-Indochine-Japon : 1969-1975*, Paris ; Budapest ; Torino : L'Harmattan, 2005, 488p
- LAI, Ying, *Les prisons de Mao* (traduit du chinois), Paris, R. Solar, 1970, 303p
- LECLERC DU SABLON, Jean, *L'empire de la poudre aux yeux : carnets de Chine : 1970-2001*, Paris : Flammarion, 2002, 394 p.
- LEIRIS, Michel, *Journal de Chine*, Paris, Gallimard, 1994, 262 p.
- LING, Ken, *The revenge of Heaven, Journal of a Young Chinese*, Putnam, 1972, 413p
- JEANNENEY, Jean-Noël, *Le riz et le rouge*, Paris, Editions du Seuil, 1969, 248 p.
- MOURSOUIN, Thérèse et Jacques, *Nous avons enseigné en Chine populaire*, Paris : La table ronde, 1966, 220 p.
- REMY, Pierre-Jean, *La Chine, Journal de Pékin (1963-2008)*, Paris, Odile Jacob, 2008

Articles de presse

La Chine des dernières années de Mao Zedong : dossier de presse, Fondation nationale des sciences politiques (France). Centre de documentation contemporaine.

Archives

Série Asie 1944-..., Sous-série Chine, Deuxième partie 1956-1967
Série Asie 1944-..., Sous-série Chine, Troisième partie 1968-1972

Entretiens

Entretien avec Claude Martin, mars 2011

Entretien avec Martine Monod-Broca, avril 2011

Entretien avec Marianne Bastid-Bruguière, avril 2011

Entretien avec Michel Jan, avril 2011

« Chine : le point de vue de Claude Cadart », Entretien avec Claude Cadart sur Arte, *Les tabous de l'histoire*, 19 mai 2006

BIBLIOGRAPHIE

1. Histoire de la République Populaire de Chine

[Cette section regroupe les ouvrages qui traitent de la Chine maoïste et en particulier de la Révolution Culturelle]

Généralités sur la République Populaire de Chine

- BERGERE Marie-Claire, *La République Populaire de Chine de 1949 à aujourd'hui*, Université histoire, Armand Colin, 2e édition, Paris, 1989, 331p.
- BIANCO, Lucien, *Les origines de la Révolution chinoise, 1915-1949*, Editions Gallimard, 2007, 525p
- DOMENACH, Jean-Luc, « Chine », *Commentaire*, Julliard, vol.31 n°121, printemps 2008, p.47-50
- DOMENACH Jean-Luc, RICHER Philippe, *La Chine de 1949 à 1971*, Points Histoire, Seuil, Paris, 1987, 344p.
- DOMENACH, Jean-Luc, *Répression et enfermement en Chine Populaire (1949-1989)*, Thèse d'Etat sous la direction de Marie-Claire Bergère, Paris : (S.N.), 1992
- DOMENACH, Jean-Luc, « Y a-t-il une frontière chinoise ? La circulation des informations entre Hong-Kong et la Chine », *Revue française de Science politique*, vol 29, 1979, n°4-5 pp 847-876
- GUILLERMAZ, Jacques, *Histoire du Parti communiste chinois : des origines à la conquête du pouvoir, 1921-1949*. Paris, Éd. Payot & Rivages, 2004. 713 p. (Petite bibliothèque Payot, 494)
- GUILLERMAZ, Jacques, *Le Parti communiste chinois au pouvoir : 1949-1979*. Paris, Éd. Payot & Rivages, 2004. 718 p. (Bibliothèque historique Payot)
- LEW Roland dans *Le siècle des communismes*, Les éditions de l'atelier, Paris, 2000, 542p., « Le communisme chinois » et « Communisme et violence »
- LEW, Roland, *L'intellectuel, l'État et la révolution : essais sur le communisme chinois et le socialisme réel*. Paris, Montréal : l'Harmattan, 1997. 349 p. (Collection L'Homme et la société)
- LEYS, Simon, *Essais sur la Chine*, Paris, Laffont, 1998
- ROUX Alain, *La Chine au XXè siècle*, Paris : A. Colin, 2005, 4e édition, 248p (Cursus histoire)

Mao : ouvrages biographiques

- CHEVRIER, Yves, *Mao et la révolution chinoise*. Paris, Castermann, Florence, Giunti, 1993. 159 p.

DOMENACH, Jean Luc, « Mao ou le destin de la Chine ». *L'Histoire*, septembre 1999, n° 235, p76-85

LI, Zhisui, *La vie privée du président Mao*. Paris, Plon, 1994. 667 p.

SPENCE, Jonathan, *Mao Tsé-Tung*, Editions Fides (2001)

SHORT, Philip, *Mao Tsé-Tung*, Fayard, 2005

La Révolution Culturelle

DOMENACH Jean-Luc, « La Révolution Culturelle », articles parus dans la revue *L'Histoire*, n°223

ESHERICK, Joseph W., PICKOWICZ, Paul et WALDER, Andrew, *The Chinese Cultural Revolution as History*, Stanford, CA: Stanford University Press, 2006

HUA, Linshan, *Les Années rouges*. Paris, Ed. du Seuil, 1987. 375 p. (L'Histoire immédiate)

MACFARQUHAR, Roderick, *The Origins of the Cultural Revolution*, Oxford University Press, 1997.

MACFARQUHAR, Roderick, SCHOENHALS, Michael, *Mao's last revolution* [La dernière révolution de Mao, histoire de la Révolution Culturelle 1966-1976], Paris, Gallimard, 2009, 808p

MACFARQUHAR, Roderick, FAIRBANK, John K., *The People's Republic, Part 2, Revolutions within the Chinese Revolution, 1966-1982*, The Cambridge History of China, Volume 15

« Mao et la Révolution culturelle : dossier ». *L'histoire*, novembre 1994, n° 182, p. 40-57

SHOENHALS, Michael, « « Why Don't We Arm the Left ? » Mao's Culpability for the Cultural Revolution's « Great Chaos » of 1967 », *The China Quarterly*, n°182, juin 2005, pp. 277-300

SONG, Yongyi, RAIMBOURG, Marc (trad.), HOLZMAN, Marie (dir.), *Les massacres de la Révolution culturelle*. Paris, Buchet chastel, 2008. 284 p.

TEIWES, Frederick, *The end of the Maoist era : Chinese politics during the twilight of the Cultural Revolution, 1972-1976*. Armonk, N. Y., London, M. E. Sharpe, 2007. XXI-705 p.

TEIWES, Frederick, SUN, Warren, *The Tragedy of Lin Biao : riding he Tiger during the Cultural Revolution*, London : Hurst, 1996

2. La France des années 1960 et 1970

[Cette section porte sur l'histoire politique et culturelle des années 1960 et 1970 en France]

Histoire politique et générale

TOUCHARD Jean, *Le gaullisme 1940-1969*, Points Histoire, Seuil, Paris, 1978, 381p.

WINOCK, Michel, *Chronique des années soixante*, Paris : Seuil, 1990, 382 p.

Histoire culturelle

- BINET, A., *Société et culture en France depuis 1945*, Ellipses, 2000, 160p.
Le Débat n°50, mai-août 1988
- ORY, Pascal, SIRINELLI, Jean-François, *Les intellectuels en France, de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Armand Colin, 1986
- ORY, Pascal, *Nouvelle histoire des idées politiques*, Hachette, 1980
- RIEFFEL, Rémy, *La tribu des clercs*, Calmann-Lévy, 1993
- RIOUX, Jean-Pierre, SIRINELLI, Jean-François dir., *Le temps des masses. Le Xxe siècle, tome 4 de l'Histoire culturelle de la France*, Seuil, coll. « L'univers historique », 1998, 420 p.
- SIRINELLI, Jean-François, « La France des sixties revisitée », *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, 2001/1, n°69, p.112

Mai 68 et son héritage

- THIBAudeau, Jean, *Mai '68 en France*, Seuil, 1970
- LE GOFF, Jean-Pierre, *Mai 68 l'héritage impossible*, La Découverte, Paris, 1998, 476p.
- HAMON, Hervé, ROTMAN Patrick, *Génération*, Seuil, Paris, 1988, tomes 1 et 2
- BRILLANT, Bernard, *Les clercs de 68*, Paris, PUF, 2003.

3. La Chine vue de France

[Cette section porte plus spécifiquement sur l'objet de mon mémoire : les représentations de la Chine en France]

Représentations de la Chine en Occident : temps long

- BOTHROYD, N. & DETRIE, M.. *Le voyage en Chine : anthologie des voyageurs occidentaux du Moyen-Age à la chute de l'Empire chinois*, Paris : R. Laffont, "Bouquins", 1992, xxi+1509 p.
- BERNARD, Alex, *L'identité occidentale et la représentation de la Chine au sein de la littérature sur les relations étrangères chinoises*, Mémoire de maîtrise dirigé par Lawrence Olivier, Université du Québec à Montréal, 2010. Disponible sur <http://www.archipel.uqam.ca/3082/1/M11414.pdf>
- CARTIER, Michel (dir.), *La Chine entre amour et haine*, Actes du VIIe colloque de sinologie de Chantilly, Paris, Desclée de Brouwer, 1998 ; San Francisco, Institut Ricci, 1998
- ETIEMBLE, *L'Europe Chinoise*, Paris, Gallimard, 1989, deux tomes
- FAIRBANK, John K., *China perceived : Images and policies in Chinese-American Relations*, New-York : Alfred A. Knof, 1974, 245p
- ROBERTS J.A.G., *L'image de la Chine dans l'Encyclopédie, Recherche sur Diderot et sur*

l'encyclopédie, 1997, n°22, pp. 87-108. Disponible sur
http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rde_0769-0886_1997_num_22_1_1378

SPENCE, Jonathan D., *The Chan's great continent : China in western minds* [La Chine imaginaire : la Chine vue par les occidentaux, de Marco Polo à nos jours], Montréal : Presses de l'université de Montréal, 2000, 259p.

Histoire de la sinologie française

BERGERE, Marie-Claire, PINO, Angel (eds), *Un siècle d'enseignement du chinois à l'école des langues orientales 1840 - 1945*, Paris : l'Asiathèque, 381 p.

DOMENACH, Jean-Luc (sous le pseudonyme de Gilbert PADOUL), « Comment connaissons-nous la Chine ? », *Le Débat*, n°9, février 1981, pp. 96-105

FRECHES, José, *La sinologie*, Paris : PUF, coll. "Que sais-je ?" n° 1610, 1975, 127 p.

La Revue bibliographique de sinologie (École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) Paris) consacre régulièrement une rubrique à l'"Histoire de la sinologie" française et mondiale faisant état des publications sur ce sujet.

VILTARD, Yves, *La Chine américaine : « il faut étudier la Chine contemporaine »*, Paris, Belin, 2003, 352p

VILTARD, Yves, « Naissance de la Chine contemporaine aux Etats-Unis : l'archéologie d'un énoncé sinologique américain », *Perspectives Chinoises*, août 1999, n°54, p.68-82

VILTARD, Yves, « Les paradigmes à l'épreuve de l'air du temps : quand le discours des sciences sociales sur l'exception chinoise légitimait la révolution », *Revue Française de Science Politique*, octobre 1995, vol. 45 n°5, p.823, 856

La diplomatie française et la Chine

BOUISSOU, Michel, *La reconnaissance de la République populaire de Chine devant l'opinion*, Presses universitaires de France, 1967

CHAYET, Claude, *De Gaulle et les relations franco-chinoises* in *De Gaulle en son siècle*, 4. *La sécurité et l'indépendance de la France*, La Documentation française/Plon, 1992, p. 426-429

« De Gaulle et la Chine », *Espoir*, n°1, Paris, 1972

« De Gaulle et la Chine », *Espoir*, n° 138, mars 2004

KROUCK, Bernard, *De Gaulle et la Chine : la politique française à l'égard de la République populaire de Chine, 1958-1969*, thèse de doctorat sous la direction de Maurice Vaisse, histoire, Paris, Institut d'Etudes politiques, [s.n.], 2005

MARTIN, Garret, « Playing the China Card ? Revisiting France's recognition of Communist China, 1963-1964 », *Journal of Cold War Studies*, vol 10, n°1, hiver 2008, pp. 52-80

MENGIN, Françoise, « La politique chinoise de la France : du mythe de la relation privilégiée au syndrome de la normalisation », *Critique internationale*, Paris, 1998

Représentations de la Chine maoïste en France

- BIANCO, Lucien, « La Chine à la Française », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1987, n°9 pp. 36-40
- BIANCO, Lucien, « State of the field : French Studies on Contemporary China », *The China Quaterly*, n°142, juin 1995
- DETRIE, Muriel, *France-Chine : quand deux mondes se rencontrent*, Paris, Gallimard, 2004, 127p
- HUGHES, Alex, *France-China : intercultural imaginings*, London, Legenda, Modern Humanities Research Association, Manet, 2007, 105p
- ROCHE, Emilie, *La Révolution culturelle chinoise à travers le journal Le Monde, 1965-1969*, Mémoire de master sous la direction d'Isabelle Garcin-Marrou, Institut d'Etudes Politiques de Lyon, 2000.
- ROUX, Alain, « Mao, objet historique », Paris, *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, mars 2009, n°101, p.95-108,
- WAHL, François, "La Chine sans utopie: IV. Révolution Culturelle ou Occidentalisation ?", *Le Monde*, 19 juin, 1974, p. 9.

Les maoïstes français

- BOURSEILLER, Christophe, *Les maoïstes, la folle histoire des gardes rouges français*, Points, 505p, 2008
- CALINESCU, Bogdan, *Les représentations de la Chine chez les intellectuels français : le cas de la revue « Tel Quel », 1971-1976*, mémoire de DEA, Paris, Institut d'études Politiques, 1995
- DRESSEN, Marnix. « Ombres chinoises : regards de maoïstes français sur la Chine de Mao (1965-1976) », *Les années 68 : une contestation mondialisée, Matériaux pour l'histoire de notre temps* n° 96, Octobre/Décembre 2009, p.1-94, disponible sur <http://www.persee.fr>
- FERREIRA, Thierry, *Vive la Révolution : étude d'un mouvement maoïste français*, mémoire de maîtrise, Paris 1, sous la direction de Antoine Prost et Lucette Levan Lesmelse, 1995.
- ETIEMBLE, René, *Quarante ans de mon maoïsme (1934-1974)*, Paris, Gallimard, 1976, 480p.
- HESS, Rémi, *Les maoïstes français : une dérive institutionnelle*, thèse de 3^e cycle, 1974, Anthropos
- HOURMANT, François, «Le retour de Chine ou les «horizons indépassables» d'un genre politico-littéraire», *Mots*, n° 29, décembre 1991
- KESSEL, Patrick, *Le Mouvement maoïste en France, 1963-1968*, Paris, Union générale d'éditions, 1978, 445 p.
- MANCEAUX Michelle, *Les Maos en France*, Paris, Gallimard, 1972, 254 p.
- MILNER, Jean-Claude, *L'arrogance du présent, regards sur une décennie, 1965-1975*, Paris, Grasset, 2009

PLEYNET, M., *Le voyage en Chine*, Hachette, 1980

« Rétro-maoïsme ou post-maoïsme », *Monde chinois*, n°14, été 2008, p.45-80

ROUX, Alain, *Le Casse-tête chinois : trente ans de Chine socialiste vus par un communiste français*. Paris, Editions sociales, 1980. 474 p. (Notre temps. Monde)

RIVENC, Jean-Pierre, *Le mouvement maoïste français*, Thèse de 3^e cycle, Toulouse 2, 1982.

WOLIN, Richard, *The wind from the east : French intellectuals, the cultural revolution, and the legacy of the 1960s*, Princeton University Press, 2010.

5. Outils de travail (méthodologie de l'histoire des perceptions)

[Cette section indique quelques ouvrages de référence dans l'histoire des perceptions, qui m'ont été utiles sur la plan méthodologique]

BACZKO, Bronislaw, *Les imaginaires sociaux : mémoires et espoirs collectifs*, Paris, Payot, 1984, 242p

FRANCK, Robert (dir.), *Images et imaginaire dans les relations internationales depuis 1938*, Paris, Cahiers de l'Institut d'histoire du temps présent, n°28, 1994, 168p

RIOUX, Jean-Pierre, SIRINELLI, Jean-François, *Pour une histoire culturelle*, Paris : Seuil, 1997, 455p

JERVIS, Robert, *Perception and misperception in international politics*, Princeton, Princeton University Press, cop. 1976, XII-445p

Index des annexes

Liste alphabétique du personnel de l'ambassade.....	I
Etat du personnel de l'ambassade en mai 1970.....	II
Liste des voyages effectués par les membres de l'ambassade.....	VII
Itinéraire d'un voyage de l'attaché militaire en septembre 1970.....	IX
Photographies de l'entourage de Mao Zedong puis de Lin Biao et des militaires.....	X
Carte de l'accessibilité du territoire autour de la ville de Pékin.....	XII
Programme d'une mission d'étude en Chine en avril et mai 1966.....	XIII